

Le conflit somalo-éthiopien

Washington accorde
une aide d'urgence
à Mogadiscio

LIRE PAGE 8

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,50 F

Algerie, 2 DA ; Maroc, 3,00 DA ; Tunisie, 200 m.
Allemagne, 1,50 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique,
28 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ;
Danemark, 1,50 kr. ; Espagne, 80 pes. ; Grèce, 40 dr.
Irlande, 10 p. ; Italie, 1 000 l. ; Liban, 350 P. ; Luxembourg, 27 f.
Norvège, 5,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal,
200 esc. ; Royaume-Uni, 5,00 £ ; Suède, 5,00 kr.
Suisse, 1,40 f. ; U.R.S.S., 25 cents ; Yougoslavie, 35 d.

Tarif des abonnements page 13

5, RUE DES ITALIENS
75002 PARIS CEDEX 02
Tél. : 01 42 55 55 55
C.C.P. 1207 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

La nouvelle prise de position de M. Yasser Arafat

Un message aux États-Unis

Pour ceux qui suivent attentivement la diplomatie de l'O.L.P. depuis 1974, le document signé par M. Yasser Arafat le 24 juillet, et dans lequel il se déclare disposé « à accepter toutes les résolutions des Nations unies concernant la question palestinienne », n'ajoute rien à ce que l'on savait déjà. Ces résolutions se comptent par centaines, en commençant par celle, votée en novembre 1947, recommandant le partage de la Palestine en deux États, l'un juif, l'autre arabe.

Au fil de motions votées par le Conseil national palestinien, l'O.L.P. avait déjà indiqué qu'elle se contenterait d'un État indépendant en Cisjordanie et à Gaza. Dès 1973, elle avait informé M. Cyrus Vance, le secrétaire d'État américain de l'époque, qu'elle approuverait la résolution 242 du Conseil de sécurité si le membre de phrase se référant aux « problèmes des réfugiés » était amendé pour préciser qu'il s'agit en fait du peuple palestinien et de ses « droits légitimes ».

Pourquoi, dès lors, signer un document réitérant ce que l'on savait déjà ? Il y a sans doute dans le geste de M. Arafat une part d'habileté. « Toutes » les résolutions de l'ONU — surtout celles adoptées par l'Assemblée générale — ne sont pas, pour la plupart, en faveur d'Israël, et en conséquence celui-ci a toujours refusé de les appliquer.

An-déjà de la tactique. M. Arafat a vraisemblablement voulu aussi désarmer les sceptiques qui, ces dernières semaines, ont choqué d'ignorer systématiquement ses ouvertures de paix en les qualifiant de « plus souvent de « manœuvres » d'un homme aux abois. Certes, il n'espère pas convaincre Jérusalem de sa bonne foi, Israël ayant fait savoir maintes fois, et hier encore, qu'il ne négocierait jamais avec des terroristes — même si ceux-ci devaient le reconnaître. En prenant un engagement écrit devant des parlementaires américains, M. Arafat s'adressait visiblement aux États-Unis.

Le chef de l'O.L.P., à l'instar du président Sadate, est persuadé depuis fort longtemps qu'un règlement « équitable » doit nécessairement passer par Washington. Bien avant le début de la guerre du Liban, il avait cessé de déployer des efforts — notamment par le truchement de l'Arabie Saoudite — pour qu'un dialogue officiel et public s'ouvre entre la centrale palestinienne et le gouvernement américain. Il s'était toujours heurté à la « classe Kissinger », formée en 1973, qui exige de l'O.L.P. la reconnaissance préalable d'Israël. Le « document Arafat » signé dimanche prend davantage de poids dans la mesure où le chef de l'État syrien, M. Assad, a choisi de déclarer le même jour à la délégation parlementaire américaine qu'il « reconnaît les résolutions des Nations unies et demande qu'il soit ouvert à la lumière de ces résolutions ».

L'absence de réaction à Washington, où l'on recommandait dimanche soir la « plus grande prudence », est compréhensible. M. Reagan peut difficilement s'aligner sur la position de M. Begin en rejetant purement et simplement une initiative qui a toutes les allures d'une ouverture de paix et qui ne serait pas seulement une « manœuvre ». Il pourrait sans doute demander des éclaircissements et des précisions, mais ce serait alors ouvrir un dialogue qui déboucherait même s'il est conduit indirectement, sur une crise majeure dans les relations israélo-américaines. D'autant plus qu'un tel dialogue pourrait modifier sensiblement le cours du conflit israélo-arabe.

suscite des réactions divergentes

- JÉRUSALEM : une « manœuvre de propagande »
- WASHINGTON : appel à la « prudence »
- PARIS : « confirmation d'une ouverture »

Le président de l'O.L.P., M. Yasser Arafat, a remis le dimanche 25 juillet à une délégation parlementaire américaine un document, signé de sa main, dans lequel il accepte toutes les résolutions des Nations unies concernant la question palestinienne. Un membre de la délégation, M. McCloskey, assure que le leader palestinien se réfère, entre autres, à la résolution 242 qui stipule le droit à l'autodétermination pour le peuple palestinien, et avec l'ensemble des résolutions de l'ONU.

En Israël, l'initiative de M. Arafat a été qualifiée de « manœuvre de propagande ». M. Menahem Begin, l'ambassadeur de Jérusalem à Paris, a indiqué qu'Israël ne négocierait jamais avec des terroristes. Tandis que l'on recommandait à Washington la « plus extrême prudence », en attendant un examen approfondi du « document Arafat », les milieux informés du Quart d'Orsay déclaraient lundi matin que l'on appréciait à Paris que « soit confirmée ainsi une ouverture déjà enregistrée depuis plusieurs semaines » et « conforme notamment aux initiatives franco-égyptiennes. Ces milieux rappellent que la diplomatie française avait, à l'occasion de contacts qu'elle avait eus avec des représentants de l'O.L.P., enregistré cette ouverture qui va dans le sens du passage de l'attribution militaire à la négociation politique ».

Au Liban, l'armée israélienne a lancé au cours du week-end des opérations contre les forces syriennes dans la Bekaa, détruisant des rampes de lancement de fusées Sam-2 qui venaient d'y être installées. Un Phantom israélien a été abattu.

De notre envoyé spécial

Beirut. — La course entre la guerre et la diplomatie se poursuit. Entre une journée marquée par un violent pillage des quartiers palestiniens de Beyrouth-Ouest et un interminable tir d'artillerie nocturne, M. Arafat a franchi un nouveau pas vers la reconnaissance de l'État d'Israël en signant, en présence d'une délégation de membres du Congrès américain, un document dans lequel il « accepte toutes les résolutions des Nations unies concernant la question palestinienne ». Ce texte, qui a déjà fait couler beaucoup d'encre, ne contient d'ailleurs que ce que l'on attendait : une reconnaissance en anglais de la main du représentant républicain, M. Paul McCloskey, et signée « Y. Arafat ».

Les comptes rendus divergents fournis par les parlementaires américains au sujet de leur entrevue n'aident certes pas à préciser la portée du nouveau geste accompli par le chef de l'O.L.P. Ce dernier, a déclaré M. Paul McCloskey au moment de passer la ligne de démarcation pour regagner Beyrouth-Est, a accepté toutes les résolutions de l'ONU, « y compris celles stipulant le droit à l'existence d'Israël, notamment les résolutions 242 et 333 ».

JEAN GUEYRAS.

(Lire la suite page 3.)

Page 7 :

Le Tiers-monde brésilien

Le début d'une enquête de CHARLES VANHECKE

Un jeu pour l'été

par GILBERT COMTE

Lorsqu'il révoltait d'estourbir M. Giscard d'Estaing, aux temps pas si lointains d'une première bataille de Paris, en 1977, M. Jacques Chirac ne regarda pas toujours de trop près les arguments qu'il exposait, sans autre gare, à la figure de son adversaire.

« Je considère qu'il n'est pas possible pour les hommes politiques d'assumer une responsabilité ou de gérer s'ils ne sont pas vraiment légitimes, claironnait-il une fois. Pour moi, la légitimité dépasse même la légalité. » Président du groupe R.P.R. à l'Assemblée nationale, M. Claude Labbé reprit à mots couverts la même théorie contre M. François Mitterrand, au printemps dernier. Loin de le soutenir, le maire de Paris dédaigna soigneusement cette dangereuse rhétorique. « Sauf circonstances extraordinaires, tel qu'un drame national au cours duquel les autorités légales influencent à leur mission, il n'y a pas, il ne doit pas y avoir de distinction entre légalité et légitimité », trancha-t-il, après un beau débat d'idées au-dedans de lui-même.

A gauche comme à droite, personne ne s'inquiète naturellement de savoir pour quelles raisons ce candidat permanent à la direction des affaires nationales annonce des principes exactement contraires à ceux qu'il soutient jadis. Sous l'avancée des années quotidiennes tombées de cette petite société très spéciale qu'une formule respectueuse qualifie parfois de « classe politique », nul ne sait plus ce que pourrait dire ou penser l'un ou l'autre de ses vedettes cinq ans, cinq mois, ou seulement cinq semaines plus tôt. Quand, des Malouines au Liban, tant de tragédies autrement graves se succèdent, rebondissent, l'oubli des paroles jetées dans le vent commence même à cinq jours.

Le langage commun qualifie de « lavage de cerveau » la dépersonnalisation terrible qu'infligent les régimes totalitaires aux malheureux qu'ils internent dans des camps, en

contraint à radoter des formules tellement répétitives qu'elles chassent des têtes tout souvenir, et les rendent accueillantes à des convictions artificielles de remplacement.

(Lire la suite page 8.)

AU JOUR LE JOUR

Les Français font la fine bouche
La quatrième victoire de Bernard Hinault dans le Tour de France ? Un succès attendu, sans grand panache, un simple contrat rempli.
La victoire de René Arnoux au Grand Prix de France ? Il aurait dû laisser la première place à son coéquipier Alain Prost.

Victoires

La victoire des épistes français aux championnats du monde ? Un sport mineur.

Mais la défaite de la France au Mondial 82, qui, c'était un exploit. Rien de tel qu'une défaite pour souder cette nation qui adore les vainqueurs qui perdent.

BRUNO FRAPPAT.

LA MORT DE ROMAN JAKOBSON

La passion du langage

Roman Jakobson n'est pas seulement l'un des plus grands linguistes du vingtième siècle, mais aussi une des figures en qui ce siècle se sera incarné de façon exemplaire. Mort le 19 juillet 1982, à l'âge de quatre-vingt-six ans, il aura participé dans plusieurs pays successivement à quelques-unes de ses aventures les plus passionnantes.

Jakobson était né en 1896 à Moscou. Ses premiers maîtres à penser, pendant les années de lycée, s'appellent Mallarmé et Novak ; et toute sa vie sera marquée par ce contact inaugural avec la poésie.

Ses intérêts le conduisent dans les milieux artistiques et littéraires : il se lie d'une grande amitié avec le futuriste Khlebnikov et le peintre Malevitch ; son premier article publié porte sur les cubistes français. Mais il se trouve en même temps animé par un désir de connaissance qui l'accompagnera également toute sa vie, et qui l'amène à l'époque à la faculté de philologie de l'université de Moscou.

(Lire la suite page 18.)

Simonne et Jean Lacouture
En passant par la France
Journal de voyage
Seuil

Michel Albert
LE PARI FRANÇAIS
Seuil

"A lire d'urgence par 54 millions de Français."
René Pujol / Le Pétrolier
69 F

Comment les Français réagissent-ils à l'arrivée du nouveau régime ?
65 F

AU SEUIL

DES MUNICIPALES POUR HOMMES ?

Le point de vue de GISELE HALIMI

formez en vacances

Audiovisuel

Pierre Noguera n'est pas emballé par la loi sur l'audiovisuel : partisan d'un service public unifié, il craint que la gauche, dans ce domaine, ne manque le changement. Jean Cluzel, pour sa part, croit qu'il faut laisser aux seuls journalistes la responsabilité d'assurer une information équilibrée. Plus largement, Gérard-Henri Durand voit dans la T.V. une sorte d'opium du peuple qui facilitera le retour de la droite si l'on ne s'emploie pas d'urgence à y associer les citoyens. Et David Mata se désolait que les clercs aient rendu les armes devant cette Méduse des temps modernes qui est en train de tout pétrifier lentement.

A Soir 3 on n'improvise pas

par JEAN CLUZEL (*)

SOIR 3 est, à l'évidence, un journal télévisé politiquement orienté. L'est-il pour répondre aux sollicitations du pouvoir ? Certainement pas, car celles-ci sont devenues inutiles. Il existe, en effet, un moyen plus sûr et non moins efficace auquel il fallait songer : recruter des journalistes engagés au service d'une information militante.

Est-ce scandaleux ? Pour une partie des Français, certainement ; pour l'autre, cette orientation paraît aller de soi.

Il convient donc de savoir si l'on peut faire, en France, une information de service public qui puisse être suffisamment objective et convenir à toutes les sensibilités politiques. Cela paraît difficile chez nous pour deux raisons. La première est l'intolérance idéologique qui semble caractériser la période actuelle de notre vie collective ; la seconde est le clivage politique, plus sensible de septennat en septennat.

En Grande-Bretagne ou en Suisse, un consensus national se retrouve tout naturellement dans la façon dont l'information est présentée à la télévision.

En Italie, le système est différent : dans ce pays, chaque chaîne est politiquement spécialisée, l'une allant à la majorité et l'autre à l'opposition. Chacun paraît y trouver son compte, comme cela se passe chez nous pour la presse écrite où l'on peut acheter le *Figaro* et tel autre *L'Humanité*.

Si nous imitions ce qui se passe en Italie, et pour donner autant de choix qu'en dispose la presse, des journalistes de la majorité peupleraient TF 1 et ceux de l'opposition Antenne 2 (ou vice versa).

Quant à FR 3, si nous en croyons le projet de réforme de l'audiovisuel, ses journaux risqueraient bien de varier de tonalité d'une région à l'autre, car on ne voit pas comment la décentra-

lisation pourrait autrement mettre sa marque politique.

Quoi qu'il en soit, le système actuel ne diffère du précédent que dans la forme et non dans le fond : à une télévision de sensibilité giscardienne a succédé une télévision de sensibilité de gauche : avant le 10 mai, certains étaient satisfaits et d'autres scandalisés ; après le 10 mai, la situation est assez comparable, à ceci près qu'elle est inversée.

Une autre pratique est-elle envisageable ? J'en doute, mais cela ne peut être sans conséquences sur la vie démocratique de la France pour deux raisons essentielles : parce qu'en démocratie une bonne formation de l'opinion publique suppose la capacité de choisir l'informateur en qui on a confiance et parce qu'au mépris des règles élémentaires de la morale publique la télévision, qui force quelque peu hier le lecteur de *L'Humanité* à n'entendre que le *Figaro*, ne donne aujourd'hui le choix qu'entre *L'Humanité* et un bulletin paroissial, celui de la paroisse socialiste, s'entend !

Alors, que faire ? Laisser aux journalistes, et à eux seuls, la responsabilité d'assurer une information équilibrée. Ni les cahiers des charges, ni la loi, ne peuvent prétendre régler ce dossier de l'information dite de service public qui est le plus important de la vie politique française ; il s'agit d'une question de conscience pour le journaliste, c'est-à-dire de la conception qu'il a de son rôle et de ses responsabilités. Celle-ci demeure la seule garantie pour le téléspectateur-citoyen. Y faille-t-il le seul moyen de voir l'audience brutalement chuter. Tel est bien le sort de Soir 3, où l'on n'improvise guère que sur des airs trop connus.

Et c'est ainsi que se joue l'avenir de notre démocratie.

(*) Sénateur de l'Allier (Union centriste), rapporteur du budget de la R.T.F.

Entre les monopoles et le service public

par PIERRE NOGUERA (*)

LE projet de loi sur l'audiovisuel a été (hélas !) adopté par l'Assemblée nationale. M. Filloud, dont on sait qu'il a présenté et défendu un projet qui, sur beaucoup de points, n'était pas le sien (grandeur et servitudes...), ne nous contraindra pas, sans à l'ère de la mauvaise foi, sur le problème de la concentration. Ce que l'on a baptisé « concentration » a consisté tout simplement en un certain nombre de réunions et d'échanges qui n'ont débouché sur rien. Pas une proposition syndicale concernant le fond n'a été retenue. De là notre amertume et l'impression que nous avons été « contournés », pour ne pas utiliser un terme beaucoup plus dur.

Nous attendions d'un gouvernement de gauche qu'il répare la « casse » provoquée par la droite à la radio-télévision en 1974. Or non seulement cette « casse » n'a pas été réparée, mais les plus pessimistes soutiennent qu'elle risque d'être aggravée. Certes, la loi est bien habillée, et nous avons eu droit à des déclarations d'intention sur un service public qui allait être restructuré, unifié, démocratisé, décentralisé. En somme, ce que nous voulions. Evidemment, un tel discours nous a mis immédiatement sur nos gardes, car les « politiques » ont ceci de commun qu'ils ne sont jamais aussi inquiétants que lorsqu'ils cherchent à rassurer. Et inquiet, nous le sommes aujourd'hui doublement.

D'abord parce que, comme dans le rapport Moineau, le service public de la radio-télévision est mal cerné et par trop éclaté sur le « territoire » de l'audiovisuel. Le fonctionnement de tant de structures (restons-nous en-deçà de la centaine, hors-nous en-deçà ?) risque d'être complexe et de coûter très cher. Nous savons déjà ce que la création et la production ont eu à souffrir de la multiplication par huit d'une seule société qui s'appelaient l'O.R.T.F.

Si l'on ajoute à cette description qu'aucun organisme coordinateur n'a été voulu et que le financement de l'ensemble reste aléatoire, on comprendra que notre attitude et

notre inquiétude soient les mêmes que lors de la publication du rapport Moineau.

Ensuite et surtout parce que, en face des grandes mutations technologiques qui vont révolutionner (le mot n'est pas trop fort) l'audiovisuel dans les années qui viennent, il apparaît que le gouvernement a choisi de favoriser le secteur privé au détriment du service public. Si l'on prend bien la mesure des enjeux, c'est un choix extrêmement dommageable, pour ne pas dire dangereux, qui vient d'être fait.

Soit, le service public perd le monopole de la programmation, et au passage, celui de la diffusion est entamé. Dernier, satellite, câbles, fibres optiques, vidéogrammes et autres techniques vont permettre au public d'avoir accès à de plus en plus de programmes et d'informations de diverses natures. Bref, tout se conjugue pour déboucher dans un premier temps sur ce que la presse appelle l'« européénisation » des ondes, et dans un deuxième temps sans doute sur la « mondialisation » : images et sons venant de partout, d'autres pays, d'autres cultures, d'autres civilisations, d'autres messages...

Seul un service public unifié...

C'est bien pourquoi, dans un pareil contexte et en face de ce qu'il faut bien appeler une concurrence, nous pensons que seul un service public rénové, unifié, démocratisé et décentralisé (pour utiliser les mêmes termes que le ministre) est capable de servir au mieux l'intérêt général en matière d'information, d'éducation et de culture.

Parce que, contrairement aux monopoles introduits dans l'audiovisuel, le service public n'a pas le profit comme ambition. En outre, il est le seul à pouvoir assurer un accès démocratique à ces nouveaux moyens de communication : en s'interdisant

toute ségrégation, qu'elle soit de nature ethnique, esthétique ou financière. Un tel postulat mérite d'être regardé de très près à l'heure où la progression des techniques va permettre non seulement la confrontation des multiples cultures et messages, mais, par là même, faire courir le risque d'érosion de ceux à qui ne seront pas donnés les moyens suffisants pour se défendre et se maintenir.

Au bout du compte, on voit bien qu'il ne s'agit rien de moins que de sauvegarder notre identité nationale. Il faut savoir que près de 80 % des émissions étrangères diffusées en France sont d'origine américaine.

En 1957, les séries d'outre-Atlantique et les films américains de cinéma occupaient environ 4 % du temps du programme de la soirée. En 1967, la proportion était de 8 % du temps de grande écoute. En 1972, elle grimpait à 20 %. En 1979, elle est autour de 30 %. Le tiers du temps passé devant le petit écran par les Français de tous âges et de toutes conditions l'est devant des séries, des films ou des téléfilms d'outre-Atlantique. (Extrait de *La France colonisée*, de Jacques Thibaut.)

Peut-être pensera-t-on que nous situons le débat très haut, mais nous répondons que les satellites et autres techniques nous y invitent et nous interpellent déjà.

Il n'est pas certain, en tout cas, que le gouvernement en ait saisi toute la dimension, même si d'excellents mots et d'excellentes formules à propos de la liberté ont été lancés au cours du débat à l'Assemblée nationale. Au bout du compte, il reste que le projet de loi ouvre largement les portes au secteur privé pour investir et pour produire. En somme, pour « faire » l'audiovisuel de demain. Il est assez curieux que le premier gouvernement de gauche depuis vingt-trois ans ait orienté sa démarche dans cette direction alors qu'il venait de nationaliser, donc de « déprivatiser », des banques et de grands groupes industriels. Au moment aussi où d'autres pays en reviennent ; par exemple l'Italie, la Grande-Bretagne et les États-Unis. Non, décidément, et pour paraphraser une formule célèbre, l'audiovisuel est une chose trop sérieuse pour qu'il dépende des marchands de lessive, de caramels et autres Coca-Cola. Et pas davantage des monopoles de l'électronique et du cinéma.

N'en déplaise à la droite qui est totalement désqualifiée pour nous faire le leçon en matière de radio-télévision, c'est au service public qu'il existe encore aujourd'hui que l'on doit les plus grandes heures de la télévision. C'est sur France-Culture et sur France-Musique, et non sur Europe 1 ou R.T.L., que l'on peut écouter des émissions qui apportent quelque chose de plus.

Nationaliser ou privatiser ?

Par ailleurs, et à propos du financement, on ne sait pas assez que la radio-télévision est le seul service public à avoir financé ses propres investissements : studios, émetteurs, matériels, etc.

Ce n'est pas le cas par exemple de l'E.D.F., des P.T.T. ou de la S.N.C.F., à qui l'État fournit une contribution aux investissements sous des formes diverses. Faisons le point : dans tous les pays, pour tout service public, il est fait appel à deux sources de financement :

- Au niveau du citoyen, financement par la collectivité nationale (budget de l'État) ;
- Au niveau de l'usager, par le paiement du service rendu, proportionnellement à la valeur de ce service.

Ce n'est pas le cas en France pour la radio-télévision, car seul l'usager finance, à prix unique et indépendamment du service rendu ou exigé, par le paiement de la redevance. Cette solution possible par le passé n'est plus adaptée aujourd'hui au développement des nouvelles techniques. La solution correcte pour permettre l'équipement nécessaire du pays et satisfaire aux besoins sociaux de la communication implique que le budget général participe aux investissements et que l'usager participe proportionnellement au service rendu.

A défaut, le développement des nouvelles techniques se fera dans le cadre des monopoles avec un coût final plus élevé et au détriment des besoins sociaux de la communication.

Ne pas poser cette question serait faire preuve de démagogie.

A la lumière des enjeux, on voit donc bien qu'il s'agit d'un problème qui concerne le pays tout entier.

Il n'est pas exagéré de dire que les choix qui seront faits à un moment donné présenteront pour longtemps un caractère irréversible.

C'est pourquoi nous pensons qu'il serait grave que la gauche manque le changement dans l'audiovisuel, car le changement dans ce domaine, tel que nous l'avons proposé tout au long de cet article, contribuerait efficacement aux grands changements pour lesquels se sont prononcés, il y a un an, une majorité de Français et de Françaises.

(*) Président du Syndicat national de radio-télévision (S.N.R.T.).

L'opium du peuple

par GÉRARD-HENRI DURAND (*)

des modes et des idées éphémères. Elle est devenue l'opium du peuple, si bien que les réformes projetées, se heurtant à ce phénomène d'accoutumance, peinent avec la « manœuvre ». Du coup les réformateurs n'imaginent pas autre chose que de substituer aux anciennes effigies de nouvelles images du culte, tout en conservant les hiérarchies sacrées et les colonnes du Temple. Ils sont incapables d'imaginer des rapports nouveaux.

Les régimes précédents ont utilisé la radio et la télévision à la fois comme séducteur et comme véhicule des images qu'ils entendaient projeter - auraient-ils eu conscience de cela ?

Les régimes précédents ont utilisé la radio et la télévision à la fois comme séducteur et comme véhicule des images qu'ils entendaient projeter - auraient-ils eu conscience de cela ?

Revenons sur le célèbre duel télévisé entre les deux candidats à la présidence. S'est-on demandé pourquoi une « image » qui avait toujours été celle de l'homme « suprêmement intelligent », puisse maître des chiffres et des dossiers, se dégrader, paraître plus floue, au point que son opposant, défait aux toutes premières, rayonnait soudain ? Cela tenait-il à la qualité des arguments ? Il n'en avait pas changé. Peut-on affirmer que le renversement de tendance s'explique par une renouveau de la conscience politique ? C'est tout au plus un argument démagogique - à double tranchant - que ne craignait pas d'utiliser récemment un ministre du Plan.

Nous vivons assisté non pas à un débat mais bel et bien à un duel (les commentateurs ne l'ont jamais dénoté autrement). Cependant ce n'était pas un duel entre deux hommes mais entre deux projections : la force tranquille résistait à l'incantation des chiffres comme le magicien usé par le pouvoir s'avisait en technocrate !

Dans la force tranquille, on trouve bien entendu l'image du père, si nécessaire dans les périodes de déconfort, mais quel que soit le contenu psychanalytique, une constatation s'impose aujourd'hui : l'autre contenu, celui du sens du discours, n'a pas été perçu ! Si bien que la majorité des Français ayant suivi l'émission aurait été incapable de dire quelles étaient les réformes projetées : la preuve en est apportée par les commentaires et les conséquences ultérieures. Tout se passe comme si les électeurs ne semblaient

pas, en majorité, demander que leur président soit fidèle à un programme : ils entendent qu'il soit fidèle à une image ! Enfants de l'éphémère, ils sont avides d'une « magie » instantanée.

La gauche à peine installée au pouvoir, les ondes bruissent d'insidieuses rumeurs : pourquoi une telle insistance sur la maladie du président ? parce que la maladie est contraire à l'image de la force tranquille. Toutes ces attaques volées (dont l'efficacité est indéniable) montrent que l'héritage en matière d'audio-visuel est infiniment plus lourd que celui d'un simple régime.

Une enceinte fermée

On ne s'informe pas sur la Pologne, on ne la voit pas : on voit l'image de ses propres peurs. La Pologne compose un ensemble d'images-forces : un char planté là et là dans un décor de ruines tristes,

Un regard de Méduse

par DAVID MATA (*)

MYTHE célèbre chez les Grecs et les Romains, la Gorgone est devenue réalité. Seule différence, la télévision n'est pas un regard « empiétant », pour reprendre un terme de la poésie baroque. Cautionnée par Marc Luban, Malraux, par bien d'autres, les médias ont fait en un tournemain la conquête des âmes peureuses. Médusés par la télé, séduits par ses prestiges, écrivains et philosophes, dans leur grande majorité, abdiquent devant elle tout esprit critique.

Les seuls reproches qu'ils lui adressent portent sur la composition des programmes, lesquels, selon eux, sont une place trop grande aux jeux, aux variétés, à la frivolité en un mot. Un seul missionnaire anime certains d'entre eux : introduire dans les cités-dortoirs, Brecht, Shakespeare et Xenakis. Une naïveté confondante, ils semblent croire que des doses hebdomadaires de musique concrète et de théâtre abstrait peuvent suffire à régénérer un organisme usé par le métro et le boulot.

Le monde moderne succombe à ces maux que sont le surarmement, la surpopulation et la surinformation (où Baïuel l'admirable voit le fléau majeur), mais les amis de l'homme ne désespèrent pas. Le remède existe, affirment-ils. Ce remède, cette panacée, c'est ce que j'appellerai la culturethérapie. Leur hostilité à la frivolité se concevrait sans peine s'ils renvoyaient à des dos, ce que l'on attendrait d'un clerc digne du nom, Sheila et Brel, Barbara et

Johmy Hallyday. Au lieu de cela, ils établissent de subtils distinguos (j'ai bien dit « subtils ») entre des images qui, vulgaires ou barbelées, appartiennent toutes, en fin de compte, au même monde doré, futile et tapageur du show-business. Qu'il y ait des poètes de la chanson, on peut l'admettre, à la condition de ne pas confondre Brel et Rimbaud, Brassens et Verlaine, de ne pas consacrer les mêmes thèses savantes à des vers de mirillon qu'àux *Humanoïdes* ou aux *Fêtes galantes*. A la condition de ne pas oublier ce qu'écrivait Hermann Hesse : « Il n'y a pas de chansons populaires, il n'y a plus que des succès commerciaux ».

Les variétés ont tort d'être

Comment, d'autre part, critiquer de façon convaincante la télévision spectacle si on ne s'insurge pas contre le sport quotidien, contre sa monstrueuse omniprésence. Abusivement assimilée à la fête, à tort comparée aux compétitions antiques, le sport est devenu l'opium du peuple. Opium officiel dont, comme de la chaussonnette, les États savent tirer parti. Mais il y a plus grave que le règne de la bêtise, que le règne d'un histrion trop villipendé, qui donnait après tout à la plèbe romaine les divertissements dont on ne saurait user

sans mauvaise foi qu'elle est franche. Ce qui est grave, c'est que la mode des débats filmés ait converti la littérature en spectacle, c'est-à-dire, par une sorte d'alchimie à rebours, l'or en plomb. Il nous manque un Moïse qui dirait le ridicule des émissions littéraires, ce passe-temps distingué. Qui fustigerait à la fois l'exhibitionnisme de la « caennaise écrivaine », et l'idolâtrie bête du public qu'un rien émeut. Que le Rien émeut.

Entre deux moutons, l'un lettré, l'autre illettré, quelle différence ? Les variétés ont tort contaminé, tout adultère. Or, il est urgent de le rappeler, le divertissement, même s'il se prétend de qualité, n'est pas la culture. Lisez Baudrillard à ce sujet, lisez *Eclipses de l'intellectuel* d'Élie Zola. Lisez et relisez ces pages du *Jeu des perles de verre* où Hesse cloue au pilori l'âge des variétés. Ce qui désolait que les clercs de cette fin de siècle aient eu aussi rendu les armes, élités changés en lottes.

Le treizième César assoit de jour en jour son empire. Quand les esprits sont à la place à l'Ouest comme à l'Est devrait être dans la dispendence, quand les éveilleurs, s'endorment, alors l'homme-masse redouté par Ortega, le robot détesté par Bernanos, l'homme unidimensionnel dénoncé par Marcuse, alors ces trois monstres qui n'en font qu'un s'emparent des leviers de commande. La société marchande où nous vivons est leur œuvre. La culture, l'allibi de cette société.

(*) Écrivain.

LES PAYS

DES PAYS

Les résolutions des Nations Unies...

Les résolutions des Nations Unies

Les Nations Unies ont adopté...

Du co

Le Roman de la Rose

Un roman de la Rose...

LE

DES RÉACTIONS DIVERGENTES

Il a ajouté qu'il voterait le plus rapidement possible secrétaire d'Etat, M. Shultz, pour lui proposer un « *retournement dramatique* » de la politique extérieure américaine et de l'O.L.P. de dialogue direct avec l'O.L.P.

Le chef de la délégation du Congrès, M. Nick Rahall, avait d'abord dit qu'il ne savait pas s'il avait bel et bien accepté la résolution 422, qui stipule le droit à l'autodétermination des Palestiniens, l'insémination de l'Etat d'Israël, et à la reconnaissance de l'Etat juif, « *reconnus* », ce qui équivaudrait à une reconnaissance de *facto* des Palestiniens. Mais il a dit qu'il est, par la suite, revenu sur ses propos, affirmant que M. Ararat avait refusé à reconnaître explicitement l'acceptation de l'ensemble des autres résolutions de l'ONU. Il a insisté sur le fait que son amendement signé par M. Ararat n'était pas anodin, et que ce celui-ci avait été dit dans le passé.

Il a conclu en disant qu'il garde son silence prudent, et son porte-

parole officielle, M. Mahmoud Labadi, est refusé à tout commentaire.

Dans les autres milieux palestiniens, on admet toutefois que le refus de Labadi est une déclaration de fait, Israël, à condition qu'il respecte toutes les résolutions de l'ONU sur le problème palestinien, notamment celles prévoyant la création d'un État palestinien et le droit des Palestiniens de regagner leurs foyers.

La nouvelle « bombe Arazi » a été reléguée au second plan l'indécision de l'archevêque israélien, le président Sarkis lui, rompant un long silence, avait surpris tout le monde en dénonçant au cours d'une conférence de presse les événements de « l'occupant israélien » au Sud-Liban.

Pour la première fois depuis l'invasion du 6 juin, le président de la République a été contraint d'agir en tant que force d'occupation en territoire libanais, parvenant les administrations libanaises à faire passer les autorités libanaises devant les administrations israéliennes.

loquent aux carreaux de l'armée libanaise dont il décarne les effectifs ainsi que ceux des F.S.I. (forces de sécurité intérieures). Les propos de M. Sarkis ont été repris par le journal du Mouvement national libanais, et il a enfin compris que c'était l'État libanais lui-même qui est visé par cette « invasion » électorale. Il a alors écrit dans le M.N.L. qui hier encore déplorait l'attitude passive du chef du parti, le général Aoun, la prise de position du président. Certains affirment que l'arrestation de M. Sarkis, jeudi, par des soldats libanais, n'est qu'un châtiment modéré de Nabehieh. M. Abdel Latif Zait le Monde arabe, qui a été très personnellement mortifié.

Il est un fait que les Israéliens, tout en affirmant qu'ils n'en veulent pas aux « terroristes » de l'O.L.P., multiplient les attentats véreux à l'encontre des autorités libanaises et agissent comme si le Liban n'existait pas.

Le Monde arabe

elle est plus assurée le dévouement de tous les citoyens. M. Coudreau a enfin lancé un avertissement à ceux qui tenteraient de paralyser l'Assemblée afin de torpiller l'élection présidentielle.

L'annonce de la candidature de M. Cheikh ne suscite pas des propos « musclés », qu'il a tenu out être accueilli défavorablement par les dirigeants sunnites de Beyrouth. M. Cheikh ne s'est pas adressé au président du Conseil, a cependant refusé de prendre position. Affirmant qu'il souhaitait auparavant connaître les intentions du président.

La tendance générale semble être de recuser toute candidature partisane. Les dirigeants laïcs, qui ont été en effet les plus nombreux à voter pour M. Cheikh, ne souhaitent pas que M. Cheikh Bechir se présente personnellement pour engager et diriger le pays. Ils ont plutôt préféré s'en tenir récemment pour compromis à l'égard de la candidature de M. Cheikh Bechir, pour ne pas devenir un candidat partisan, mais pour toutes les raisons. Pour M. Selim El-Hoss, ancien président du Conseil, le candidat laïc est l'idéal dont se situe le schéma des conflits et des divisions qui

De notre correspondant

Jérusalem. « Poudre aux yeux », « propagande », telles ont été les premières réactions officielles, dans les milieux gouvernementaux, à la déclaration de Porat, conseiller et porte-parole de M. Begin, à déclarer : « C'est une tentative de faire croire à la France que de croire à un renouveau de l'O.L.P. » Toutefois, le gouvernement attendait ce lundi 22, la réaction officielle enregistre, et reprenait largement à Jérusalem, est la déclaration de M. Yasser Arafat, à Paris. M. Roesenne, qui a déclaré : « Nous ne négocierons jamais avec une organisation terroriste, nous ne négocierons jamais avec des terroristes », a dit au sein des conseils d'autonomie de la ville de Jérusalem, de la ville de Juda, de Samarie et de Gaza, que « les terroristes ne sont pas des Palestiniens ». Le général de Gaulle, à Camp David, L'occupation des territoires palestiniens, les résolutions par Yasser Arafat est une manœuvre de propagande pour faire croire à la France qu'il est modéré. »

La presse israélienne se montre dans son ensemble moins prudence que celle d'Israël, elle estime qu'il est de son devoir de dire la vérité, et de ne pas reconnaître « explicitement » le droit d'Israël à l'existence, pendant de la télévision israélienne à Washington a interrogé la délégation parlementaire américaine à Bayrouth, M. Elliott, Lévinas qui après avoir précisé qu'il n'avait pas de mandat clair qu'il n'avait « absolument rien de nouveau » et qu'il ne pensait pas que les opérations de pure propagande.

D'autre part, les journaux israéliens représentent les déclarations du représentant de P.O.L. aux Nations unies, comme une déclaration de cette affaire, et celles

Lorsqu'il est question des résolutions des Nations unies sur le Proche-Orient, c'est le plus souvent à la « résolution 242 » que l'on songe, ce texte constituant le document le plus équilibré, le plus proche de ce qui peut être considéré comme acceptable par toutes les parties et surtout le seul qui ait été voté par toutes les grandes puissances.

encore terminée, le Conseil de sécurité adoptait la résolution 338, qui demandait un cessez-le-feu et enjoignait aux parties « de commencer immédiatement après le cessez-le-feu à appliquer la résolution 242 dans toutes ses dispositions ».

moment invoque les agissements de l'occupant israélien lors du discours-fléuve qu'il a prononcé samedi à l'occasion de la manifestation officielle de sa candidature à la présidence de la République. Il a cependant réclamé le départ de « tous les étrangers, de toutes les forces armées non libanaises du Liban, y compris les Israéliens ».

Je déclare à ce propos que l'abstention n'est pas une attitude d'indifférence ou d'abandon. Elle est au contraire le résultat d'un engagement intellectuel et politique. Elle est la manifestation d'une conviction que le pouvoir militaire, à l'instar de la dictature, n'a pas de rôle à jouer dans la vie démocratique. Elle est le résultat d'une conviction que le régime démocratique ne peut se maintenir que si le pouvoir est exercé par les citoyens eux-mêmes. Elle est le résultat d'une conviction que le régime démocratique ne peut se maintenir que si le pouvoir est exercé par les citoyens eux-mêmes. Elle est le résultat d'une conviction que le régime démocratique ne peut se maintenir que si le pouvoir est exercé par les citoyens eux-mêmes.

M. McCLOSKEY : UN RÉPUBLICAIN ANTICONFORMISTE

« Ce jeune homme ne sait pas ce dont il parle ! » Ce mot de celui qui était alors gouverneur de Californie, Ronald Reagan, à propos de son compatriote, républicain, qui avait pour lui-même écrit, qu'il s'opposait à la candidature Nixon en 1972, annonce-t-il la réaction de l'actuel président des Etats-Unis à la déclaration de M. Anatoli, que lui apporte M. McCloskey ? Si c'est le cas, ce sera la première fois que le président des Etats-Unis se fera la bergère. Car jusqu'ici récemment, en 1980, le représentant de Californie disait attendre, avant de soutenir M. Reagan pour l'élection présidentielle de la même année, « une seule déclaration de l'administration américaine qui comprend les problèmes internationaux ou qu'il a compétence pour les traiter ».

libéraux », autrement dit les gauchistes anticonformistes. S'il soutient M. Nixon en 1968 — après avoir combattu la candidature Goldwater quatre ans plus tôt. — il s'oppose très vite à la politique vietnamienne du président. La campagne qu'il va animer dans ce sens et qu'il va le conduire plusieurs fois en Indochine, y compris à Hanoi, se termine en 1972, lorsqu'il est présenté aux primaires pour l'investiture républicaine contre Richard Nixon (il abandonnera après avoir obtenu 20 % des voix dans le New-Hampshire) et lorsqu'il déclenche la procédure de destitution (impeachment) non pas pour « crime de Watergate », qui n'a pas encore eu lieu, mais pour belléisme en Indochine.

Depuis 1975, M. McCloskey a épousé une nouvelle cause, celle de la reconnaissance par les Etats-Unis de l'O.L.P. Très opposé à la politique de M. Reagan dans les territoires occupés et les missions d'assistance au Liban, il est aussi le principal contact « de la centrale palestinienne au sein du parti révolutionnaire. Il méritait donc de recevoir en priorité les nouvelles confidences de M. Arafat.

Votée par le Conseil de sécurité à l'initiative de la Grande-Bretagne, le 22 novembre 1967, un peu plus de cinq mois après la guerre de six jours, la résolution affirme que l'instauration d'une « paix juste et durable devrait comprendre l'application des deux principes suivants :

« 1. Les territoires occupés par les armées israéliennes des territoires occupés pendant le récent conflit (N.D.L.R. : la version anglaise parle d'évacuation « de territoires » (of territories) :

« 2. Cessation de toutes les assertions de belligérance et de tous les actes de belligérance, respect et reconnaissance de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance de chaque État de la région et de son droit à l'autodétermination, à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, à l'abri de menaces ou d'incurs de guerre... »

Mais l'Assemblée générale et d'autres institutions de l'ONU ont adopté une série d'autres résolutions sur le problème du Proche-Orient. Certaines ne sont que contraignantes comme la résolution 242 du Conseil de sécurité, et elles sont adoptées à la majorité simple, alors que celles du Conseil peuvent être bloquées par le veto d'un des cinq membres permanents. Mentionnons pour mémoire la résolution 2253 de l'Assemblée générale, adoptée le 20 novembre 1974, après la discussion de la résolution 242, par 89 voix contre 7 et 17 abstentions. Ce texte prole pour la première fois le droit du peuple palestinien « à la souveraineté et à l'indépendance nationale » et réaffirmait « le droit du peuple palestinien à son retour dans leurs foyers et à son recouvrement de leurs biens dont ils ont été chassés ou dépossédés ».

Exposant pour le 30^e programme, Cheik Bechir s'est prononcé en faveur d'un Etat fort. « Un Liban fort dans sa démocratie, a-t-il dit, est celui qui jouit d'une Assemblée forte, d'une presse propre et solide, d'un ministère de l'éducation également fort, autant que d'une magistrature forte comme d'une armée ayant foi en une cause pour laquelle elle est disposée à tout sacrifier. » Il a précisé à ce propos que les Forces libanaises (chrétiennes) seront le principal soutien de l'armée « à condition

SELON LE « WASHINGTON POST »

M. HABIB SERAIT CONSULTANT DE LA FIRME BECHTEL

Washington (A.F.P.). — Selon le Washington Post, M. Philip Habib, l'envoyé spécial du président Reagan au Proche-Orient, collabore comme consultant au groupe américain Bechtel, l'une des plus grosses entreprises mondiales, de construction, présidée jusqu'à sa récente nomination comme secrétaire d'Etat, par M. George Shultz. Interrogé sur cette information, un porte-parole du cabinet l'a pas donné de précisions sur la nature des fonctions de M. Habib dans le groupe, ni sur son salaire. Il s'est contenté d'indiquer que sa rémunération pouvait être qualifiée de « minimale ».

Un porte-parole de la Maison Blanche, M. Anson Franklin, a déclaré : « Nous avons une entière confiance en M. Habib. Il travaille pour nous et toute l'Amérique est consciente d'un conflit d'intérêts avec Scetchi » au séisme. Il travaille à l'Agence Proche-Orient et au seul compte des États-Unis. » Interrogé sur le fait de savoir si Scetchi avait essayé d'influencer M. Habib dans les négociations qu'il mène actuellement, un porte-parole de Scetchi a par ailleurs répondu par un non net. « Je n'ai rien dit », a-t-il précisé, car le travail de M. Habib est concentré sur la région du Pacifique.

Le texte mentionne ensuite la nécessité de réaliser « un juste règlement du problème des réfugiés ». Cette mention fugitive de ce qui est devenu le « problème palestinien » est non seulement comme très insuffisante par l'O.L.P., qui a souvent demandé une nouvelle rédaction sur ce point.

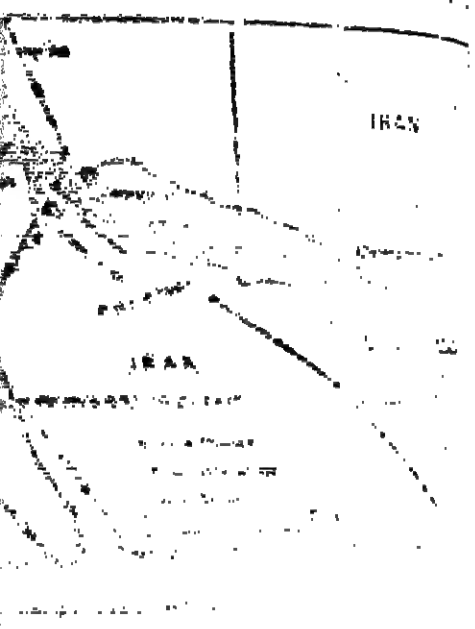
Il conviendrait enfin d'ajouter à la liste les résolutions les plus anciennes, à commencer par celle de 1947 décidant le partage de la Palestine, et les plus récentes, notamment la résolution 609 du Conseil de sécurité, votée le 8 juin dernier, qui exigeait « qu'il soit retiré immédiatement et inconditionnellement toutes ses forces militaires jusqu'aux frontières internationalement reconnues du Liban ».

M. Habib, diplomate de carrière, a pris sa retraite en 1978. Mais, à plusieurs reprises, les

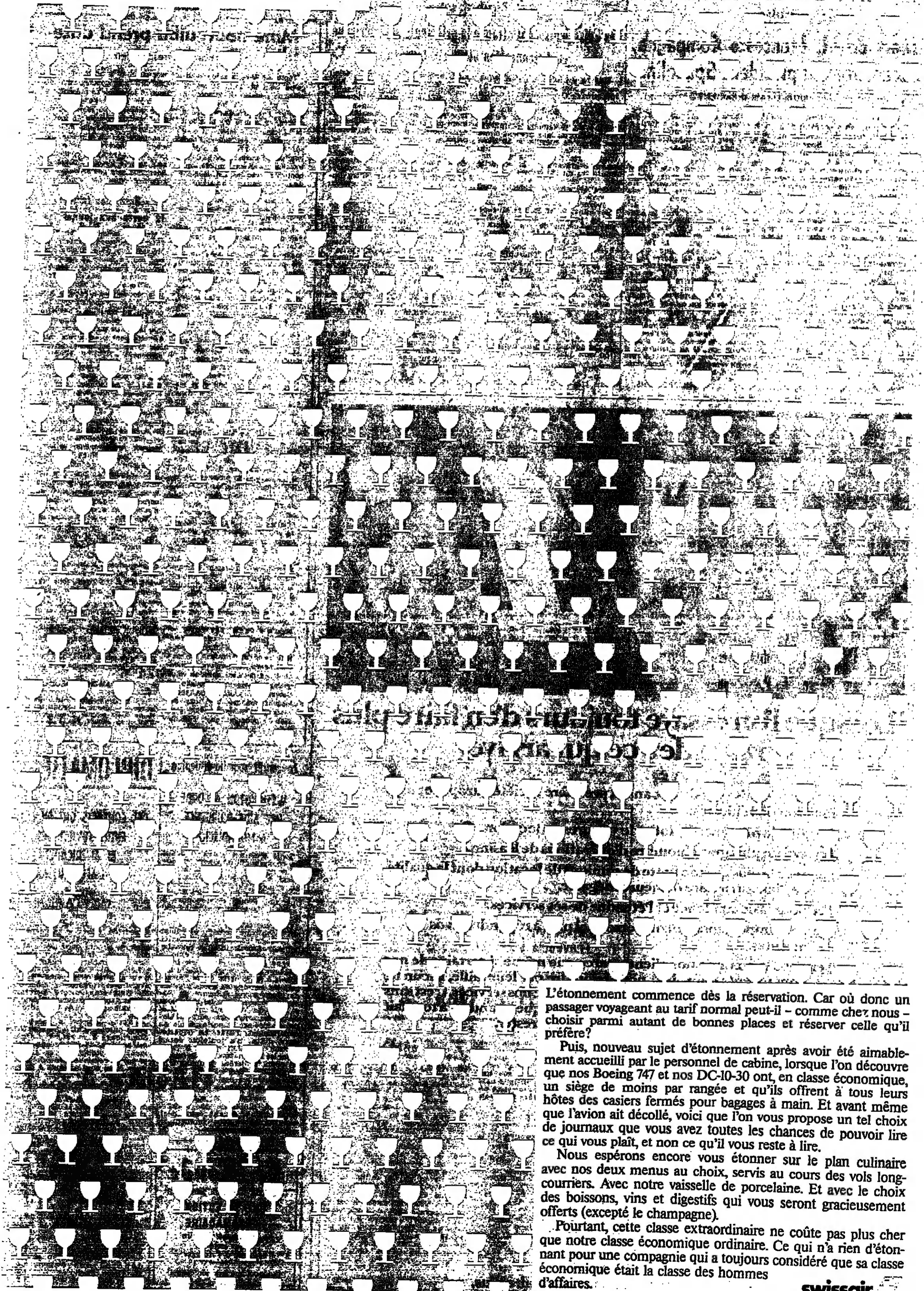
Du côté de la réflexion et de l'action politique

LE TEMPS DE LIRE AU SEUL

DU GOLFE
sur le front de Bassorah
 tombe de l'agresseur...



Swissair préfère étonner les hommes d'affaires en classe économique plutôt que de les décevoir dans une classe intermédiaire.



L'étonnement commence dès la réservation. Car où donc un passager voyageant au tarif normal peut-il - comme chez nous - choisir parmi autant de bonnes places et réserver celle qu'il préfère?

Puis, nouveau sujet d'étonnement après avoir été aimablement accueilli par le personnel de cabine, lorsque l'on découvre que nos Boeing 747 et nos DC-10-30 ont, en classe économique, un siège de moins par rangée et qu'ils offrent à tous leurs hôtes des casiers fermés pour bagages à main. Et avant même que l'avion ait décollé, voici que l'on vous propose un tel choix de journaux que vous avez toutes les chances de pouvoir lire ce qui vous plaît, et non ce qu'il vous reste à lire.

Nous espérons encore vous étonner sur le plan culinaire avec nos deux menus au choix, servis au cours des vols long-courriers. Avec notre vaisselle de porcelaine. Et avec le choix des boissons, vins et digestifs qui vous seront gracieusement offerts (excepté le champagne).

Pourtant, cette classe extraordinaire ne coûte pas plus cher que notre classe économique ordinaire. Ce qui n'a rien d'étonnant pour une compagnie qui a toujours considéré que sa classe économique était la classe des hommes d'affaires.

swissair

SCIENCES

Bac

EUROPE

Italie

Mort de M. Francesco Compagna, bras droit du président Spadolini

De notre correspondant

Rome. — M. Francesco Compagna, sous-secrétaire à la présidence du conseil et bras droit de M. Spadolini, est mort soudainement samedi 25 juillet à Capri, où il passait quelques jours de vacances. Personnalité très connue et estimée du monde politique italien, salué par « La Repubblica » comme « un homme vrai de la meilleure Italie », M. Compagna était âgé de soixante et un ans. « J'ai perdu en lui mon plus vieil ami et mon plus fidèle et proche collaborateur », a déclaré M. Spadolini.

Né à Naples, spécialiste reconnu des questions du Mezzogiorno, disciple du philosophe Benedetto Croce (1866-1952), M. Compagna fut l'un des grandes figures de la tradition laïque, libérale et démocratique de l'Italie. Cet homme d'origine aristocratique avait pour le Sud des idées résolument modernes visant à l'affranchissement de l'oligarchie et à la poursuite de la construction de la nation.

D'abord journaliste et essayiste,

il collabora au « Mondo » puis, en 1954, fonda la revue « Nord e Sud » qu'il dirigea jusqu'à sa mort. Ses écrits universitaires portèrent sur la Campanie et les lendemains du tremblement de terre.

Après des années dans la gauche libérale, il rejoignit dans les années 60 M. Ugo La Malfa qui reprit en main le parti républicain. A partir de 1968, il entra dans la politique active. Depuis au cours de quatre législatures dans la circumscription de Naples-Capri, il fut sous-secrétaire et ministre à plusieurs reprises, notamment aux travaux publics et à la marine marchande. Lorsque, voici un an, M. Spadolini forma le premier cabinet « laïc », c'est-à-dire non démocrate-chrétien de la République italienne, et qu'il chercha l'homme qui devait être son plus proche collaborateur, il le trouva en Francesco Compagna, qui accepta ce poste relativement effacé mais, en fait, déterminant.

PHILIPPE PONS.

AFRIQUE

Zimbabwe

Des «dissidents» ont attaqué la principale base aérienne et détiennent en otage six touristes

Harare (A.F.P.). — L'attaque contre la base aérienne de Thornhill, près de Gweru, dans le centre du pays, dimanche 25 juillet, et l'enlèvement vendredi de dix touristes étrangers par des «dissidents», qui réclament notamment la libération de deux anciens chefs des forces de guérilla de M. Nkomo, sont les derniers en date d'une série d'incidents qui menacent gravement la sécurité intérieure du Zimbabwe.

Ces événements risquent aussi d'aggraver les divergences entre le gouvernement et le parti du premier ministre, M. Robert Mugabe, et les partisans de M. Joshua Nkomo, déchu de ses fonctions ministérielles en février dernier.

L'attaque contre la base de l'armée de l'air de Thornhill, près de Gweru (350 km au sud de Harare), a eu lieu aux premières heures de dimanche, une série d'explosions « endommageant plusieurs avions », selon le gouvernement.

Selon des informations non confirmées officiellement, une douzaine d'appareils ont été endommagés ou détruits au cours de l'attaque, qui aurait duré environ trois quarts d'heure.

Cette opération qui porte un coup très sévère à la modeste mais très efficace armée de l'air

zimbabwéenne a touché, selon ces informations, de six à huit chasseurs bombardiers britanniques Hunter, un appareil de repérage Lynx et quatre chasseurs de type Hawk. Livrés la semaine dernière par la Grande-Bretagne, au prix de dix millions de dollars pièce.

Ce lundi matin, six touristes, deux Américains, deux Britanniques, deux Australiens, enlevés vendredi sur la route entre Bulawayo et Victoria Falls, étaient toujours détenus par leurs ravisseurs, qui sont, semble-t-il, d'anciens guerilleros de M. Nkomo, agissant de façon indépendante.

Après avoir relâché quatre de leurs otages, les ravisseurs menacent d'exécuter les six autres s'ils n'obtiennent pas la libération d'un certain nombre de prisonniers politiques, notamment deux anciens commandants de la ZIPRA, MM. Lookout Masuku et Dumiso Dabengwa, arrêtés en mars, quinze jours après le coup d'État de M. Nkomo. Les deux hommes sont accusés d'avoir caché des armes en vue d'un coup d'État.

Les forces de sécurité, qui ont lancé une opération de nettoyage, ont instauré le couvre-feu dans le secteur rural de Tsholotsho (ouest du pays). M. Nkomo a appelé les ravisseurs à libérer leurs prisonniers, et a proposé sa médiation.

Tunisie

Mme Bourguiba prend date

De notre correspondant

Tunis. — Mme Wassila Bourguiba vient de sortir le monde politique tunisien de la torpeur. Dans un long entretien que publie l'hebdomadaire « Jeune Afrique », la femme du président de la République intervient pour la première fois publiquement sur des problèmes d'ordre intérieur. Faisant preuve d'une franchise souvent abrupte, elle contraste avec le ton idéologique des discours habituels. Mme Bourguiba estime que tout n'est pas parfait en Tunisie et ne craint pas d'avancer des suggestions.

Non sans courage, quand on sait que ses détracteurs l'accusent d'interférer trop fréquemment dans les coulisses de la vie politique tout en se défendant de jouer « à proprement parler » un rôle politique, elle reconnaît que « vivant aux côtés de Bourguiba, je me trouve mêlée à la politique » et que c'est « seulement dans la mesure où (elle) est discutée avec son mari » qu'elle peut peser sur les décisions. Un pavé dans la mare en quelque sorte, qui promet sinon de créer de profonds remous du moins de susciter des commentaires aussi nombreux que divers tant dans les cabinets ministériels que dans les salons ou au sein des différents mouvements d'opposition et de l'opinion publique.

Aux yeux de Mme Bourguiba — et c'est l'essentiel de sa déclaration — il est devenu nécessaire de réviser la Constitution afin de rendre plus démocratique la succession du président de la République. Il faut, estime-t-elle, « laisser au peuple toute liberté de choisir son chef » et puis « il est temps de se demander si le peuple tunisien n'est pas fatigué de voir les mêmes têtes depuis trente ans ». Les dispositions actuelles de la Constitution faisant du premier ministre un exécutif le successeur automatique du chef de l'Etat jusqu'à la fin de la législature en cours (l'actuelle prend fin en 1985) ne sont pas satisfaisantes à ses yeux car « la continuité est artificielle et le risque d'un relatif populisme n'est pas exclu ».

Mme Bourguiba, qui affirme n'avoir aucun candidat à soutenir « ni ouvertement ni discrètement », suggère une formule dont il a déjà été question voici quelques mois et à laquelle le Combatant suprême se serait jusqu'ici opposé : en cas de vacance, l'intérim devrait être assuré pendant une période limitée (quarante jours par

exemple) par le président de la Chambre des députés, qui ne pourrait lui-même se présenter à l'élection présidentielle au suffrage universel au terme de ce délai. « Le peuple respecte Bourguiba », ajoute-t-elle, « mais ne respectera pas de la même manière un homme qu'il n'aura pas élu. La véritable continuité sera assurée lorsque l'œuvre de Bourguiba sera poursuivie par le président élu ».

« Pourquoi fermer la porte aux jeunes ? »

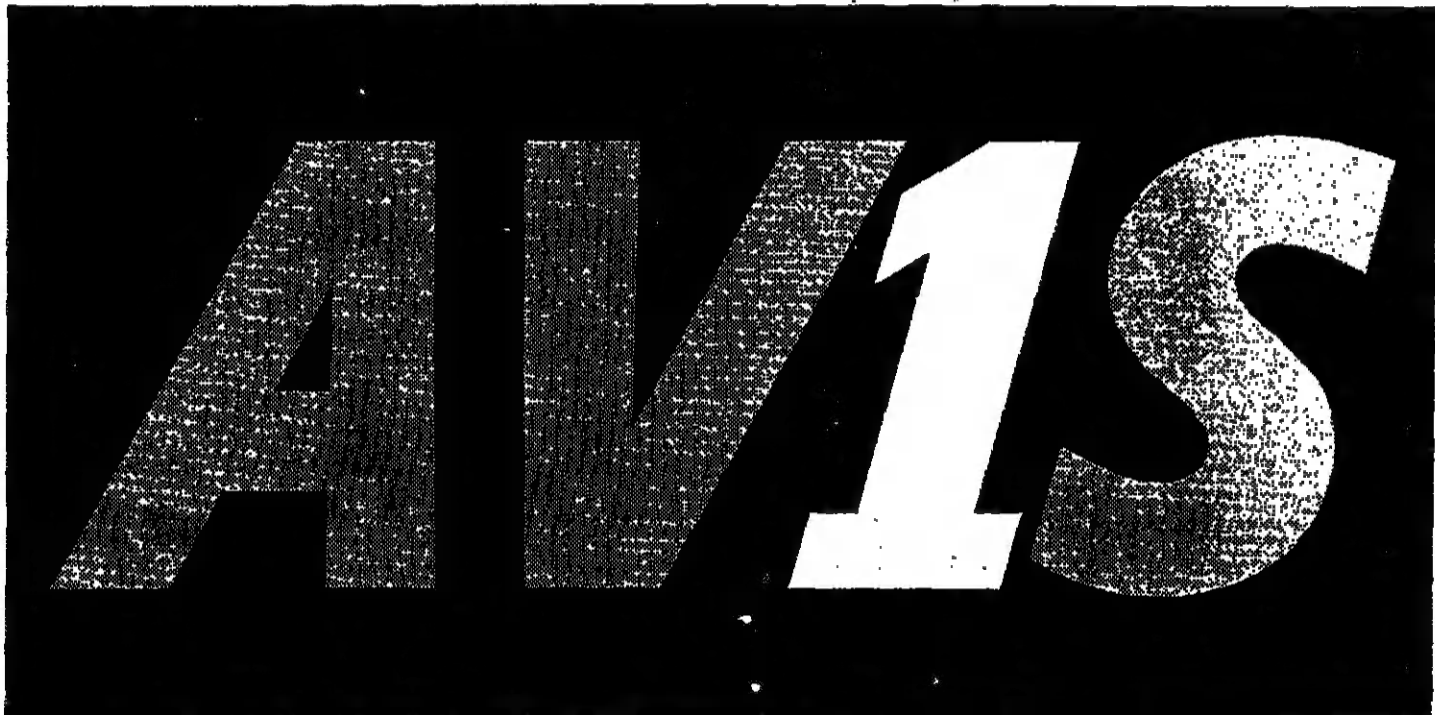
Mais la femme du chef de l'Etat s'empresse aussitôt de préciser que cette opinion « ne met pas en cause la personnalité de M. Mohamed Mzali », l'actuel successeur en vue. Toutefois, elle ne se montre pas tellement acquiescente à l'équipe qu'il conduit en reconnaissant que celle-ci ne constitue « peut-être pas » le meilleur gouvernement que la Tunisie puisse avoir et en s'interrogeant : « Pourquoi fermer la porte aux jeunes et aux nouveaux ? »

« Cela me fait mal au cœur que de voir le parti de Bourguiba (...) ne susciter que de l'indifférence parmi nos enfants, conclut-elle. Le parti ressemble aujourd'hui à un père qui ne cesse de répéter à ses enfants qu'il les a protégés et nourris et que par conséquent ils ne doivent jamais quitter la maison ». Ces dernières réflexions pourraient bien constituer un appel déguisé au président lui-même, qui songe depuis quelques temps à une réorganisation du parti. Mme Bourguiba ne cache d'ailleurs pas qu'il lui arrive d'avoir des avis différents de ceux du chef de l'Etat, comme par exemple sur la révision des modalités de la succession ou sur le multipartisme (1), puisqu'elle affirme à « Jeune Afrique » qu'elle ne voit « aucun inconvénient à ce que tous les partis sans distinction soient reconnus ».

Le fait que l'ensemble de la presse tunisienne du samedi 26 juillet ait repris intégralement ces déclarations pourrait signifier que celles-ci ne resteront pas lettre morte. Mais, quoi qu'il en soit, Mme Bourguiba aura pris date.

MICHEL DEURÉ.

(1) M. Bourguiba s'est prononcé en faveur du multipartisme mais estime que l'heure n'est pas encore venue de le réaliser.



Lorsque l'on essaye toujours d'en faire plus regardez ce qui arrive.

Avis est depuis plus de dix ans la première société européenne de location de véhicules.

- 1^{er} avec la plus grande flotte de voitures de location.
- 1^{er} avec le plus grand nombre d'opérations de leasing.
- 1^{er} avec la plus grande flotte de camions de location dont la qualité de l'infrastructure demeure inégalée.
- 1^{er} pour la compétence et l'étendue de ses services.
- 1^{er} par l'importance de son personnel prêt à répondre à vos attentes.
- 1^{er} dans le cœur de nos clients, parce que même si certains de nos concurrents pouvaient nous rejoindre par leur taille, aucun ne pourrait nous dépasser pour la qualité de nos services. C'est sans doute parce que chez Avis, nous savons que quand on a tout fait pour être le premier on fait tout pour le rester.

AVIS

Nous essayons toujours d'en faire plus.

Le conflit somalo-éthiopien

WASHINGTON ACCORDE UNE AIDE D'URGENCE A MOGADISCIO

Trois semaines après le début des combats qui opposent, en Somalie, l'armée fédérale à la rébellion, le département d'Etat américain a annoncé samedi 24 juillet le prêt d'un million de dollars à Mogadiscio.

« Les Etats-Unis sont en train de livrer du matériel militaire par avions à la Somalie. Cette livraison est en rapport avec l'urgence de la situation militaire en Somalie provoquée par les incursions récentes de forces éthiopiennes et de forces appuyées par l'Ethiopie », a déclaré le porte-parole du département d'Etat. Le département d'Etat n'a toutefois donné aucune précision quant à l'ampleur et à la nature des livraisons en cours projetées et quant à la composition des « autres forces » qui, soutenues par l'Ethiopie, ont pénétré en Somalie.

Le gouvernement somalien a exprimé dimanche sa « grande satisfaction » devant cette décision, annoncée sans commentaire par Radio Moscou.

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE spécialement destinée à ses lecteurs résidents à l'étranger. Exemplaire spécimen sur demande.

DIPLOMATIE

DES CONTACTS ONT EU LIEU ENTRE SOVIÉTIQUES ET AMÉRICAINS SUR L'AFGHANISTAN

Des conversations sur la possibilité de parvenir à une solution politique à la crise afghane ont eu lieu récemment entre Américains et Soviétiques, a annoncé samedi 24 juillet le porte-parole du département d'Etat. Ces discussions se sont déroulées à Moscou entre l'ambassadeur américain, M. Arthur Harman, et des officiels du ministère soviétique des affaires étrangères. Elles avaient été organisées alors que M. Balg était encore secrétaire d'Etat ; son successeur M. Shultz, en avait approuvé la poursuite.

« Notre objectif, a précisé le porte-parole, était d'inviter les Soviétiques à se retirer d'Afghanistan dans le cadre d'un règlement acceptable par les Afghans et par la communauté internationale. Nous continuons à utiliser le dialogue diplomatique avec les Soviétiques. Mais il n'y a pas lieu de penser qu'ils ont modifié leur position. En effet, le nombre de leurs troupes s'est accru au cours des derniers mois », précise le porte-parole. « Nous sommes à près de cent mille. Nous ne sommes pas à deux cent mille, nous ne sommes pas à trois cent mille. Nous pensons aussi qu'il est essentiel de leur faire savoir clairement que l'affaire afghane ne disparaîtra pas et qu'elle demeure un empêchement majeur à l'amélioration des relations soviéto-américaines ».

Rappelons que le mois dernier, à Genève, des contacts avaient eu lieu entre ministres des affaires étrangères du Pakistan et d'Afghanistan, par l'intermédiaire de l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies, M. Diego Cordovez. — (A.F.P., U.P.I., New York Times.)

Le Har

Le Har... (Text continues in a column on the right side of the page, partially cut off).

« Pourquoi » et « comment »

« Pourquoi » et « comment »... (Text continues in a column on the right side of the page, partially cut off).

LA BAGAGENE



I. — Finie la terre promise

ses grands projets, le niveau de vie se dégrade, par suite d'une inflation qui va dépasser 100 % cette année, et d'une dette extérieure exagérée (90 milliards de dollars).

L'effondrement du grand capital dans l'agriculture réduit à la misère des millions de paysans. Certains se révoltent, et quand des prêtres les soutiennent, ils sont persécutés, tels ces deux missionnaires français qui travaillaient dans la vallée de l'Araguaia (prés-Amazonie) et qui ont été condamnés, il y a un mois, à quinze et dix ans de prison.

Patricio écrit des vers en écoutant les prêtres, et ce qui se passe autour de lui. Ses chansons, dit-il, sont « un cri surgi de la réalité ».

quand les grands propriétaires perdent, devant un tribunal, en effet, ils se font « justice » eux-mêmes, après. D'autres prêtres rencontrés à Sao-Luis, au siège régional de la commission pastorale de la terre, sont du même avis.

Avec l'asphaltage des routes. Ils ont vu arriver. Il y a douze ans.

Les premiers barbelés. Aujourd'hui, si l'y en a dans les endroits les plus reculés... « Je connais un paysan, dit Jean-Marie, un Français, qui doit enjamber cinq clôtures pour arriver à son champ. »

La plupart des terres étaient du domaine public. Mais l'Etat ignorait ce qui lui appartenait. L'absence de cadastre a donné lieu à tous les trafics, toutes les falsifications possibles. Des

A TRAVERS

Chine

● NOUVELLES AVANCES DE PEKIN A TAIPEI. — M. Liao Chenzhi, vice-président de l'Assemblée nationale, a lancé un appel à M. Chiang Ching-kuo, président de Taiwan, l'invitant à entamer avec la Chine des négociations en vue d'une réunification pacifique. M. Liao a déclaré :

figure », de Lin, faisant allusion à son « amitié d'enfance » avec son « cher frère Ching-kuo », lui écrit — dans une lettre publiée dimanche 25 juillet par la presse chinoise : « Si cela ne te gêne pas, je prépare mes bagages et je viens faire une visite à Taipei. » Pékin avait déjà fait à Taipei en octobre dernier une « proposition en neuf points », mais les nationalistes

A map of South America with horizontal lines. A black dot is labeled 'BRASÍLIA'. Below it, a line represents the coast. Along the coast, two points are marked: 'Rio de Janeiro' and 'São Paulo'. Further south, another point is marked 'Nova Iguaçu'. The word 'ATLANTIQUE' is written at the bottom of the map.

C'est ce peuple qui s'entasse dans les *favelas*, bidonvilles de bois et de carton situés souvent au bord de marais *pantus*, et que les habitants de Sao-Luis appellent des *palafitas*, parce qu'ils sont construits sur pilotis et ceux de Salvador des *plagidos*, parce qu'ils sont « noyés » dans l'eau. C'est ce peuple qui déverse dans les villes un nombre croissant de marginaux, de chômeurs, de pro-

RS LE MONDE

● **M. HISSÈNE HABRÈ**, répondant aux vœux adressés par le président Reagan, a réaffirmé samedi 24 juillet, dans un message de remerciement, qu'il attachait « le plus grand prix à voir se renforcer davantage les relations amicales existant entre les États-Unis et le Tchad ». Les réfugiés tchadiens, au nombre de trois mille quatre cents, rapatriés

du Cameroun au début de la semaine, ont apporté, dimanche 25 juillet, « leur soutien sans réserve » à M. Hissène Habré et lui ont demandé de tout « mettre en œuvre pour rétablir la paix et la sécurité au Tchad ». — (A.P.).

compagnies pétrolières. Depuis quarante-huit heures, les protestations des milieux
 ses interventions devant les mi-
 cros et les caméras.

NICOLE-BERNHEIM.

(Publicité)

**MEETING DE
SOLIDARITÉ AVEC
LES PEUPLES
PALESTINIEN
ET LIBANAIS**

- Retrait immédiat des troupes sionistes du Liban !
- Reconnaissance officielle et sans condition de l'O.L.P. !
- Soutien total à l'O.L.P. et au Mouvement national libanais

MERCREDI 28 JUILLET
19 h 30

Annexe Bourse du Travail

Salle E.-Enaf - 85, rue Charlot, Paris 3^e
M^e RÉPUBLIQUE

- Témoignages de médecins et de juristes ;
- Intervention de Claude SOUDET ;
- Avec la présence de représentants du P.O.L.F. et du M.N.L.

Sous la présidence du GENERAL DE BOLLARDIERE

ORGANISE PAR :

Association médicale franco-palestinienne (A.M.F.P.). Comité Liban
Comité Palestine. Association France-Palestine. Collectif de médecins

la lutte des peuples palestinien et libanais (comités 19e et 20e), Chrétiens pour la Palestine, avec les combattants palestiniens et libanais, Union générale des Étudiants libanais en France (UGELF), Association de solidarité France-Pays arabes, Collectif des travailleurs algériens (C.T.A.), Association des Marocains en France.

A.M.F.), Union des travailleurs immigrés tunisiens (UTIT), Maison des travailleurs immigrés (M.T.I.), Union générale des travailleurs immigrés en France (U.G.T.S.F.), FETRAFI, Association des travailleurs de Turquie (A.T.T.), Union dans les luttes, P.S.U.D., P.C.R., P.C.M.L., A.M.R., Convention communiste, CEDET

l'Asie (Front de libération national), l'Union de résistance populaire contre l'occupation, le fascisme et la guerre (U.R.P.), Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (F.E.A.N.F.), Comité culturel pour l'indépendance démocratique au Bénin (C.C.D.B.), Halkin Kurtulmuş (Libération du peuple - Turquie), Parti communiste d'Espagne (marxiste-léniniste) et le Comité de coordination de la lutte pour l'indépendance nationale.

«étranger» - Iran, sympathisants du Parti du travail d'Iran et de l'Union des jeunes antifascistes et anti-impérialistes (UJAFAD), Parti communiste des ouvriers de France (P.C.O.F.).

1

LA BAGAGERIE®



Peau de Porc
ultra-léger

PROMOTION

VALISES

très belle qualité
CUIR BICOLORE

55 cm	595 F
65 cm	695 F
70 cm	750 F
75 cm	795 F

Paris: 12, rue Tronchet • 41, rue du Four
74, rue de Passy • Tour Maine-Montparnasse
Lyon: La Part-Dieu

Envoi contre remboursement 41, rue du Four. 75006 Paris.

LA MAJORITÉ ET L'OPPOSITION

Mme Veil dénonce « l'incompétence du gouvernement »

Mme Simone Veil, président de la commission juridique de l'Assemblée des Communautés européennes, ancien président de cette Assemblée et ancien ministre de la Santé dans le gouvernement de M. Raymond Barre, a donné au « Journal du dimanche », publié le 25 juillet, une interview dans laquelle elle déclare notamment : « Le gouvernement tente de faire croire que la situation économique n'est pas plus mauvaise qu'hier, qu'elle ne serait pas meilleure si l'ancienne majorité était toujours au pouvoir et que c'est la mauvaise gestion du régime précédent qui est responsable de la situation. C'est un double jeu. En refusant jusqu'à leur victoire électorale de prendre en compte la situation internationale, les dirigeants socialistes ont fait une immense erreur qu'il paie aujourd'hui. (...) Pendant quinze mois, le gouvernement a donné l'impression que la France était riche : il n'y avait pas de jours où l'on n'apprenait telle ou telle mesure, telle ou telle décision entraînant des charges nouvelles pour le budget ou les entreprises. (...) Je suis frappée par l'inquiétude et l'énervement, je dirai la fébrilité des Français, et

de façon curieuse, davantage encore en province qu'à Paris. (...) Je crois bien que la raison majeure de ce climat c'est que les Français prennent conscience de l'incohérence du gouvernement. Ils ont le sentiment de ne pas être gouvernés parce qu'ils ne comprennent pas la ligne du gouvernement. (...) vers une gestion rigoureuse compatible avec l'environnement européen et international, ou bien vers une radicalisation qui nous mettrait en marge des pays européens ? Les ministres et responsables socialistes font à cet égard des déclarations totalement différentes. (...) Si l'expérience socialiste devait être interrompue avant son terme, il resterait de nombreux Français, qui sont de bonne foi et qui ont droit à la parole, pour se sentir frustrés. Il serait mauvais pour l'avenir de la démocratie dans notre pays qu'ils aient le sentiment de ne pas avoir eu leur chance jusqu'au bout. (...) Je pense que l'opposition doit respecter scrupuleusement la règle du jeu démocratique. Cela étant, le gouvernement doit également, de son côté, accepter les contre-pouvoirs démocratiques désignés. (...) Je trouve très inquiétant pour la démocratie que l'on n'accepte aucun contre-pouvoir et que l'on prenne des mesures sur lesquelles on est d'ailleurs parfois obligé de revenir — dès qu'il s'en présente. »

Mme Veil annonce enfin qu'elle participera aux journées de l'U.D.F. en septembre.

A propos d'incompétence

La gauche est incompétente ! Tel est depuis près de deux mois le leitmotiv de la droite au nom du R.P.R. M. Bernard Pons avait donné le ton en déclarant à la mi-juin, après la nouvelle déviation du train : « Le président de la République est un incompétent entouré par les incompétents. » M. Jacques Chirac s'était mis au diapason le même mois, lors du premier débat de presse à l'Assemblée nationale, en accusant le gouvernement d'« irresponsabilité », d'« égarement », de « sectarisme », etc. M. Raymond Barre, plus elliptique mais tout aussi courtois, avait répondu, le 18 juin à TF1, que la politique conduite depuis un an autorisait, en effet, « quelques doutes sur la capacité de ceux qui sont en charge des affaires ». Pour sa part, M. Valéry Giscard d'Estaing, dans les colonnes du *Quotidien de Paris*, avait relevé chez les dirigeants socialistes « une absence totale de cohésion et une incapacité générale à saisir les problèmes ».

Mme Simone Veil se joint à ce jury d'experts en affirmant que « les Français prennent conscience de l'incompétence et de l'incompétence du gouvernement ».

Ce leitmotiv n'est pas nouveau. Chaque fois que la gauche est

parvenue au pouvoir, que ce soit en 1924 à l'époque du Cartel des gauches, en 1936 au moment du Front populaire ou au début de la IV^e République, la droite a mené campagne sur ce thème pour essayer de discréditer ses adversaires en se fondant sur leurs difficultés à résoudre les problèmes économiques. Pendant longtemps son argumentation a été accréditée par le peu d'expérience des dirigeants de la gauche pour les choses de la gestion et leur méconnaissance des techniques administratives et financières à l'art de gouverner. Cela malgré les efforts réalisés dès le début du siècle par les socialistes et les communistes pour former les experts indispensables, qu'il s'agisse de la création, en 1926, du Conseil national économique ou de celle de l'U.N.C. ou, en 1933, de celle de l'Union des techniques socialistes. Mais, en 1953, de celle de l'Union des techniques socialistes. Mais, en 1953, de celle de l'Union des techniques socialistes.

Est-il honnête, quand on considère les difficultés qu'éprouve le gouvernement à redresser la situation économique et sociale, d'y voir simplement l'expression d'une carence ou d'un manque de compétence ? Faut-il donc s'étonner que des socialistes aient dû mal à faire prévaloir leurs orientations dans une société régie par les lois du capitalisme ?

Il est vrai que le gouvernement ne donne pas l'image de la plus parfaite cohésion et que sa politique ne traduit pas toujours une extrême cohérence. Les tenants du pouvoir exécutif ont porté l'entière responsabilité des erreurs de l'« héritage » et de l'« égarement » à des moments dévotement de moins en moins recevables de leur part. Il est vrai également que les socialistes sont aujourd'hui victimes de la témérité pour ne pas dire de l'inflation démagogique dans laquelle ils se complaisaient volontiers quand ils étaient à l'opposition. Mais, ne s'agit-il pas surtout d'une inadéquation à certaines réalités ? A reprendre largement ce thème de l'incompétence, les tenants de l'opposition courent le risque d'un double risque : le risque qu'on leur fasse observer, au vu de leur bilan passé, que leurs propres erreurs n'ont pas été justifiées par des succès et surtout celui que leur attitude soit ressentie essentiellement comme une forme de dépit.

A moins que l'opposition n'ait cure des moyens à employer. Si sa stratégie de reconquête du pouvoir doit s'accompagner de toutes les courtoisies — et tel est le sentiment de MM. Manroy et Bergey — si l'on en juge par les déclarations faites en ce début de semaine par le premier ministre au Point et par le ministre des affaires sociales au *Nouvel Observateur* — Marx peut se frotter les mains : la lutte des classes a encore de beaux jours devant elle en France. Est-ce bien la fin recherchée ?

ALAIN ROLLAT.

Le second tour de l'élection municipale de Brest

LE CANDIDAT R.P.R. L'EMPORTE ET AMÉLIORE SON SCORE DU PREMIER TOUR

Inscr. 100 676 ; vot. 35 702 ; suffr. expr. 25 368. M. Jacques Berthelot, R.P.R., 20 869 voix, élu ; Mme Micheline Le Bié, P.S., 14 493.

Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Francis Le Bié (P.S.), maire, récemment décédé. En mai 1977, la liste d'union de la gauche que Francis Le Bié conduisait avait obtenu, dès le premier tour, les quatre-vingt-trois sièges à pourvoir, avec 33 123 voix contre 23 329 à la liste menée par M. Eugène Bérat, alors maire sortant (R.L.) et 12 726 à la liste de l'union des maires sortants, M. Georges Lombard. M. Berthelot, qui avait reçu le mandat du R.P.R. Il y avait eu 68 206 suffrages exprimés et 67 361 votants sur 94 513 inscrits.

Au premier tour de ce scrutin partiel, M. Berthelot, candidat unique de l'opposition, avait recueilli 17 687 voix contre 12 337 à Mme Le Bié, veuve du maire décédé, M. Berthelot, bien qu'ayant obtenu 57,57 % des exprimés, n'avait pu être proclamé élu. Le nombre de ses voix étant inférieur au quart des inscrits. Il y avait eu en effet 29 553 votants et 29 474 suffrages exprimés sur 100 676 inscrits. L'abstention élevée au premier tour (70,44 %) a été sensiblement moins forte au second : 64,53 %, alors qu'elle avait été de 23,72 % en mai 1977.

Cette augmentation de la participation n'a guère profité à la candidate de la gauche, soutenue par le conseil municipal. Son handicap au premier tour était de 4 706 suffrages. Il est passé au second à 6 370. Alors que M. Berthelot a gagné d'un tour à l'autre 3 782 voix, Mme Le Bié n'a amélioré son score que de 2 112 suffrages. En pourcentage, M. Berthelot l'emporte avec 59 % des exprimés.

Le conseil municipal comprend désormais 23 P.S. (au lieu de 26), 25 R.P.R. et 2 U.D.R.

LA CAMPAGNE POUR LE SCRUTIN DU 8 AOUT

La mobilisation se fait attendre à quelques jours de l'élection de la première assemblée de Corse

La campagne officielle pour les élections à l'Assemblée de Corse, prévues pour le 8 août, s'est ouverte lundi 26 juillet. Dix-sept listes (soit 1 037 candidats) sont en présence pour ce scrutin qui doit se dérouler, selon la règle de la représentation proportionnelle, pour élire une assemblée de soixante et un membres.

Ajaccio. — A quelques jours de l'élection de la première assemblée de Corse, les observateurs s'interrogent : la participation au scrutin sera-t-elle plus ou moins importante qu'à l'habitude ? Les réponses, généralement, tendent vers une participation inférieure alors que l'enjeu est notoirement d'une importance jamais connue sur le plan régional. Mais on peut cependant s'interroger et, en fin de compte, ne pas se montrer aussi pessimiste que bien des Corse.

C'est la première fois aussi qu'une campagne électorale se déroule en plein été et quel été ! Le chaleur accablante qui s'est abattue sur l'île depuis trois semaines a plongé les gens dans une sorte d'abaissement. La télévision (qui a ouvert, le lundi 26 juillet, la campagne officielle comme pour les élections départementales ou législatives) a consacré aux listes un certain nombre d'émissions. Mais l'heure de diffusion était très mal choisie : 19 h 30. La même erreur est commise pour la campagne officielle. De plus, l'absence de controverses entre les chefs de liste — il n'y a pas eu un face-à-face entre les dix-sept en lice et, indique-t-on, il n'y en aura pas à l'heure de moyens techniques — n'a guère été faite pour éveiller ou réveiller les passions.

Restent alors les innombrables tournées des candidats dans des villages endormis ou bien, à l'heure vespérale, en quête de fraîcheur. Les abondantes rubriques des quotidiens régionaux, les feuilles que les candidats diffusent avec leur programme, ce n'est pas suffisant pour « mobiliser » ou ne l'est pas encore.

Le fait que dix-sept listes soient en présence (sept à gauche, trois à droite, une autonome, une nationaliste et cinq marginales) paraît aussi à beaucoup de naturels à rendre plus difficile le choix. Mais ne pouvait-on s'y attendre en raison même de l'insurrection de la proportionnelle et du vote sur liste régionale ? En fait, il est, en définitive, le plénière de la prolifération des candidatures alors même que pendant des décennies on a réclamé à cor et à cri la démocratisation des scrutins ? On a donc rappelé, à juste titre, que chaque électeur n'aura qu'un seul bulletin à déposer dans l'urne et qu'il faudra bien se garder de se laisser de ne pas se tromper.

De notre correspondant

Par rapport au continent, la Corse a cependant connu un taux d'abstentionisme important de manière assez systématique : 33 % au premier tour de l'élection présidentielle de 1974, 35 % à celle de 1981 ; 52 % au premier tour des élections législatives de 1978 ; 36 % à celles de 1981. Lorsque ce rapport est descendu à 24 % au second tour du scrutin présidentiel de 1974 ou à 26 % le 10 mai 1981, on s'avouait sur l'île en criant un record de participation.

L'abstentionnisme, en fait, est structurel. Il tient au code électoral national qui permet l'inscription sur les listes à de très divers titres : la résidence, l'assujettissement à l'impôt, le domicile électoral d'origine, c'est-à-dire la première inscription, d'où il découle ce que la jurisprudence appelle la « permanence des listes ».

L'assainissement des listes

C'est ce qui explique que les électeurs résidents soient environ au nombre de cent cinquante mille — l'île compte deux cent trente mille habitants — donc une proportion normale, et que ceux du continent soient environ cinquante mille. Il est admis que les abstentionnistes figurent principalement parmi ces derniers. Et c'est pour les associer en plus grand nombre au scrutin que l'élection a été fixée en plein été. Mais personne ne peut aujourd'hui savoir combien de ces cinquante mille (sur environ trois cent cinquante mille Corse vivant en France continentale) seront sur l'île le 8 août.

Certains attendaient beaucoup — trop sans doute — de la vaste opération d'assainissement des listes électorales lancée dès le 6 août 1981 par M. Gaston Desferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. « Le bilan n'est guère éloquent, fait-on remarquer dans les milieux nationalistes. Il n'y a eu que six mille radiations tandis que huit mille cinq cents personnes inscrites à la fois en Corse et sur le continent étaient considérées comme doubles électeurs. » Mais on oublie de dire que les indications d'état civil portées sur les listes électorales ont été corrigées pour quarante cinq mille électeurs, soit à peu près le quart des inscrits. Ces états civils erronés n'étaient-ils pas en soi préliminaires de fraude dans la mesure où des votes pouvaient être déformés d'une manière ou d'une autre ?

En réalité l'opération aura eu des effets plus bénéfiques qu'on ne le prétend. Elle aura aussi servi à démontrer que la suppression du vote par correspondance en 1976, au lendemain des événements d'Algerie, avait eu pour conséquence la normalisation discrète mais progressive des listes électorales. A quoi aurait eu effet servi de garder des listes outrageusement gonflées pendant les années 60 alors qu'on ne pouvait plus compter sur les bons soins des

facteurs l'envoi de votes frauduleux ? En outre, le régime des inscriptions d'office avait été supprimé, la composition des commissions administratives modifiée et le Conseil d'Etat invité à statuer désormais dans les six mois.

Ainsi, à partir de 1978, la fraude a été marginalisée et le contentieux a diminué d'une manière spectaculaire. L'opération qui s'achève est donc salutaire à tous points de vue. Elle devra cependant se poursuivre sous d'autres formes afin que l'on parvienne à obtenir des listes irréprochables. Il reste aux candidats à regarder la réalité en face et à cesser de crier préventivement à la fraude lorsqu'ils se sentent en situation d'infériorité. Alors la déplorable climat que cette île a connu pendant deux décennies laissera place à cette sérénité dont elle a tant besoin pour passer à l'ordre du jour. Et tant pis pour ceux de nos confrères qui, en quête de folklore, ne révoient encore que d'anciens jérémiades dans les journaux.

PAUL SILVANI.

CINQ ATTENTATS DURANT LE WEEK-END

Cinq attentats ont été commis en Corse pendant le week-end, quatre en Corse-du-Sud et un en Haute-Corse.

Samedi matin 24 juillet, au nord de Bastia (Haute-Corse), deux charges de plastique ont été lancées contre des bureaux de la société des maisons Phénix. A Ajaccio (Corse-du-Sud), une moto a été défoncée par une charge explosive, à 15 h 15 qu'à Portofino (Corse-du-Sud), les vitrines de deux magasins du centre commercial « L'Europe » étaient endommagées. Deux autres attentats ont eu lieu dimanche 25 juillet, à Portofino. Une charge de plastique a endommagé le lieutenant-colonel Bistoni, qui vient d'être nommé chef de mission auprès du directeur de la protection civile. Une autre charge a été lancée sur le camping de Prunelli, a été atteinte par une charge explosive d'une centaine de grammes. Une adjointe, Sophie Smoullin, de Nantes, âgée de quarante ans, a été blessée au pied. Ces attentats n'ont pas été revendiqués.

Dix-sept personnes ont été inculpées dimanche 26 juillet à Nîmes, dont trois ont été placées sous mandat de dépôt, à la suite de l'action d'un commando dans la salle de l'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie (régime local) le 22 juillet dernier.

Les inculpés sont accusés de violences et voies de fait sur la personne des conseillers territoriaux, ou de complicité à ces violences. On leur reproche également d'avoir été porteurs d'armes ou d'objets apportés pour servir d'armes, et de violences sur la personne des agents de la force publique.

Les étoiles Fnac : Blaupunkt contre attaque

Dans une publicité comparative à grand spectacle, la Fnac a pris pour cible depuis quelques semaines, dans le secteur Autoradio, la société Blaupunkt.

Celle-ci se considérant victime de manœuvres de concurrence déloyale par voie de dénigrement, a saisi de l'affaire le Tribunal de Commerce de Paris.

Nigeria Airways vous offre maintenant un vol sans escale sur Port Harcourt et vers 14 destinations au Nigeria.

Grâce à Nigeria Airways, vous pouvez désormais prendre un vol direct pour Port Harcourt.

La compagnie aérienne la plus fréquentée et la plus dynamique d'Afrique avec plus de trois fois le trafic passagers de sa plus proche rivale.

Tout simplement parce que nous vous simplifions la vie.

Alors que ses concurrents desservent à peine deux grandes villes, Nigeria Airways vous propose quelque 14 destinations nationales.

De plus, ses vols internationaux coïncident avec les horaires des lignes intérieures pour vous offrir des correspondances avec onze autres centres d'intérêt.

Un vol Nigeria Airways vous attend au départ de Paris.

LAGOS-PORT HARCOURT-PARIS-AMSTERDAM

VOL: WT834		APPAREIL: B707	
JOUR	ITINERAIRE		
Mercredi	Lagos (International) Port Harcourt Port Harcourt	Dép Arr Dép	2130 2230 2330
Jeudi	Paris (CDG) Paris (CDG) Amsterdam	Arr Dép Arr	0630 0730 0830

AMSTERDAM-PARIS-PORT HARCOURT-LAGOS

VOL: WT835		APPAREIL: B707	
JOUR	ITINERAIRE		
Jeudi	Amsterdam Paris (CDG) Paris (CDG)	Dép Arr Dép	2159 2259 2359
Vendredi	Port Harcourt Port Harcourt Lagos (International)	Arr Dép Arr	0500 0600 0700

LAGOS-PORT HARCOURT-PARIS-AMSTERDAM

VOL: WT834		APPAREIL: DC10	
JOUR	ITINERAIRE		
Samedi	Lagos (International) Port Harcourt Port Harcourt	Dép Arr Dép	2130 2230 2330
Dimanche	Paris (CDG) Paris (CDG) Amsterdam	Arr Dép Arr	0630 0730 0830

LONDRES-AMSTERDAM-PARIS-PORT HARCOURT-LAGOS

VOL: WT835		APPAREIL: DC10	
JOUR	ITINERAIRE		
Mardi	Amsterdam Paris (CDG) Paris (CDG)	Dép Arr Dép	2159 2259 2359
Mercredi	Port Harcourt Port Harcourt Lagos (International)	Arr Dép Arr	0500 0600 0700



Le Monde

MARATHON

LA

JUSTICE

ÉDUCATION

72 CANDIDATS ADMIS POUR 110 POSTES

Condamnée le 3 juillet à un an d'emprisonnement pour non-représentation d'enfant par le tribunal de grande instance de Valence (c. le Monde - daté 11-12 juillet), Rosemary Deygas, âgée de trente-cinq ans, a été libérée, après, quatorze jours de détention, par la cour d'appel de Grenoble. Celle-ci a répondu favorablement à la demande, de mise en liberté provisoire formulée par M^e Gisèle Halimi, avocate de Rosemary, Rosemary a

pu regagner la maison qu'elle partage avec ses parents à Pont-de-l'Isère. Un retour sans joie, car Elise, sa fille âgée de dix ans, a été placée le 19 juin dans un foyer de la direction départementale de l'action sanitaire et sociale à Valence. Ce n'est que le 4 août qu'elle pourra savoir si le juge pour enfant accepte de lui rendre sa fille. Elle-même se présentera à nouveau devant la cour d'appel de Grenoble (à une date qui reste à fixer).

a suivi pendant deux années des cours de « mise à niveau » dans le cadre de la formation professionnelle et vient de passer avec succès ses examens pour suivre une formation d'infirmière. « Et elle trouve encore le temps de faire des broderies et des poupées en chiffon ! » s'exclame, admiratif, son père.

l'âge pour enfants. M. Charles Lomné, décide de confier Mlle aux services sociaux pour la subvention, explique-t-il, à l'interne des services sociaux. Mlle Lomné, la femme de M. Lomné, Mme Dominique Bascioli-Lomné, juge au tribunal de grande instance de Valenciennes, a été jugée à l'âge pour un mari pour non-représentation d'enfant et l'avait condamnée à un mois d'emprisonnement. Le mari a été condamné à un mois d'emprisonnement avec amende et immédiatement avec amende. L'immédiate avec Mme Annie Molton-Plantard, juge au tribunal de grande instance, et épouse du mari, a été jugée à l'âge pour un mari, qui lui aussi, a été à s'occuper du dossier, a condamné le cadre de la formation professionnelle à un mois d'emprisonnement et un mois de travail pour une formation d'infirmité. « Et elle trouve encore le temps de faire des courses et des courses des chiffons ! » s'écrie, admiratif, son père.

« Justice à l'envers »

Curieusement, en revanche, rien ne semble ternir l'image d'Alain Bascioli aux yeux du tribunal de Valenciennes. Le mari et la femme combinent sans y retirer la garde de ses enfants par un magistrat de Lyon qui a estimé qu'Alain Bascioli était instable et violent.

« Justice à l'envers dans l'affaire

[illegible]

CHRISTIANE CHOMBEAU.

[illegible][illegible][illegible][illegible]

Le 5 juin, elle s'enferme dans sa chambre. Le substitut du V. g. ordonne aux gendarmes d'aller la chercher. Mais ceux-ci n'ont, le cœur n'y est pas pour ce genre de besogne. Lorsqu'ils reviennent, le 19 juin, ils apportent une convocation pour le mari et sa fille. Lorsque celles-ci se présentent, elles sont immédiatement conduites au tribunal de Valence, où, après plusieurs heures de discussion, le

UN TÉMOIN PRÉCIS

Le Talbot et Berthoin de contourner vers, utilisée vendredi 23 juillet 1935, les annales du directeur de la police de V.O.L.P. à Paris. Partit de la rue de Valenciennes, le Talbot, a été retrouvé samedi soir dans un entre-deux commercial place de la République à Paris (12^e). Cette voiture avait été remarquée par un passant qui signala à la police. Le Talbot a été immédiatement confié aux spécialistes de l'identité judiciaire après que sa fut assuré qu'il n'était pas le véhicule des deux hommes piégés. Les empreintes relevées sur la voiture n'ont pas été reconnues. A l'intérieur, les policiers ont découvert des papiers au nom du lieutenant, Alexandre Toulou, ayant déclaré être, au moment de l'arrestation, le directeur d'une affaire qui est en cours d'examen. L'origine de la machine criminelle a également progressé légèrement. Le véhicule a été repéré dans une zone qui se trouvait rue du Lieutenant-Col. Bonnet à Paris. Pendant une dizaine de minutes, les véhicules de la police ont été bloqués jusqu'à ce qu'ils franchissent la Seine. Il avait alors permis à cette machine et s'était présenté à la police. Il a pu fournir aux enquêteurs les renseignements suivants : trois hommes qui se promenaient dans la Talbot, dont un, d'un entre-deux correspondant à celui qui a été vu par un passant, et deux autres hommes qui se promenaient dans la Talbot.

es, policiers et sont toujours
nités à des hypothèses quant
r auteurs de l'attentat : cer-
s secrets israéliens, mouve-
sionistes extrêmes ou
lement de comptes d'un groupe
émiste palestinien, comme par
mple celui dirigé par Abou
l, réfugié à Damas; et
damné à mort par NOLP.

Une villa située à Satory
a été entièrement détruite
sur fond charge d'explosif.
Le 11 juillet, un camion
monde appartenant à M. De-
Cohen, industriel dans la tex-
à Marseille, était occupée.
M. Marianno, responsable
conseils d'une chaîne de ma-
trains M.G.A. Ce dernier avait
cédé au démantèlement de
mobilité en octobre dernier.
Il fait que la villa était vide
de meubles et de vêtements.
Les pour les enquêteurs, une
description sur un panneau de
non placé sur la clôture du
terrain : « Mort sans pitié. »

Les organisations arméniennes condamnent les actions de groupe «Orly»

Pour la deuxième fois une incrimination fut prononcée à l'encontre de hauts pourvus du régime turc : des « extrémistes arméniens » ont été communiés samedi 30 juillet, contre un café du quartier du Lézard, rue d'Alger, chargés d'être dans les toilettes du Pub Saint-Germain, rue de l'Ancre-Comité, 6, à expulser 17 h 30. Deux consommateurs furent arrêtés et placés en prison.

L'une d'elle s'est écriée hospitalièrement (1).

Cet attentat, comme celui commis mardi 30 juillet devant le Café de France, rue de Valenciennes, 18, par Michel, et au cours duquel quinze personnes avaient été légèrement blessées, a été revendiqué par le groupe communiste de gauche qui se dit autonome, affirmant parler au nom de ce groupe, un téléphone à Y.A.F.P. une heure et demie après l'explosion, indiquant que les groupes communistes et socialistes combattent les intérêts français. Dimanche, la police a procédé à vingt-et-une interpellations dans les milieux

M. Arj Tachian, responsable Mouvement national arménien pour l'ASALA, a déclaré : « Comme l'attestent la bombe du place Saint-Michel, nous ne sommes pas responsables de tels actes qui laissent place à toutes les spéculations ». Le Comité de défense de la cause arménienne (C.D.C.A.) a réaffirmé son soutien aux actions vraies tout aussi et incohérentes verbales de l'ASALA ou des groupes assimilés ».

Ajouté : « Ces actes font partie d'un mouvement révolutionnaire en Turquie, principal responsable de la situation actuelle du pays arménien », enfin la fédération révolutionnaire arménienne (F.R.A.), parti Tachian, a déclaré « indignée par ces nouvelles attentats ». Elle déclare « l'incohérence » et « la position ambiguë » qu'ils occupent, mais contrainctions de l'ASALA lui la conduisant à commettre des actes subordonnés progressivement à la libération du territoire arménien totalement de cette organisation ».

(1) Il s'agit de la manifestation de nationalité organisée par le mouvement Orevolaga et ses alliés.

Le deuxième attentat à couleuvres commis contre un établissement du quartier Latin est attribué au groupe «*Libération*». Les terroristes étant, par définition, clandestins, il est difficile d'authentifier les revendications de ce groupe. Toutefois — que des correspondants anonymes font aspiquer des apocryphes de presse. On l'a récemment cité : celui de Zola, dans lequel le groupe se présente comme... peulêtre, dans l'attaque de l'Université de M. Paul-Denis. C'est en effet dans la capitale éblouissante que se trouvent les bureaux du Front National pour la libération de l'Arménie (FASALA). Cette «*armée*», comme la résistance palestinienne, est une nébuleuse de groupes et de sous-groupes qui ont des tendances politiques divergentes parfois sur les méthodes.

Un porte-parole de FASALA, disant s'appeler Georges Mandren et qui était accompagné de M. Dimitris Georgis (chirurge-dent grec), nous a confié qu'il avait été chargé de voter auprès du groupe Olyt (qui était composé de quelques résolu-

tionnaires...) aux conceptions d'extrême-droite et à l'esprit fasciste. Ce qui lui permit d'emporter le vote lors des concours «*Journées*» et à l'automne dernier, il s'est agi de faire pression sur la France pour qu'elle débarrasse l'Arménie de la turque ottomane, première manifestation du groupe Olyt.

M. Mandren affirme que le gouvernement français, en arrivant à Paris, a promis d'appliquer dans les États-Unis, radicalement l'assimilation («*Tolerance*») et «*travail*» engagements. Selon lui le gouvernement français a eu l'intention de faire tout militant politique arménien non français. A deux ces affaires FASALA estime que la position française n'est pas nette et a déclaré : «*C'est l'heure de l'urgence nationale* ».

A Paris on entend l'existence d'un quelconque accord avec le groupe Olyt. Si tel certains que des contacts tactiques ont pu être établis avec FASALA ceux-ci ont porté essentiellement sur des problèmes arméniens et ont abouti à la reconnaissance officielle du génocide par Paris.

Le gouvernement devra réformer les structures de l'éducation sanitaire

Si le gouvernement souhaite réellement comme il l'affirme, développer la prévention dans le système de soins français, il devra profondément repenser les structures actuelles de l'éducation sanitaire, actuellement dispersées, peu coordonnées et peu efficaces. C'est tout ce que la conclusion d'un rapport rédigé par M. Emile Lévy et dont les propositions ont été adoptées récemment par le Conseil économique et social (1), rapport dans lequel

Il suggère notamment l'extension de l'enseignement supérieur à l'éducation pour la santé.

Une prise de conscience relativement récente et consensuelle par les 6^e et 7^e Plan, a dirigé la prévention en priorité. Les ministères concernés ont encore renforcé cette intention, inscrits à son compte par le ministre de la santé, M. Jack

On observe, relative le rapport, une parcellisation et un manque évident de coordination des actions éducatives. L'état lui-même est ambigu, puisque, dans la plupart des thèmes abordés par l'éducation pour la santé, sont mêlés en fait des problèmes de nature économique et, par voie de conséquence, des entreprises et emplois et des revenus distribués.

Il faut donc, conformément aux

Mais la situation actuelle présente toutes les apparences, souligne M. Lévy, d'un foisonnement d'initiatives, publiques ou privées, qui ne peuvent que retarder l'action. Il est donc nécessaire de réorienter et de coordonner la prévention. Le rapporteur souligne les aspects critiques du système actuel, et propose, pour l'avenir, de commencer par la pauvreté et l'information épidémiologique.

Certes, l'un sait que trois grands domaines de la pathologie sont responsables de trois quarts des décès : les maladies de l'appareil circulatoire (37 %), les tumeurs malignes (24 %), les accidents et morts violentes (9 %). La surveillance médicale, dans ces domaines, est une donnée établie, de même que les efforts de longévité entre catégories professionnelles. Cependant, bien des informations manquent sur l'état pathologique de la population française. Ces données sont indispensables de toute action d'information sanitaire.

D'autre part, l'éducation pour la santé s'est élaborée sans tenir compte suffisamment de la diversité culturelle des groupes sociaux, qui s'écarteraient des messages, et donc sans égard pour les différences à leur perception (jeunes, personnes âgées, agriculteurs, migrants, handicapés, etc.). En

mettre en œuvre une politique active dans ce domaine, il devra donc reconsidérer son aspect éducatif, et ne pas hésiter à y investir des sommes bien supérieures à celles qu'il lui alloue actuellement. Certes, ces sommes ont augmenté, mais elles restent insuffisantes. Qu'en 1982, l'Etat, en affectant environ 35 millions de francs à l'éducation pour la santé, n'y comense qu'à peu près un dixième du budget du ministère de la santé, et moins d'un sixième des crédits affectés à la prévention stricto sensu. Les organismes sociaux devraient leur contribution.

Le rapport accorde à l'éducation pour la santé, et à l'éducation sanitaire, de même que les collectivités territoriales.

Le rapporteur suggère, pour une coordination de l'ensemble de ces actions, la constitution d'un « fonds national pour la santé », qui collecterait « tout ou partie de ces financements ». Ce fonds serait placé sous l'autorité d'un « conseil supérieur d'éducation pour la santé », qui serait auprès du ministre un organe consultatif chargé de définir « la place, le rôle, la doctrine, les moyens, la stratégie de l'éducation sanitaire »... — G.S.

(1) La rédaction de ce rapport avait été confiée à M. Lévy, en 1980.

(1) La rédaction de ce rapport avait été confiée à M. Levy, en 1893.

**NIGERIA
AIRWAYS**
l'Afrique de l'Ouest
à votre portée.

CARNET

Naissances

Thierry et Catherine DELCOUR, née Girelli, se sont mariés à la mairie de Paris, le 22 juillet 1982.

Philippe et Véronique CAYLA, née Girelli, se sont mariés à la mairie de Paris, le 22 juillet 1982.

Jean et Monique DUBOIS, née Girelli, se sont mariés à la mairie de Paris, le 22 juillet 1982.

Jean-Claude et Marie-Françoise CAMAU, née Girelli, se sont mariés à la mairie de Paris, le 22 juillet 1982.

Décès

Jean-Claude et Marie-Françoise CAMAU, née Girelli, se sont mariés à la mairie de Paris, le 22 juillet 1982.

Jean-Claude et Marie-Françoise CAMAU, née Girelli, se sont mariés à la mairie de Paris, le 22 juillet 1982.

Jean-Claude et Marie-Françoise CAMAU, née Girelli, se sont mariés à la mairie de Paris, le 22 juillet 1982.

Jean-Claude et Marie-Françoise CAMAU, née Girelli, se sont mariés à la mairie de Paris, le 22 juillet 1982.

Anniversaire

Jean-Claude et Marie-Françoise CAMAU, née Girelli, se sont mariés à la mairie de Paris, le 22 juillet 1982.

Jean-Claude et Marie-Françoise CAMAU, née Girelli, se sont mariés à la mairie de Paris, le 22 juillet 1982.

Jean-Claude et Marie-Françoise CAMAU, née Girelli, se sont mariés à la mairie de Paris, le 22 juillet 1982.

Jean-Claude et Marie-Françoise CAMAU, née Girelli, se sont mariés à la mairie de Paris, le 22 juillet 1982.

CATASTROPHES

Au Japon

LES PLUIES QUI SE SONT ABAT- TUES SUR NAGASAKI ONT FAIT PLUS DE DEUX CENTES MORTS

Le dernier bilan, provisoire, des victimes des pluies de Nagasaki, dans la nuit du 24 au 25 juillet, est de deux cent trente morts et de quatre-vingt-cinq disparus. Des dizaines de milliers d'habitants ont été évacués de leur domicile. Les nombreux glissements de terrain, les inondations, les effondrements de ponts et de digues ont causé de nombreuses victimes. Les secours sont en cours. Les équipes de secours sont en route. Les équipes de secours sont en route. Les équipes de secours sont en route.

Le dernier bilan, provisoire, des victimes des pluies de Nagasaki, dans la nuit du 24 au 25 juillet, est de deux cent trente morts et de quatre-vingt-cinq disparus. Des dizaines de milliers d'habitants ont été évacués de leur domicile. Les nombreux glissements de terrain, les inondations, les effondrements de ponts et de digues ont causé de nombreuses victimes. Les secours sont en cours. Les équipes de secours sont en route. Les équipes de secours sont en route.

LES CHAMPIONNATS DU MONDE A ROME

Les épéistes français gagnent le dernier titre

De notre envoyé spécial

Rome. — Les vingt-neuvièmes championnats du monde d'épée ont été disputés à Rome, samedi 24 et dimanche 25 juillet. Les Français ont remporté le dernier titre, celui de champion du monde par équipes.

Les Français ont remporté le dernier titre, celui de champion du monde par équipes. Les Français ont remporté le dernier titre, celui de champion du monde par équipes. Les Français ont remporté le dernier titre, celui de champion du monde par équipes.

Le prix du travail

De nombreux observateurs prédisent que les années portées de la responsabilité dans l'épidémie de la grippe A, les années portées de la responsabilité dans l'épidémie de la grippe A, les années portées de la responsabilité dans l'épidémie de la grippe A.

RELIGION

Jean-Marie SAFRA. Les années portées de la responsabilité dans l'épidémie de la grippe A, les années portées de la responsabilité dans l'épidémie de la grippe A, les années portées de la responsabilité dans l'épidémie de la grippe A.

TÊTU COMME SON ANE

Damian Galdino est un homme têtue. Ce têtue est un homme têtue. Ce têtue est un homme têtue. Ce têtue est un homme têtue. Ce têtue est un homme têtue. Ce têtue est un homme têtue. Ce têtue est un homme têtue.

LA PERTE DÉFINITIVE DE VOS CHEVEUX N'EST PAS UNE FATALITÉ

Vingt ans d'expérience dans nos instituts nous permettent d'affirmer qu'il existe deux catégories de personnes ayant des problèmes capillaires : les personnes qui peuvent conserver définitivement les cheveux qui restent après la chute des cheveux, et les personnes qui ne peuvent pas.

CYCLISME

LA FIN DU TOUR DE FRANCE

Hinault, passe de quatre et double

Bernard Hinault a gagné son pari. Il vient de remporter le Tour de France — le quatrième en cinq ans — sur la lancée du Tour d'Italie : un exploit que seuls Coppi, Anquetin et Merckx avaient pu réaliser à ce jour. De plus, il s'est adjugé la dernière étape au sprint, dimanche 25 juillet, sur les Champs-Élysées. Il a donc finalement ajouté le panache à une victoire indiscutable certes mais dont on déplorait un peu qu'elle fut acquise à la régularité.

L'essentiel, pour le champion français, était de ramener le maillot jaune à Paris et de réaliser le double Giro-Tour qu'on tenait pour l'objectif numéro un de sa saison. Dans ce but, il a dû de prendre des risques incalculables et il a modifié sa tactique habituelle, préférant la sécurité aux actions spectaculaires.

Une formule à revoir

Concurrencés dans sa première partie par la Coupe du monde de football, l'épreuve n'a pas provoqué le même intérêt, même si elle a disposé de temps à autre quelques bonheurs éphémères. Les organisateurs ont dû faire face à une situation délicate : comment attirer le public vers une épreuve qui n'est pas aussi spectaculaire que le football ?

JACQUES AUGENDRE.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

CHAMPIONNATS DE FRANCE D'ATHLÉTISME (Montpellier).
100 mètres : 1. Claverie (B.O.C.), 11 sec. 04. 200 mètres : 1. Claverie (B.O.C.), 24 sec. 04. 400 mètres : 1. Claverie (B.O.C.), 51 sec. 04. 800 mètres : 1. Claverie (B.O.C.), 1 min. 45 sec. 1.500 mètres : 1. Claverie (B.O.C.), 4 min. 15 sec. 3.000 mètres : 1. Claverie (B.O.C.), 8 min. 30 sec. 5.000 mètres : 1. Claverie (B.O.C.), 16 min. 45 sec. 10.000 mètres : 1. Claverie (B.O.C.), 33 min. 45 sec. 20.000 mètres : 1. Claverie (B.O.C.), 1 h. 08 min. 45 sec. 30.000 mètres : 1. Claverie (B.O.C.), 1 h. 58 min. 45 sec. 40.000 mètres : 1. Claverie (B.O.C.), 2 h. 38 min. 45 sec. 50.000 mètres : 1. Claverie (B.O.C.), 3 h. 18 min. 45 sec. 60.000 mètres : 1. Claverie (B.O.C.), 3 h. 58 min. 45 sec. 70.000 mètres : 1. Claverie (B.O.C.), 4 h. 38 min. 45 sec. 80.000 mètres : 1. Claverie (B.O.C.), 5 h. 18 min. 45 sec. 90.000 mètres : 1. Claverie (B.O.C.), 5 h. 58 min. 45 sec. 100.000 mètres : 1. Claverie (B.O.C.), 6 h. 38 min. 45 sec.

RECORD DU MONDE
DU 3 000 MÈTRES
La Soviétique Svetlana Gerasimova a établi le 25 juillet à Kiev un nouveau record du monde du 3 000 mètres en réalisant 8 min. 24 sec. 78 centièmes, soit moins que sa compatriote Ludmila Bragina.

RECORD DU MONDE

La Soviétique Svetlana Gerasimova a établi le 25 juillet à Kiev un nouveau record du monde du 3 000 mètres en réalisant 8 min. 24 sec. 78 centièmes, soit moins que sa compatriote Ludmila Bragina.

Cyclisme

TOUR DE FRANCE

Vingt-neuvième étape Senneville-sur-Mer (151 km) dimanche 25 juillet. 1. Hinault (F.), 4 h. 22 min. 2. Van Vlierberghe (B.), 4 h. 23 min. 3. Van Vlierberghe (B.), 4 h. 24 min. 4. Van Vlierberghe (B.), 4 h. 25 min. 5. Van Vlierberghe (B.), 4 h. 26 min. 6. Van Vlierberghe (B.), 4 h. 27 min. 7. Van Vlierberghe (B.), 4 h. 28 min. 8. Van Vlierberghe (B.), 4 h. 29 min. 9. Van Vlierberghe (B.), 4 h. 30 min. 10. Van Vlierberghe (B.), 4 h. 31 min. 11. Van Vlierberghe (B.), 4 h. 32 min. 12. Van Vlierberghe (B.), 4 h. 33 min. 13. Van Vlierberghe (B.), 4 h. 34 min. 14. Van Vlierberghe (B.), 4 h. 35 min. 15. Van Vlierberghe (B.), 4 h. 36 min. 16. Van Vlierberghe (B.), 4 h. 37 min. 17. Van Vlierberghe (B.), 4 h. 38 min. 18. Van Vlierberghe (B.), 4 h. 39 min. 19. Van Vlierberghe (B.), 4 h. 40 min. 20. Van Vlierberghe (B.), 4 h. 41 min. 21. Van Vlierberghe (B.), 4 h. 42 min. 22. Van Vlierberghe (B.), 4 h. 43 min. 23. Van Vlierberghe (B.), 4 h. 44 min. 24. Van Vlierberghe (B.), 4 h. 45 min. 25. Van Vlierberghe (B.), 4 h. 46 min. 26. Van Vlierberghe (B.), 4 h. 47 min. 27. Van Vlierberghe (B.), 4 h. 48 min. 28. Van Vlierberghe (B.), 4 h. 49 min. 29. Van Vlierberghe (B.), 4 h. 50 min. 30. Van Vlierberghe (B.), 4 h. 51 min. 31. Van Vlierberghe (B.), 4 h. 52 min. 32. Van Vlierberghe (B.), 4 h. 53 min. 33. Van Vlierberghe (B.), 4 h. 54 min. 34. Van Vlierberghe (B.), 4 h. 55 min. 35. Van Vlierberghe (B.), 4 h. 56 min. 36. Van Vlierberghe (B.), 4 h. 57 min. 37. Van Vlierberghe (B.), 4 h. 58 min. 38. Van Vlierberghe (B.), 4 h. 59 min. 39. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 00 min. 40. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 01 min. 41. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 02 min. 42. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 03 min. 43. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 04 min. 44. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 05 min. 45. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 06 min. 46. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 07 min. 47. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 08 min. 48. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 09 min. 49. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 10 min. 50. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 11 min. 51. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 12 min. 52. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 13 min. 53. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 14 min. 54. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 15 min. 55. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 16 min. 56. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 17 min. 57. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 18 min. 58. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 19 min. 59. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 20 min. 60. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 21 min. 61. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 22 min. 62. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 23 min. 63. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 24 min. 64. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 25 min. 65. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 26 min. 66. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 27 min. 67. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 28 min. 68. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 29 min. 69. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 30 min. 70. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 31 min. 71. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 32 min. 72. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 33 min. 73. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 34 min. 74. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 35 min. 75. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 36 min. 76. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 37 min. 77. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 38 min. 78. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 39 min. 79. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 40 min. 80. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 41 min. 81. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 42 min. 82. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 43 min. 83. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 44 min. 84. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 45 min. 85. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 46 min. 86. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 47 min. 87. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 48 min. 88. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 49 min. 89. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 50 min. 90. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 51 min. 91. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 52 min. 92. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 53 min. 93. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 54 min. 94. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 55 min. 95. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 56 min. 96. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 57 min. 97. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 58 min. 98. Van Vlierberghe (B.), 5 h. 59 min. 99. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 00 min. 100. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 01 min. 101. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 02 min. 102. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 03 min. 103. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 04 min. 104. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 05 min. 105. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 06 min. 106. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 07 min. 107. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 08 min. 108. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 09 min. 109. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 10 min. 110. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 11 min. 111. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 12 min. 112. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 13 min. 113. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 14 min. 114. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 15 min. 115. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 16 min. 116. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 17 min. 117. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 18 min. 118. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 19 min. 119. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 20 min. 120. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 21 min. 121. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 22 min. 122. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 23 min. 123. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 24 min. 124. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 25 min. 125. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 26 min. 126. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 27 min. 127. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 28 min. 128. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 29 min. 129. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 30 min. 130. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 31 min. 131. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 32 min. 132. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 33 min. 133. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 34 min. 134. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 35 min. 135. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 36 min. 136. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 37 min. 137. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 38 min. 138. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 39 min. 139. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 40 min. 140. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 41 min. 141. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 42 min. 142. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 43 min. 143. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 44 min. 144. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 45 min. 145. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 46 min. 146. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 47 min. 147. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 48 min. 148. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 49 min. 149. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 50 min. 150. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 51 min. 151. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 52 min. 152. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 53 min. 153. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 54 min. 154. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 55 min. 155. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 56 min. 156. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 57 min. 157. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 58 min. 158. Van Vlierberghe (B.), 6 h. 59 min. 159. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 00 min. 160. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 01 min. 161. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 02 min. 162. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 03 min. 163. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 04 min. 164. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 05 min. 165. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 06 min. 166. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 07 min. 167. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 08 min. 168. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 09 min. 169. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 10 min. 170. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 11 min. 171. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 12 min. 172. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 13 min. 173. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 14 min. 174. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 15 min. 175. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 16 min. 176. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 17 min. 177. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 18 min. 178. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 19 min. 179. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 20 min. 180. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 21 min. 181. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 22 min. 182. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 23 min. 183. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 24 min. 184. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 25 min. 185. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 26 min. 186. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 27 min. 187. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 28 min. 188. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 29 min. 189. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 30 min. 190. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 31 min. 191. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 32 min. 192. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 33 min. 193. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 34 min. 194. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 35 min. 195. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 36 min. 196. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 37 min. 197. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 38 min. 198. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 39 min. 199. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 40 min. 200. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 41 min. 201. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 42 min. 202. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 43 min. 203. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 44 min. 204. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 45 min. 205. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 46 min. 206. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 47 min. 207. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 48 min. 208. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 49 min. 209. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 50 min. 210. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 51 min. 211. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 52 min. 212. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 53 min. 213. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 54 min. 214. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 55 min. 215. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 56 min. 216. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 57 min. 217. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 58 min. 218. Van Vlierberghe (B.), 7 h. 59 min. 219. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 00 min. 220. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 01 min. 221. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 02 min. 222. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 03 min. 223. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 04 min. 224. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 05 min. 225. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 06 min. 226. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 07 min. 227. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 08 min. 228. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 09 min. 229. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 10 min. 230. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 11 min. 231. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 12 min. 232. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 13 min. 233. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 14 min. 234. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 15 min. 235. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 16 min. 236. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 17 min. 237. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 18 min. 238. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 19 min. 239. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 20 min. 240. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 21 min. 241. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 22 min. 242. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 23 min. 243. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 24 min. 244. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 25 min. 245. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 26 min. 246. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 27 min. 247. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 28 min. 248. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 29 min. 249. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 30 min. 250. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 31 min. 251. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 32 min. 252. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 33 min. 253. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 34 min. 254. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 35 min. 255. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 36 min. 256. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 37 min. 257. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 38 min. 258. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 39 min. 259. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 40 min. 260. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 41 min. 261. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 42 min. 262. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 43 min. 263. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 44 min. 264. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 45 min. 265. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 46 min. 266. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 47 min. 267. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 48 min. 268. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 49 min. 269. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 50 min. 270. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 51 min. 271. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 52 min. 272. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 53 min. 273. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 54 min. 274. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 55 min. 275. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 56 min. 276. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 57 min. 277. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 58 min. 278. Van Vlierberghe (B.), 8 h. 59 min. 279. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 00 min. 280. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 01 min. 281. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 02 min. 282. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 03 min. 283. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 04 min. 284. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 05 min. 285. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 06 min. 286. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 07 min. 287. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 08 min. 288. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 09 min. 289. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 10 min. 290. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 11 min. 291. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 12 min. 292. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 13 min. 293. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 14 min. 294. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 15 min. 295. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 16 min. 296. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 17 min. 297. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 18 min. 298. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 19 min. 299. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 20 min. 300. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 21 min. 301. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 22 min. 302. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 23 min. 303. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 24 min. 304. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 25 min. 305. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 26 min. 306. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 27 min. 307. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 28 min. 308. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 29 min. 309. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 30 min. 310. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 31 min. 311. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 32 min. 312. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 33 min. 313. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 34 min. 314. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 35 min. 315. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 36 min. 316. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 37 min. 317. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 38 min. 318. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 39 min. 319. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 40 min. 320. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 41 min. 321. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 42 min. 322. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 43 min. 323. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 44 min. 324. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 45 min. 325. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 46 min. 326. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 47 min. 327. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 48 min. 328. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 49 min. 329. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 50 min. 330. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 51 min. 331. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 52 min. 332. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 53 min. 333. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 54 min. 334. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 55 min. 335. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 56 min. 336. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 57 min. 337. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 58 min. 338. Van Vlierberghe (B.), 9 h. 59 min. 339. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 00 min. 340. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 01 min. 341. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 02 min. 342. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 03 min. 343. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 04 min. 344. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 05 min. 345. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 06 min. 346. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 07 min. 347. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 08 min. 348. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 09 min. 349. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 10 min. 350. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 11 min. 351. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 12 min. 352. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 13 min. 353. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 14 min. 354. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 15 min. 355. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 16 min. 356. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 17 min. 357. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 18 min. 358. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 19 min. 359. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 20 min. 360. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 21 min. 361. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 22 min. 362. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 23 min. 363. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 24 min. 364. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 25 min. 365. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 26 min. 366. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 27 min. 367. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 28 min. 368. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 29 min. 369. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 30 min. 370. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 31 min. 371. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 32 min. 372. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 33 min. 373. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 34 min. 374. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 35 min. 375. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 36 min. 376. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 37 min. 377. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 38 min. 378. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 39 min. 379. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 40 min. 380. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 41 min. 381. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 42 min. 382. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 43 min. 383. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 44 min. 384. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 45 min. 385. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 46 min. 386. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 47 min. 387. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 48 min. 388. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 49 min. 389. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 50 min. 390. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 51 min. 391. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 52 min. 392. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 53 min. 393. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 54 min. 394. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 55 min. 395. Van Vlierberghe (B.), 10 h. 56 min.

[illegible]

Le modèle de Tobin, prix Nobel 1981

Dans le même numéro de l'*"Economic Journal"*, A. [?] a publié un article sur la composition des portefeuilles de titres au Royaume-Uni, en utilisant des données de 1975-1976 (8). On retrouve certains résultats connus : la composition des portefeuilles dépend de l'âge et du montant de la richesse totale des individus, mais aussi du sexe. Enfin la valeur de l'immobilier représente 50 % de la richesse nette des particuliers ; on comprend pourquoi les entreprises ont du mal à financer leurs investissements.

- (1) Jacques Tassin: "Money and Finance in the macroeconomic process." *Journal of Money Credit and Banking*, vol. 14, no. 2, May 1982, p. 171.
- (2) Richard G. Lipsey: "Government and Inflation." *American Economic Review*, May 1981, p. 67.
- (3) Benjamin M. Friedman: "Effects of shifting saving patterns on interest rates and economic activity." *The Journal of Finance*, vol. 37, no. 1, March 1982, p. 57.
- (4) M. L. King and L.-D.L. Chang: "Money: A New Approach and the Life-Cycle." *The American Journal*

gne ; ils la placent donc à court ou moyen terme, alors que les besoins de financement des entreprises exigent des fonds placés à long terme. Il faut donc transformer l'épargne courte en immobilisations longues et proposer des *long-term securities* ou épargnants : c'est l'objet de l'*Financial Intermediation* dont le développement est toujours à une expansion de ce mouvement.

C'est précisément ces *intermediaries financiers* que s'intéressent deux articles publiés dans l'*Economic*

■ **James Tobin** est professeur d'économie politique à Yale University, aux Etats-Unis; il a reçu le prix Nobel d'économie en 1981. C'est un très grand keynésien.

■ **Richard G. Lipsey** est professeur d'économie politique à Queen's University, au Canada. Il est très connu pour ses travaux sur l'évolution et la courbe de Phillips.

■ **Benjamin M. Friedman** est professeur d'économie politique à l'université Harvard, aux Etats-Unis.

■ **Mervyn A. King** appartient au département d'économie de l'université de Birmingham, en Angleterre.

■ **L.D.L. Charles-Michel** appartient à l'université Harvard, aux Etats-Unis; il dirige au National Center of Economic Policy.

■ **Anthony Marshall** appartient à la London School of Economics, à Londres.

En lisant de côté la réforme des caisses d'épargne, actuellement soumise à l'Assemblée nationale (*le Monde* du 14 juillet), le ministre s'en tient pour l'instant à un développement de l'épargne longue qui répond à trois préoccupations : favoriser le capital à risque sans négliger un marché obligataire qui restera très sollicité (les nouvelles émissions devraient atteindre 150 à 160 milliards de francs en 1934, alors que le marché de l'habitat ne dépasse pas 3000 francs nets en suspenso), proposer une série de placements durables et enfin, revigorer les institutions existantes, à défaut d'en créer de nouvelles.

plus fortes, dépassent rarement 10 % en valeur courante, et tombent autour de 10 % en valeur de montagne, où le prix monte relativement bas. Sur le graphique ci-dessous, on constate que, en valeur réelle, le prix des terres en 1981 est revenu au niveau du prix réel de 1972. Le valeur réelle du prix de 1981 est 2,7 fois plus élevée qu'en 1970.



Le remplacement de l'avoir fiscal

EPEC FORMATION
REVISION CTE 82
 - Révisions **D.E.S.** : juillet
 août.
 - Révisions **CERTIFICATS SE-**
PENIEURS (I.E.F., G.E.E.) :
 septembre.
 - Révisions **R.P. Complément** :
 septembre.

Recommandations :
 266 52 34

Cheminée Inc. 1608 Blvd. St-Martin est, Tour B, Suite 630,
Laval, Canada H7V 4S7 TEL: (514) 351-1111

[illegible]

L'IMPORTANT C'EST D'AIMER

ANDRZEJ ZULAWSKI

reçu, en un an, six cents dossiers de demandes d'aide au lieu quatre cents. C'est énorme car nous ne pourrions en retenir qu'une soixantaine à discuter.

D'EMPLOI	large	large 11 c
IMMOBILIER	71,00	83,50
AUTOMOBILES	21,00	24,70
AGENDA	48,00	56,45
CAPITAUX	140,00	164,54

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	large	large 11 c
IMMOBILIER	40,00	47,04
AUTOMOBILES	12,00	14,00
AGENDA	31,00	36,45
CAPITAUX	31,00	36,45



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

LA VILLE DE GRENOBLE

UN(E) CHARGÉ(E) DE MISSION

DANS LE SECTEUR DE L'ANIMATION

Ce agent aura la responsabilité de la coordination entre les responsables d'équipements et d'activités sociales, socio-éducatives, culturelles ou sportives dans le cadre de plusieurs quartiers de la ville sur la base des missions définies par la municipalité.

Cette fonction conviendrait particulièrement à une personne ayant une expérience professionnelle de plusieurs années dans le secteur d'équipement de ce secteur d'activités.

CONDITIONS D'ACCÈS

Animateur ou première main (attaché option animation) ou remplissant les conditions pour accéder à cet emploi.

DIPLOMES EXIGES

DETA CAPASE ou DECEP ou IAFAP

ou licence de l'un des universités de Grenoble

REMUNERATION MENSUELLE NETTE

entre 5.500 F et 8.200 F moyen

Les candidatures sont à adresser par lettre manuscrite avec curriculum vitae à :
Monsieur le MAIRE DE GRENOBLE
11, boulevard Jean-Paul, 38000 GRENOBLE
Avant le 15 septembre 1982.



elf aquitaine

RECHERCHE POUR POSTES D'ENCADREMENT SES SERVICES INFORMATIQUES A L'ETRANGER DES

INGENIEURS INFORMATIENS DIPLOMES

ayant une expérience :

- gestion : comptabilité, paie, stocks ...
- IBM ou équivalent et GAP II

Formation complémentaire assurée. Possibilités d'évolution de carrière sein du Groupe.

Ecrire C.V. et prétentions sous no 41683 SNEAP - DC Recrutement
26, avenue des Lilas - Tour 12.04 - 64028 PAU Cedex.

LA VILLE D'AMIENS

UN CHARGÉ D'ETUDES

Pour son bureau de la statistique et du plan.

Il analysera les facteurs d'évolution des catégories de ressources d'emplois des fonds communaux et déterminera les moyens propres à améliorer les moyens en œuvre dans le cadre d'un plan de gestion prévisionnelle.

NIVEAU MINIMUM REQUIS

BAC + 5

FORMATIONS

publique, techniques de gestion, analyse des systèmes

Expérience : travail de groupe

d'information souhaitées.

Adresser candidature : curriculum vitae et prétentions

avant le 9 septembre 1982

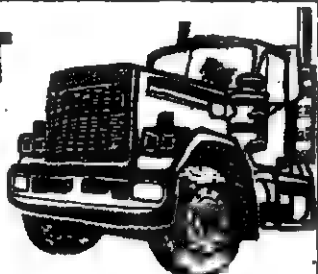
M. le MAIRE,

B.P. 2726,

80027 AMIENS CEDEX.

FINANCEMENT DES TRANSPORTS

Un organisme de réputation nationale recherche



CADRES FINANCIERS

LILLE - LYON - MARSEILLE

Ils seront chargés de développer le portefeuille de clientèle, analyser les besoins de financement des entreprises, monter les dossiers de crédit, assurer les relations avec les partenaires (syndicats et organismes professionnels, banques et administrations, etc.).

Ces postes constituent d'excellentes opportunités de carrière pour des personnes justifiant d'une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le secteur, acquiescentes à l'entreprise, un diplôme de cautionsnement ou de crédit.

Merci d'adresser votre dossier : référence 4248 à DESSEIN

1 rue de Provence - 75008 PARIS, en précisant l'affectation choisie.

Notre Société, spécialisée dans la fabrication de produits pour une clientèle pratiquant l'assurance-qualité y compris nucléaire, recherche un

Responsable des achats (région Rhône-Alpes)

Ingénieur mécanicien, peut-être avec une formation complémentaire, notre expérience a fait de vous un spécialiste des achats en milieu industriel. En particulier, vous connaissez bien les fournisseurs de fonderies et d'acier spécialisés et vous êtes en place une organisation efficace pour les achats à long terme.

Notre Groupe, aux dimensions internationales, offre l'opportunité de développer vos qualités d'analyse et de gestionnaire dans un centre à profit important.

Merci d'adresser votre candidature, référence 160, à

SVP RESSOURCES HUMAINES

7 rue Logelbach 75017 Paris.

Nous recherchons une très importante société implantée à MARSEILLE.

Nous recherchons un :

CHEF DE COMPTABILITE

A l'ide d'un service bien structuré, il est l'homme de la rigueur et du respect des procédures de comptabilité générale de l'adaptation de la comptabilité analytique aux exigences de la gestion et des finances. Il est en charge de l'amélioration et de l'évolution des procédures et des méthodes.

C'est pourquoi, nous désirons accueillir un praticien de grande expérience, d'au moins 35 ans, formation supérieure - BAC imparti - utilisant avec aisance l'informatique, organisateur et

Nos critères de choix porteront surtout sur la qualité de l'expérience acquise, sur les aptitudes personnelles à l'initiative, au dialogue et à l'animation des hommes.

Les dossiers de candidatures à adresser à C. MILGRAM - 2, rue

GRENIER - 13013 MARSEILLE, référence 07.

HEBDO-CATHOLIQUE REGIONAL-INFORMATION RHONE-ALPES

ATTACHE DE DIRECTION

Adjoint à la Direction Générale, pour l'animation et la coordination des services (rédaction, ventes, promotion, gestion).

sous le n° 1034

REGIE-PRESSE

85 rue de la République, Paris.

Société Régionale d'Aménagement

recherche un responsable des opérations de construction d'équipements publics. Formation souhaitée : ingénieurs GEM ou équivalent.

Expérience nécessaire : conduite de travaux.

Ecrire à :

STÉ D'ÉQUIP. DE L'Auvergne

10, rue Eugène-Ollivier, 63000 CLERMONT-FERRAND.

CABINET recherche

2 SPÉCIALISTES :

DROIT SOCIAL
DROIT SOCIÉTÉS.

DES, DUCHE

Expérience clientèle souhaitée.

Env. C.V. photo, prêtent, NANTES 1878, B.P. 287, 44044 NANTES.

CHAMBRE REGIONALE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE NORD-PAS-DE-CALAIS

recherche

COLLABORATEUR SCIENCES PO. SCIENCES ECO. OU EQUIVALENT

sera responsable, au sein du Cabinet, Président, du secteur de la distribution, de la liaison avec les partenaires professionnels et des problèmes agro-alimentaires.

Expérience souhaitée.

Salaire départ 120.000 francs/an.

Adresser : manuscrite et C.V. très complets à :

CAMPBELL B.P. 57, 75017 PARIS sous n° 625.

MACRODYNE-MALCHAUD S.A.

Forge et Usinage
de Pièces Aéronautiques
recherche

pour constituer la structure de l'usine en cours d'implantation à :
79200 PARTHENAY
(effectif prévu 300 personnes)

1) RESPONS. SERVICE METHODE (FORGE ET USINAGE)

- Ingénieur (dominante mécanique).
- 3/4 années d'expérience méthodes avec connaissance en informatique souhaitée.
- Connaissance complémentaire en aéronautique serait très appréciée.

2) CHEF DE FABRICATION FORGE

- Niveau ingénieur.
- Bonne expérience en usinage forge.
- Expérience de quelques années en fabrication mécanique.

3) CHEF DE FABRICATION USINAGE

- Niveau ingénieur.
- Expérience en atelier d'usinage indispensable.
- Connaissance de la commande numérique appréciée.

4) CHEF DE SERVICE CONTROLE (FORGE ET USINAGE)

- Niveau ingénieur.
- Longue pratique du contrôle.
- Expérience fabrication aéronautique.

Pour ces quatre postes, une formation complémentaire assurée en France et aux U.S.A. rend nécessaire la pratique de l'anglais.

Les hommes de terrain seront particulièrement appréciés.

Adresser C.V., photo et prétentions à :

MACRODYNE-MALCHAUD S.A., 25, av. de la Libération,

Boléc Postale 1339, 45000 ORLÉANS.

CSEE

CHEF DE FILE ETUDES C.A.O

créer une équipe pour développer des systèmes de Conception Assistée par Ordinateur au niveau des études de réseaux de distribution électrique A.T., B.T.

Ingénieur Grande Ecole - ECP - ENSAM - ESE - TELECOM ou équivalent, ayant au moins 10 ans d'expérience en conception assistée par ordinateur. Forte capacité d'entraînement. Sens de la discussion à haut niveau. Déplacements occasionnels de courte durée en France.

LE POSTE EST SITUÉ A TOULOUSE

Ecrire à : COMPAGNIE DE SIGNAUX D'ENTREPRISES ELECTRIQUES, Direction du Personnel, Service Emploi et Développement des Cadres, 17 Place Etienne Pernet - 75015 PARIS.

Association de Formation du Tertiaire Social

recherche

animateurs (tour) pour mise en place, animation, suivi du stage de formation continue et d'insertion sociale.

Expérience souhaitée. Envoyer C.V. et prétentions à : F.A. Normandie-Maine, 61250

La ministre de la Culture

recherche

DIRECTEUR SCIENTIFIQUE

pour le laboratoire d'archéologie des métaux de JARVILLE-NANCY.

Poste I.T.A. 2 A. C.N.R.S. Connaissances métallurgie et archéologie. Adresser C.V. et prétentions à : MISSION RECHERCHE, 3, rue de Valois 75001 PARIS.

URGENT. Foyer de jeunes

travailleurs, socioculturel, diplômé.

Ad. lettre et candidature à : C.V. + photo à : H.A.P. 183, 221 B.P. 143, 88008 LA ROCHE-VALENTIN.

LYCÉE TECHNIQUE TOULON resp. PROF. de GÉNIE CIVIL. Connaissances : mécanique, dessin de construction, fabrication et exploitation. Téléphones au (84) 75-37-83.

OFFRES D'EMPLOIS

ERIN

recherche

pour réalisation de logiciel en informatique industrielle (mini et micro-ordinateurs).

DES INGENIEURS

UNIVERSITAIRES

- Option : 1. Mécanique, 2. Électronique, 3. Informatique.
- Minimum 3 ans d'exp.

Env. avec C.V. et photo à :

ERIN, 27, rue de la

75008 Paris qui

SOCIÉTÉ SOLEMS

recherche

1 INGENIEUR

départ C.M.

débutant ou première exp.

connaissant :

- Microprocesseurs et système de développement
- INTEL
- Langages : assembleur, PLM.
- Électronique - Optronique
- Automatisme - Traitement du signal.

Pour renseignements :

d'images et automatique au sein d'une équipe jeune.

Env. C.V. et photo à :

ERIN, 27, rue de la

91120

SEPT GROUPE

recherche

Ingénieur d'affaires

Lieu PARIS, Format A-M ou

équivalent, Anglais courant. Exp.

min. 5 ans chantier industrie

lourde. Age min. 35 ans.

Rémunér. selon exp. Env.

C.V. + photo, s/réf. 3.224.

SWENST, B.P. 289, 75424

PARIS Cedex 08, qui transmet.

11 Pour hommes normaux

4 PRÉPARATEURS

TECHNIQUES

système OS/MVS/JES2

7 PRÉPARATEURS

DE TRAVAUX

sur IBM 30/31

système OS/MVS/JES2/JCL

21 pour horaire 2 X 8

2 PUPILLEURS

sur IBM 30/31

système OS/MVS/JES2

POINT 2 ET

51. Turbigo, Paris (20)

BP 271-71-71.

Nous recherchons un important groupe industriel à établissements multiples (5000 personnes)

Notre vocation : l'équipement automobile. Nous recherchons pour notre directeur

UN INGENIEUR RESPONSABLE au niveau du groupe

de l'organisation des moyens de production. Le candidat est un spécialiste Méthodes confirmé, de formation AM ou équivalent.

Son expérience de 10 ans minimum de la grande série lui permettra de jouer un rôle déterminant auprès des services techniques de nos usines.

L'anglais est nécessaire. Grande mobilité requise.

Adresser CV détaillé et prétentions sous No 42.237 à CONTEXTE PUBLICITE

20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

SAXBY

Département "AUTOMATISMES" recherche

INGENIEURS

Grandes Ecoles

pour leur confier la responsabilité d'installations complètes en France ou à l'étranger dans le cadre de budgets importants.

Une expérience de quelques années dans les industries, l'électronique et l'informatique.

Rémunération très intéressante en fonction de l'expérience des candidats.

Postes d'avenir pour candidats de valeur.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à : SAXBY, 40 rue de l'Orillon

75008 Paris Cedex 11.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Electroniciens

Dans le cadre du développement de nos services après-vente systèmes avioniques civils et militaires, la SAGEM recherche pour son centre de Pontoise :

Techniciens électroniciens

De niveau F2, FPA ou équivalent (débutants ou confirmés), ils assureront la maintenance en laboratoire des systèmes de navigation par radar et de sous-ensembles électroniques de haute technicité (réf. 122/LM).

Techniciens électroniciens

BTS, DUT ou équivalent (débutants ou confirmés), ils assureront le développement de moyens procédés pour automatiser des manuels (réf. 132/LM).

Rédacteur technique expérimenté

Formation BTS, DUT électronique ou équivalent, il participera à l'élaboration de la documentation technique d'entretien des équipements (réf. 142/LM).

Rejoignez une équipe performante en intégrant notre C.V. en précisant la référence du poste choisi à SAGEM - Service du Recrutement - B.P. 210 - 95002 CERGY-PONTOISE CEDEX.



FUTURS MANAGERS DU B.T.P.

INGENIEURS DIPLOMES RESPONSABLES DE SECTEURS

Nous recherchons une Entreprise de S.T.P. de premier rang, réputée pour la qualité de son management et ses ouvrages. Notre politique intègre la décentralisation et la délégation.

Nous offrons à nos ingénieurs l'opportunité de valoriser leurs premières années d'expérience et leurs capacités d'entrepreneurs. Nous leur confierons, pour un secteur géographique, des responsabilités dans les domaines : commercial, technique, exécution, gestion, commandement, résultats.

Notre champ d'activité s'étend à l'hexagone et, bien sûr, à l'étranger. Un schéma possible passerait par la prise de premières responsabilités en province avant d'évoluer soit en France, soit à l'étranger.

Nous souhaitons rapidement un premier contact avec des ingénieurs d'environ 35 ans, diplômés d'une grande école.

Le Cabinet COPERs assure la confidentialité de votre réponse dans laquelle vous pouvez préciser :

Entreprises auxquelles votre dossier ne doit pas être transmis. Merci d'écrire :

référence 1707 au 1, rue Moncey 75001 Paris.



chef de projet

Important Groupe de distribution recherche pour la Région Parisienne un Chef de Projet ayant une double formation : comptable et informatique pour des projets de comptabilité sur matériel IBM en temps réel. Une bonne expérience est souhaitée.

Adressez votre C.V. avec lettre manuscrite sous référence 3392 à ISOG CARRIERES 48, rue St Ferdinand 75017 PARIS qui transmettra.

BARCLAY'S BANK S.A.

pour la DIRECTION DES AFFAIRES INTERNATIONALES :

CLASSE IV ou V

ayant une expérience de 2 à 3 ans dans l'étude de montage d'œuvres d'art.

- Formation supérieure.
- Anglais courant.
- Espagnol souhaité.

lettre manuscrite, curriculum vitae et prétentions à la Direction du Personnel, 33, rue du 4-Septembre, 75002 PARIS.

Ingénieurs chimistes

Développement - mise au point

Pour nos usines de BEAUCHAMP (Val-d'Oise), nous recherchons des ingénieurs chimistes type ENI, IRI et INSCR, etc.

Plus précisément il s'agit de suivre l'évolution des produits du marché, de participer avec nos services techniques :

- au développement de produits nouveaux,
- et à l'amélioration des produits existants.

Une bonne connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à :

3M FRANCE
Recrutement
2, avenue Boulé
95250 BEAUCHAMP.



STEIN INDUSTRIE

(Commandes enregistrées en 1981 = 1,5 milliard)
Effectif : 2000 personnes.

GROUPE ALSTOM ATLANTIQUE

Nous recherchons des ingénieurs spécialisés dans l'étude et la construction de chaudières pour centrales thermiques et nucléaires.

Nous recherchons pour notre service "Conception Calculs"

INGENIEURS CALCULS

I.D.N., ou équivalent.

Débutants ou quelques années d'expérience.

Ils seront chargés principalement des calculs thermohydrauliques d'échangeurs de chaleur et de circuits pour centrales nucléaires et devront participer à la conception mécanique des appareils.

- Anglais indispensable.
- Connaissances en thermique, mécanique des fluides et résistance des matériaux.

TECHNICIENS SUPERIEURS

I.U.T. avec formation spécialisée en thermique, hydraulique et résistance des matériaux.

Pour calculs d'échangeurs de chaleur, la responsabilité d'un ingénieur.

- Anglais indispensable.

envoyer C.V. + photo et prétentions à :
STEIN INDUSTRIE, boîte postale 74
78141 VELIZY VILLACOUBLAY Cedex

Pour l'une de nos unités de BEAUCHAMP (Val-d'Oise), nous recherchons :

UN AGENT D'ORDONNANCEMENT

et d'APPROVISIONNEMENT
niveau Bac technique, connaissance en informatique, langue anglaise bien maîtrisée, goût et capacité de gestionnaire, sans des relations humaines.

AGENT TECHNIQUE

PREMIER DEGRÉ D.I.T. (INFORMATIQUE)

ou équivalent

connaissance de l'anglais, de systèmes et d'analyse, possibilité d'évolution.

Prévoir d'adr. curriculum vitae, lettre manuscrite, photo et prétentions au Service Recrutement.

2, avenue Boulé, 95250 BEAUCHAMP.

ASSOCIATION NATIONALE D'EDUCATION POPULAIRE recherche pour recruter :

FORMATEUR

EN ECONOMIE, COMPTABILITE ET GESTION

- expérience professionnelle,

- connaissances de la vie associative et du mouvement ouvrier indispensables.

Réception des candidats à partir du 15/08/1982.

Boire sous le n° 71 11 11 11 M. RÉGIE-PRESSE

95 bis, r. de la République, 75002 Paris.

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE MEMBRE D'UN GROUPEMENT INTERNATIONAL

recherche :

Jeunes titulaires du D.E.C.S. complet ou équivalent, désirant devenir experts-comptables stagiaires. Connaissance de l'anglais souhaitée.

Boire avec C.V. et photo à M. Sam BÉHAR, 22, rue d'Anjou, 75006 PARIS.

ENGINEERING INTERNATIONAL

livrant des usines et des installations dans le monde entier appartenant à l'un des plus grands groupes industriels français

recherche pour son Siège à PARIS

CONTROLEUR DE GESTION

- Diplômé grandes écoles
- 3/4 ans d'expérience
- Anglais indispensable.

avec C.V., photo et prétentions sous no 42258 à CONTESSÉ Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

answare

THOMSON-CSF INFORMATIQUE

ingénieurs informaticiens

ayant au moins 5 ans d'expérience

pour des projets de mini-ordinateurs ou micro-processeurs, en gestion ou informatique industrielle.

Salaires en rapport avec les compétences.

C.V. détaillé référence U3 à Gérard MARTIN 135 r. de la Pompe 75011 Paris.

Société importante du Nord de Paris, dans l'esthétique et la Maintenance

INGENIEUR D'ETUDES ET D'INTEGRATIONS SYSTEMES D'ESSAIS

ou de mesures et de matériels expérimentaux

- De formation Universitaire, une expérience en électronique, en mécanique, en informatique.

Il devra :

- Étudier la faisabilité des projets qui lui seront soumis, en liaison avec les bureaux d'études du constructeur.

- Assurer les installations des systèmes concernés et les implantations sur différents types d'avions, et hélicoptères.

- Suivre le déroulement des chantiers en coopération avec les services de production.

- Gérer les travaux, aux plans contractuel et commercial.

Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé : (ARTS ET MÉTIERS, ESTACA, ESTAC, SUPELEC, etc.) ayant acquis une expérience réussie dans le domaine aéronautique.

Langue anglaise indispensable

Envoyer lettre, C.V. et prétentions à : HENRY, 81, rue de la République, 93390 LE MANS.

BANQUE PRIVÉE (PARIS-8)

recherche pour son SERVICE ORGANISATION

UN (E) JEUNE DIPLOMÉ (ÉE)

- ou d'une école d'ingénieurs (H.E.C., ...),
- ou d'une école d'ingénieurs (Télécom, ...).

Rémunération : 110.000 F (+) par an.

Envoyer : manuscrite, curriculum vitae, photo à O.C.E.F., rue de la Chaussée-d'Antin, 75009 PARIS, qui transmettra, sous la référence 6.400 M.

Ingénieurs

Confirmés ou 1 à 3 ans d'expérience Rejoignez une équipe d'ingénieurs spécialisés dans les domaines suivants :

- CONTRÔLE DE PROCESSUS.
- TELE-INFORMATIQUE.
- LOGICIEL DE BASE.
- CFAO.

C.V. et prétentions à :



1, boulevard Jean Jaurès - 93100 BOULOGNE

CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE

reconnue d'utilité publique recherche

DOCUMENTALISTE DE HAUT NIVEAU (homme ou femme)

pour créer une banque de données scientifiques, techniques et technologiques.

Recherche : C.V. détaillé référence U3 à Gérard MARTIN 135 r. de la Pompe 75011 Paris.

Une formation scientifique est un atout.

Adresser : manuscrite, C.V. + photo au C.N.T.S. Service Recrutement, 6, r. Alexandre-Cabanel, Paris-15.

ORGANISME PROFESSIONNEL ASSURANCES AUTOMOBILE

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Ayant une expérience en programmation automobile.

Envoyer : manuscrite, C.V. et prétentions à :

DEB'S, 140, rue de Courcelles, 75017 PARIS

OFFRES D'EMPLOI

ESC, Sciences vivez une expérience

Recherche pour son service de maintenance des systèmes de navigation par radar et de sous-ensembles électroniques de haute technicité (réf. 122/LM).

IMPORTANT GROUPE PARISIEN D'ETABLISSEMENTS FINANCIERS PROCHE BANQUE EST

UN ADJOINT

à la Direction du Département des opérations financières

Rejoignez une équipe performante en intégrant notre C.V. en précisant la référence du poste choisi à SAGEM - Service du Recrutement - B.P. 210 - 95002 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Rejoignez une équipe performante en intégrant notre C.V. en précisant la référence du poste choisi à SAGEM - Service du Recrutement - B.P. 210 - 95002 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Rejoignez une équipe performante en intégrant notre C.V. en précisant la référence du poste choisi à SAGEM - Service du Recrutement - B.P. 210 - 95002 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Rejoignez une équipe performante en intégrant notre C.V. en précisant la référence du poste choisi à SAGEM - Service du Recrutement - B.P. 210 - 95002 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Rejoignez une équipe performante en intégrant notre C.V. en précisant la référence du poste choisi à SAGEM - Service du Recrutement - B.P. 210 - 95002 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Rejoignez une équipe performante en intégrant notre C.V. en précisant la référence du poste choisi à SAGEM - Service du Recrutement - B.P. 210 - 95002 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Rejoignez une équipe performante en intégrant notre C.V. en précisant la référence du poste choisi à SAGEM - Service du Recrutement - B.P. 210 - 95002 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Rejoignez une équipe performante en intégrant notre C.V. en précisant la référence du poste choisi à SAGEM - Service du Recrutement - B.P. 210 - 95002 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Rejoignez une équipe performante en intégrant notre C.V. en précisant la référence du poste choisi à SAGEM - Service du Recrutement - B.P. 210 - 95002 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Rejoignez une équipe performante en intégrant notre C.V. en précisant la référence du poste choisi à SAGEM - Service du Recrutement - B.P. 210 - 95002 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Rejoignez une équipe performante en intégrant notre C.V. en précisant la référence du poste choisi à SAGEM - Service du Recrutement - B.P. 210 - 95002 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Rejoignez une équipe performante en intégrant notre C.V. en précisant la référence du poste choisi à SAGEM - Service du Recrutement - B.P. 210 - 95002 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Rejoignez une équipe performante en intégrant notre C.V. en précisant la référence du poste choisi à SAGEM - Service du Recrutement - B.P. 210 - 95002 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Rejoignez une équipe performante en intégrant notre C.V. en précisant la référence du poste choisi à SAGEM - Service du Recrutement - B.P. 210 - 95002 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Rejoignez une équipe performante en intégrant notre C.V. en précisant la référence du poste choisi à SAGEM - Service du Recrutement - B.P. 210 - 95002 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Rejoignez une équipe performante en intégrant notre C.V. en précisant la référence du poste choisi à SAGEM - Service du Recrutement - B.P. 210 - 95002 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Rejoignez une équipe performante en intégrant notre C.V. en précisant la référence du poste choisi à SAGEM - Service du Recrutement - B.P. 210 - 95002 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Rejoignez une équipe performante en intégrant notre C.V. en précisant la référence du poste choisi à SAGEM - Service du Recrutement - B.P. 210 - 95002 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Rejoignez une équipe performante en intégrant notre C.V. en précisant la référence du poste choisi à SAGEM - Service du Recrutement - B.P. 210 - 95002 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Rejoignez une équipe performante en intégrant notre C.V. en précisant la référence du poste choisi à SAGEM - Service du Recrutement - B.P. 210 - 95002 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Rejoignez une équipe performante en intégrant notre C.V. en précisant la référence du poste choisi à SAGEM - Service du Recrutement - B.P. 210 - 95002 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Rejoignez une équipe performante en intégrant notre C.V. en précisant la référence du poste choisi à SAGEM - Service du Recrutement - B.P. 210 - 95002 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Rejoignez une équipe performante en intégrant notre C.V. en précisant la référence du poste choisi à SAGEM - Service du Recrutement - B.P. 210 - 95002 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Rejoignez une équipe performante en intégrant notre C.V. en précisant la référence du poste choisi à SAGEM - Service du Recrutement - B.P. 210 - 95002 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Rejoignez une équipe performante en intégrant notre C.V. en précisant la référence du poste choisi à SAGEM - Service du Recrutement - B.P. 210 - 95002 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Rejoignez une équipe performante en intégrant notre C.V. en précisant la référence du poste choisi à SAGEM - Service du Recrutement - B.P. 210 - 95002 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Rejoignez une équipe performante en intégrant notre C.V. en précisant la référence du poste choisi à SAGEM - Service du Recrutement - B.P. 210 - 95002 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Rejoignez une équipe performante en intégrant notre C.V. en précisant la référence du poste choisi à SAGEM - Service du Recrutement - B.P. 210 - 95002 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Rejoignez une équipe performante en intégrant notre C.V. en précisant la référence du poste choisi à SAGEM - Service du Recrutement - B.P. 210 - 95002 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Rejoignez une équipe performante en intégrant notre C.V. en précisant la référence du poste choisi à SAGEM - Service du Recrutement - B.P. 210 - 95002 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Rejoignez une équipe performante en intégrant notre C.V. en précisant la référence du poste choisi à SAGEM - Service du Recrutement - B.P. 210 - 95002 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Rejoignez une équipe performante en intégrant notre C.V. en précisant la référence du poste choisi à SAGEM - Service du Recrutement - B.P. 210 - 95002 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Rejoignez une équipe performante en intégrant notre C.V. en précisant la référence du poste choisi à SAGEM - Service du Recrutement - B.P. 210 - 95002 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Rejoignez une équipe performante en intégrant notre C.V. en précisant la référence du poste choisi à SAGEM - Service du Recrutement - B.P. 210 - 95002 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Rejoignez une équipe performante en intégrant notre C.V. en précisant la référence du poste choisi à SAGEM - Service du Recrutement - B.P. 210 - 95002 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Rejoignez une équipe performante en intégrant notre C.V. en précisant la référence du poste choisi à SAGEM - Service du Recrutement - B.P. 210 - 95002 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Rejoignez une équipe performante en intégrant notre C.V. en précisant la référence du poste choisi à SAGEM - Service du Recrutement - B.P. 210 - 95002 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Rejoignez une équipe performante en intégrant notre C.V. en précisant la référence du poste choisi à SAGEM - Service du Recrutement - B.P. 210 - 95002 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Rejoignez une équipe performante en intégrant notre C.V. en précisant la référence du poste choisi à SAGEM - Service du Recrutement - B.P. 210 - 95002 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Rejoignez une équipe performante en intégrant notre C.V. en précisant la référence du poste choisi à SAGEM - Service du Recrutement - B.P. 210 - 95002 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Rejoignez une équipe performante en intégrant notre C.V. en précisant la référence du poste choisi à SAGEM - Service du Recrutement - B.P. 210 - 95002 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Rejoignez une équipe performante en intégrant notre C.V. en précisant la référence du poste choisi à SAGEM - Service du Recrutement - B.P. 210 - 95002 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Rejoignez une équipe performante en intégrant notre C.V. en précisant la référence du poste choisi à SAGEM - Service du Recrutement - B.P. 210 - 95002 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Rejoignez une équipe performante en intégrant notre C.V. en précisant la référence du poste choisi à SAGEM - Service du Recrutement - B.P. 210 - 95002 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Rejoignez une équipe performante en intégrant notre C.V. en précisant la référence du poste choisi à SAGEM - Service du Recrutement - B.P. 210 - 95002 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Rejoignez une équipe performante en intégrant notre C.V. en précisant la référence du poste choisi à SAGEM - Service du Recrutement - B.P. 210 - 95002 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Rejoignez une équipe performante en intégrant notre C.V. en précisant la référence du poste choisi à SAGEM - Service du Recrutement - B.P. 210 - 95002 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Rejoignez une équipe performante en intégrant notre C.V. en précisant la référence du poste choisi à SAGEM - Service du Recrutement - B.P. 210 - 95002 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Rejoignez une équipe performante en intégrant notre C.V. en précisant la référence du poste choisi à SAGEM - Service du Recrutement - B.P. 210 - 95002 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Rejoignez une équipe performante en intégrant notre C.V. en précisant la référence du poste choisi à SAGEM - Service du Recrutement - B.P. 210 - 95002 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Rejoignez une équipe performante en intégrant notre C.V. en précisant la référence du poste choisi à SAGEM - Service du Recrutement - B.P. 210 - 95002 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Rejoignez une équipe performante en intégrant notre C.V. en précisant la référence du poste choisi à SAGEM - Service du Recrutement - B.P. 210 - 95002 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Rejoignez une équipe performante en intégrant notre C.V. en précisant la référence du poste choisi à SAGEM - Service du Recrutement - B.P. 210 - 95002 CERGY-PONTOISE CEDEX.

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

ESC, Sciences Eco, BAC + 4, vivez une expérience unique !

Faire confiance. Former, épanouir, responsabiliser ceux qui intègrent notre société. Leur donner les atouts pour démarrer leur vie professionnelle, ce sont les priorités d'AUCHAN.

Comment se concrétisent-elles ? Un exemple :

Un nouvel hypermarché sous enseigne AUCHAN ouvre dans un mois à BRETAGNE-SUR-ORGE (91). Aujourd'hui, l'équipe qui prépare son lancement est prête à accueillir, former et intégrer quelques éléments dynamiques. Des hommes et des femmes à formation supérieure (ESC, Sciences Eco, BAC + 4), disposant ou non d'une première expérience, ayant un sens commercial certain, le goût du challenge ainsi que la volonté d'entreprendre et de décider.

Ils auront une formation complète pendant laquelle ils vivront l'ouverture, les techniques d'exploitation de ce magasin. Cette expérience unique leur permettra d'agir en véritable créateur d'entreprise, de mettre en valeur leur tempérament de « patrons », et leur capacité d'adapter l'innovation à l'action. Pour eux, elle constituera aussi l'opportunité d'apprendre et de vivre un métier passionnant aux facettes multiples.

Ensuite, ils verront confier la gestion de ce clientèle, gestion, animation commerciale, management du personnel...

Si vous voulez vivre cette expérience et rejoindre l'équipe qui lance cet hypermarché à BRETAGNE-SUR-ORGE, envoyez votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et références) à : référence M/2046 à MEDIA P.A. - 9, bd de la République - 75002 PARIS qui transmettra.

Participez
au lancement
d'un nouvel
hypermarché.

AUCHAN
DES HOMMES RESPONSABLES

THOMSON-CSF

La Direction de l'informatique interne de THOMSON-CSF, dans le cadre de son expansion, est amenée à renforcer ses équipes et recherche des

INGÉNIEURS MIAGE...

Ils auront un rôle de conseil et d'assistance technique auprès de nos clients utilisateurs des systèmes centraux IBM, dans les domaines soit scientifiques, soit de la gestion.

Il est nécessaire d'avoir des compétences dans un ou plusieurs des langages suivants : COBOL, CICS, DL1, MVS, TSO/SPE FORTRAN.

La connaissance de l'anglais lui est nécessaire. La taille, la diversité des problèmes traités et les possibilités d'évolution rendent ces fonctions particulièrement intéressantes.

Merci d'adresser votre dossier avec photo et rémunération souhaitée au Service du Personnel THOMSON-CSF, 33, rue de Vouillé, 75015 PARIS, sous référence IM.

DIRECTION
INFORMATIQUE INTERNE

IMPORTANT GROUPE PARISIEN D'ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS PROCHE BANLIEUE EST

recherche

UN ADJOINT

au Directeur du Département
des opérations financières

Profil :
- HEC ou équivalent.
- 30 ans environ.
- Expérience financière ou bancaire.
- Goût de la négociation.
- Esprit de développement.

Poste :
- Mise en place des opérations de refinancement des Sociétés (15 milliards d'encours).
- Négociation sur les marchés monétaires et éventuellement obligataires.
- Animation d'une équipe et utilisation d'un système informatique.

3 ATTACHÉS DE DIRECTION

Profil :
- Formation supérieure.
- Expérience cabinet ou service Audit.

Envoyer C.V., photo et références à : 43428 M à : BLEU publicité - 12, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX - (qui transmettra).

Jeunes électroniciens ou informaticiens

Dans le cadre du développement de NOUVEAUX SYSTÈMES DE HAUTE TECHNOLOGIE, la SAGEM recherche pour ses centres d'études et de développement de Pontoise :

Ingénieurs d'étude matériel et logiciel

De formation Ecole d'Ingénieurs ou DEA, ils auront à développer de nouvelles architectures de systèmes (Réf. 120/LM).

Techniciens en électronique

De formation Bac F.2, DUT ou BTS, ils participeront à l'étude, à l'intégration et à la mise au point en plateforme de systèmes de haute technologie.

Possibilités de déplacements : France et à l'étranger (Réf. 130/LM).

Analystes et programmeurs

De formation Bac H, DUT ou BTS, licence ou maîtrise en informatique, ils participeront à l'analyse et à la réalisation de logiciels temps réel.

Possibilités de déplacements : France et à l'étranger (Réf. 140/LM).

Rejoignez une équipe performante en adressant votre C.V. et en précisant la référence du poste choisi à SAGEM, Service du Personnel, B.P. 210 - 95523 CERGY-PONTOISE CEDEX.



- OSCAR 1980 de l'exportation.
- Prix de la performance exceptionnelle.
- 1^{er} constructeur européen de systèmes de navigation inertielle.
- 2^e constructeur mondial de terminaux télex.

Responsable programme cercles de qualité

Nord-Ouest de Paris

Importante société, C.A. 2 milliards, région Nord-Ouest de PARIS recherche son responsable du programme cercles de qualité.

Formation :
- Ingénieur A.M., ENSI ou INSA, etc., avec licence de psycho-sociologie ;
- ou DUT industriel avec maîtrise de psycho-sociologie.

Au sein d'une équipe d'organismes, intervenant dans les domaines d'activité de notre société, il aura une large autonomie pour assurer la promotion et le développement de nos produits de qualité.

Le candidat doit disposer :
- d'une bonne maîtrise du travail en groupe ;
- d'une grande capacité à travailler à tout niveau ;
- du sens de l'organisation.

Anglais indispensable.
Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et références en indiquant sur l'enveloppe la référence 2048 à :

MEDIA BA
9, Bd des Capucines, 75002 Paris
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

GROUPE ARCADE

(Groupe de Sociétés de Crédit Immobilier, S.A. H.L.M. et C.I.L.)

RECHERCHE SON :

DIRECTEUR DE PROGRAMMES

chargé d'animer une équipe de responsables d'opération expérimentales, et s'appuyant sur les services technique, administratif et commercial, il assure le développement de l'activité de construction (locatif et accession).

LE CANDIDAT RETENU DEVRA AVOIR :

- une expérience similaire à cette fonction.
- une maîtrise de la construction sociale.

La rémunération sera fonction de l'expérience acquise et des résultats déjà obtenus.

Adr. lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions à :

GROUPE ARCADE.

Gérard BOISSEAU,
rue de la Victoire,
75009 PARIS.

La ville d'ATHIS-MONS
18120 recherche un responsable
général des services techniques.
URGENT. Envoyer
candidature à : M. de
place de la République,
91205 ATHIS-MONS CEDEX.

Le Centre d'Informations
Financières organise en Août
un stage pour recruter
DES CONSEILLERS
COMMERCIAUX (H. ou F.)
- Très bonne paie, stage.
- Goût des contacts à haut
niveau.
- Salaire des responsables.
- Possibilités de promotion.
Ad. C.V. à : 22295 Pub. Adm. -
112, Ind. Voltaire, 75011 Paris.

SOCIÉTÉ DE PRODUITS CHIMIQUES ET PLASTIQUES, recherche

jeune TECHNICO COMMERCIAL

Niveau min. BTS chimie + 2 ans expérience
pour export. Anglais exigé - sera chargé de développer
clients, cours séjours à l'étranger.
Fixe + commission.

Envoy. C.V. PROMANU, 11, rue de Provence
75009 PARIS

gan
assurances

Incendie - Accidents PARIS LA DEFENSE

recherche

20 ANALYSTES PROGRAMMEURS débutants

LEUR MISSION :
- participer aux études et à la réalisation
d'un plan informatique fondamental pour
l'entreprise.

LEUR FORMATION :
- DUT informatique ou équivalent ;
- bonne pratique de la programmation
en COBOL.

NOTRE CADRE DE TRAVAIL :
- Temps Réel ;

- plus de 1000 terminaux ;
- importantes bases de données ;
- équipements IBM - CII HB ;

NOTRE OFFRE :
- un projet de grande envergure ;
- une formation appropriée ;
- une expérience enrichissante ;
- une possibilité de promotion rapide pour
les éléments de valeur.

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence PV 42
au Service du Personnel - Tour GAN Cedex 13
92082 PARIS LA DEFENSE.

Laboratoire de recherche du C.N.R.S. recherche TECHNICIEN ELECTRONICIEN

Niveau Bac + 3
Libre des O.M.

Conception et réalisation
des prototypes.
Insaturation micro-ordinateurs.
Maintenance appareils labo.

Env. C.V. à Laboratoire de neuro-
biologie cellulaire, C.N.R.S.,
91190 Gif-sur-Yvette.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

OFFRES D'EMPLOIS

La ville d'ATHIS-MONS (91200) recrute d'urgence :
un responsable
Attaché au Directeur pour
assurer la permanence d'ac-
cueil et d'orientation
des jeunes de 16 à 25 ans.
Adresser candidature au
curriculum vitae à :
ATHIS-MONS, place du
Général-de-Gaulle, 91205
ATHIS-MONS avant le
10 août 1982.

STÉ EXPORTATRICE
MACHINES
EMBALLAGE
recrutement international
80 km Ouest Paris.

2 COLLABORATEURS
TECHNICO-
COMMERCIAUX
- l'un parlant couramment
- l'autre parlant anglais

Expérience vente biens
équipements à haut niveau.
Postes nécessitant fré-
quentes voyages à l'étranger.
Possibilité logement.

Envoyer C.V. à : M. A. 24.03,
Opéra, 75002 Paris 01.
ÉPITEUR CHERCHE attaché
de presse compétents et orga-
nisés, avec expérience et
punch. Poste stable, intéres-
sant et bien rémunéré.
Métiers possibles.
Curriculum avec photo à :

M. A. 24.03,
Opéra, 75002 Paris 01.

propositions
diverses
Les candidats à l'emploi
à l'étranger sont nombreux et
varient (Canada, Australie,
Afrique, Amérique, etc.).
MIGRATIONS (LM), 2, rue Mon-
tigny, 75001 Paris.

formation professionnelle
Dans une région dont la vocation agro-alimentaire
et internationale ne cesse de s'affirmer,
L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE
ET D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES
DE BRETAGNE,
crée un cycle de spécialisation

AGRO-ALIMENTAIRE
INTERNATIONAL
Ses objectifs : une formation de cadres supérieurs de
l'agro-alimentaire, ouverte aux réalités internationales d'un
secteur en plein développement.

Ses moyens :
- 3 ans de cours dispensés par des experts professionnels
sur le plan national et international,
- 3 mois de stage de haut niveau en entreprise exporta-
trice, tant en France qu'à l'étranger.

Son environnement : le Bretagne représente :
- 1/3 de la production française de charcuterie-
saucissons (1^{re} région productrice - 1^{re} région
exportatrice);
- 20 % de la production laitière transformée
(1^{re} région productrice - 1^{re} région exporta-
trice);
- 40 % de l'abattage et de la découpe de volailles
(1^{re} région productrice - 1^{re} région exporta-
trice);
- 40 % de la production de légumes surgelés
(1^{re} région productrice - 1^{re} région exporta-
trice).

Admission : avec ou sans expérience professionnelle,
diplômés ou non, commerce, sciences, lettres, langues,
vétérinaires, maîtrise des sciences écono-
miques, de langues...

REINFORMATIONS : M. BREST,
2, avenue de Provence, B.P. 214,
29272 BREST CEDEX.
Téléphone : 02-25-01.

Inscriptions : l'ordre d'arrivée des dossiers, jusqu'au
10 septembre. Informations téléphoniques
jusqu'au 30 juillet.

automobiles **ventes**
de 5 à 7 C.V.

VENDE VOLKSWAGEN
modèle 1300
moteur-embayoné 1000 km.
Tous bon état général, 500 F.
Tél. et 1-49-70.

automobiles **divers**
cent mille pneus
en moins d'une heure
toute prestation immédiate
sans rendez-vous
pneus, amortisseurs, freins, parallélisme,
spécialiste des jantes et pneus larges
taille-basse

148, rue de la Reine 92100 BOULOGNE 603.02.02

Part. et tous D. 1000 km.
61.000 km, boîte 5 vit., 4 ties
pneus, 25.000 F. 1000 km. Bap-
era et 4 roues alu. 35.000 F.
3.000 F. Tél. : 781-69-88.

LANCIA
AUTOBIANCHI
Concession PARI 4e
PRIX SPECIAL
du 17 au 30-7
Jean-Moulin
539-57-33+

OCCASIONS
SANS
QUALITÉ-PRIX
Volvo 264 GL 77
110.000 km : 30.000 F.
Opel Ascona LS 78
50.700 km : 18.000 F.
Opel Rekord break diesel 80
108.000 km : 32.000 F.
Opel Break Rekord 81
12.814 km : 6.500 F.
Mazda 923 1.6 82
14.500 km : 41.000 F.
Peugeot 306 break SR 81
50.600 km : 40.000 F.
VOLVO-NEUILLY
747-50-05
16, rue d'Orléans - NEUILLY

secrétaires secrétaires

recherche pour le service des annonces du Journal.

Le Monde
Secrétaire

Elle devra justifier :
- d'un BTS secretariat
- d'un sens de la logique, de la méthode et de l'organisation
- d'un contact téléphonique agréable
- d'une expérience d'un an minimum
Hors l'activité liée à la fonction elle travaillera quelques jours par mois sur un
terminal en vue de sortir des tableaux statistiques.
- Stage de formation prévu.

Poste à pourvoir mi-août 1982.
Veuillez adr. CV, photo et prétentions s/réf. 7596 M.
Régie-Presse Service le Monde, 85 bis rue 75002
Les convocations auront lieu à partir du 2 août 82

représentation
offres
IMPORTANTE
SOCIÉTÉ
DE SPORTSWEAR
implantée dans la
région Rhône-Alpes
pour le secteur :
- pour hommes
- pour femmes
- pour enfants

REPRÉSENTANT (E)
CARTE UNIQUE
travaillant (e)
dans les magasins spécialisés
en sportswear.
Pour le secteur :
- pour hommes
- pour femmes
- pour enfants
75, 77, 79, 81, 82, 83, 84, 85.
Secteur : tous commerces.
Libre de suite.
Téléphone : (74) 65-58-28.

DEMANDES D'EMPLOI
CHEFS D'ENTREPRISE
L'Agence Nationale Pour l'Emploi
vous propose : sélection de collaborateurs :
- INGENIEURS (spécialisations)
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

CADRE FINANCIER INTERNATIONAL : ans,
Sciences Po, Sciences Eco, I.C.G. 1982, anglais, suédois,
espagnol, connaissances allemand, grec et russe. Expe-
rience bancaire, puis 10 ans de responsabilité pour le
financement de biens d'équipement, gestion de risques
complexes (taux de change, japonais, création
filiale Amérique latine...). Sans de contact et de la négo-
ciation internationale aux relations de haut niveau
(banques, administrations). Grande disponibilité. Possi-
bilité d'installation à l'étranger (U.S.A., Scandinavie...).

RECHERCHE : cherche à évoluer dans entreprise dyna-
mique quelle que soit sa taille, afin de renforcer son
département international et/ou sa présence locale hors de
France. (Section BCO/JCB 247.)

ÉTUDIANTE EN DROIT, 29 ans, une expérience
dans les secteurs socio-culturels (autonomes, anima-
tion, théâtre et théâtre), maîtrise d'une maîtrise de direc-
tion moderne et d'un diplôme de secrétariat de direc-
tion.

RECHERCHE : Emploi à mi-temps
qu'auxiliaire collaboratrice dans secteur
ou juridique. (Section BCO/JCB 248.)

CHEF DES VENTES, 43 ans, ENREA,
anglais, 20 ans d'expérience hydraulique
pompe (chauffage, industrie) et expérience export
(Afrique du Nord). Négociations et contacts à haut
niveau. clientèle, installateurs, grossistes,
cristalliers, hommes de terrain.

RECHERCHE : Similaire dans l'I.M.E./P.M.I.
désirant développer réseau commercial, P.R. (dépla-
cements acceptés régulier). (Section BCO/JCB 249.)

J. F. PSYCHOLOGUE, 27 ans, D.E.S.S. en psycho-
pathologie, spécialiste test de personnalité (T.A.T., Ror-
schach et Q.I.), 2 1/2 ans d'expérience en instituts péda-
gogiques et recrutement (société de services) : animation de
formation. Dynamique, sens du contact, habitude du
travail de groupe.

RECHERCHE : Similaire dans l'I.M.E./P.M.I.
désirant développer réseau commercial, P.R. (dépla-
cements acceptés régulier). (Section BCO/JCB 249.)

ECRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75438 PARIS CEDEX 08
Tél. : 286-44-40, pages 33 ou 28.

ANPE
Homme, 40 ans
REDACTEUR VIE
FRANCAIS
emploi à temps partiel
ou courtage.
Notions comptabilité
et informatique.
Sect. s/m 6.330, le Monde Pub.
annonces CLASSÉES.
8, rue des Italiens, 75003 Paris.

J. H. 27 ans, expérimenté
COPRODUCTEUR recherche
PRINCIPAL DE
SYNDIC
Disponible.
et 686-16-31.

PROF. MATHS
Carrière dynamique
cherche en/ou pour région
525-47-59 ou 16 42-32.

**Jeune fille sérieuse, fille de mé-
decin, 18 ans et demi, maîtrise
situation au pair en France, 4 à
6 semaines de maintenance.
Téléphone : 16-44-958-500.**

INSTITUTEUR DIPLÔMÉ ÉCOLE
française,
rech. poste pr. sept., prim. ou
matern., temps complet ou mi-temps.
École ou réf. de famille, rec.
tes pr. pour
Téléph. 16-44-958-500.

ESPAÑOL, 26 ans, résident en
France, maîtrise esp., 4 années de
psychologie, rech. pour sept.
collaboration dans cabinet de
psychologie ou hôpital ou so-
ciétés. Recoit tr. propositions.
Cours d'espagnol pour Paris.
Tél. : 012-05-64 (Euzenn).

**Jeune fille allemande,
hygiène, 18 ans, recherche un
travail pendant les vacances
pour le mois d'août dans une
famille avec des enfants.
Téléph. au 18-48-905-1176.**

**Analyste financier,
5 ans exp., ch. emploi sérieux.
Entre sous le n° 034834 M.
RÉGIE-PRESSE
86 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.
Téléph. 16-44-958-500.**

travail
à domicile
SECRÉTAIRE ch. trav. descriptif
FRANCAIS, ANGLAIS, sur ma-
chine d'écriture, tr. rapi-
fact, dans env. T. 220-11-76,
poste 22 ou 214-51-77.

travaux
à façon
Rédaction techn. et technico-
comm., microédition, découpe
soufflée, prés. suiv. demande.
ouvert août. T. (8) 010-77-47.

villegiature
COTE D'AZUR - VAR
à louer août - septembre
Villas domini de Glau Saint
Appartements proches mer
Agence de la FAVERIE
Téléph. 16-44-958-500.

trouver
UN
EMPLOI
LE CENTRE D'INFORMATIONS
DE L'EMPLOI vous propose
GUIDE COMPLET (250 pages) :
- Les 3 types de C.V.
- Bonne réponse aux tests.
- Graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes d'entretien, etc.

Pour inform., écrire CIDEH M.
S. eq. Mondovi, 78 La Chesnay.
Téléph. 16-44-958-500.

L'immobilier

appartements **vente**

1^{er} arrdt
PALAIS ROYAL calme, soleil
5 P. 60 CARACTÈRE
44, 40 m², S. à m. 3 ch. 2 ba-
is. 300.000 F.
LES HALLES
100 m², ch. liv. 2 ch. caractère
R. de la VERRÈRE, pierre et
plâtre, mod. 14 h 15 h.
40 m², 3^e ét. Tél. : 723-30-88.

5^e arrdt
JUSSIEU. Calme, soleil, à
l'avenue, mod. 2^e, 32 m²,
P. 200.000 F. Tél. 272-40-19.

JARDIN DES PLANTES
LE POLYVALE
DU 1 AU 5 PIÈCES
Quelques DUPLEX TERRASSES
Livrés entièrement équipés
Lumin. murale, moquette et
carrelage au sol, 2^e étage.
LIVRAISON FIN 1982

1^{er} arrdt
R. DOUDEAUVILLE, 100 m²,
ch. liv. 3 ch. 500.000 F.
Box. 298-00-10.

18^e arrdt
R. Georges-Landreau,
56, rue Georges-Landreau,
quartier calme, bureau, cuisine,
salle de bain, 2 ch. mod. 1^{er}
ét. mod. 1^{er} ét. mod. 1^{er} ét.
3 ch. 1^{er} ét. mod. 1^{er} ét.
T. 702-47-59 ou 523-47-57.

20^e arrdt
Pro Segrais, 60 m², 3 ch. 1^{er}
ét. mod. 1^{er} ét. mod. 1^{er} ét.
3 ch. 1^{er} ét. mod. 1^{er} ét.
T. 702-47-59 ou 523-47-57.

78-Yvelines
VITROFLAY, 1^{er} ét. mod. 1^{er} ét.
double séjour, 4 ch. mod. 1^{er}
ét. mod. 1^{er} ét. mod. 1^{er} ét.
T. 480.000 F. - 983-85-13.

NOISY-LE-ROI 78
VENTE appartement, 86 m² living
double, chambre, bureau, cuisine,
salle de bain, 2 ch. mod. 1^{er}
ét. mod. 1^{er} ét. mod. 1^{er} ét.
T. 288-23-89 ou 209.
sur 852-76-41.

7^e arrdt
RUE DE LA VILLE 170 m², 4-5
P. + poss. 60 m² en duplex
DORREYAT. Tél. 637-23-47.

9^e arrdt
CONDORCET imm. pierre de T.
11 P. 20 m² 800.000 F.
P. 60 m² 800.000 F.
P. 100 m² 800.000 F.
P. 130 m² 800.000 F.
P. 175 m² 800.000 F.
HERON, 88, Rue Condorcet.
Téléphone : 281-35-01.

11^e arrdt
220 m², 850.000 F.
Lett. ou Commercial
à m. ou s. cour - 850-34-00.

13^e arrdt
UNIVERSITÉ DE TOULIAU
imm. mod. 4 ch. mod. 1^{er} ét.
équipée, salle de bain
46 m², prix 350.000 F.
GABRIEL 567-22-98.

14^e arrdt
2 Récept., 4 ch. mod. 1^{er} ét.
terrasses

70 m² SUR PARC.

SAINT MANDE particulier
vend dans une immédiate bour-
geoise, 2 pièces tout ch. grande
cuisine, salle de bain avec fenê-
tre sur le jardin, 4 ch. mod. 1^{er}
ét. mod. 1^{er} ét. mod. 1^{er} ét.
T. 850.000 F. Tél. 877-88-88.
Tous et tous le soir après 18 h.

Étranger
APPELLEMENTS - USA
En complet résident, actif de
la plus fameuse station touristi-
que des États Unis orientaux
et administré par une impor-
tante chaîne hôtelière. Rende-
ment net 10 % garanti par banque.
Prix minimum US\$ 100.000
dont US\$ 50.000 hypothèque.
Engagement individuel des
apports dans le registre foncier.
pendant tout août.
Int. par Immobilier Chassagnat
S.A. C. A. San Gonzalo 32
6530 Chassagnat (France)
Tél. 0041 91 44 77 01.

Part. vend Maison standing.
HOUSTON-TEXAS, 2 ch. mod. 1^{er}
ét. mod. 1^{er} ét. mod. 1^{er} ét.
rentabilité. Prix : 500.000 F.
dont 280.000 F. au com-
p. sol. 1^{er} ét. mod. 1^{er} ét.
DORREYAT - Tél. : 822-03-04.

Etude de feu M. J. APAP,
notaire à Arc-en-Barrois
(Haute-Marne)
M. J. APAP, Administrateur, A.
vd. à Chaumont (52), plein
cent. ville, emplacement, com-
p. 2 ch. mod. 1^{er} ét. mod. 1^{er} ét.
de bur. 1^{er} ét. mod. 1^{er} ét.
ère vend. en bur. Sup. d'env.
prise au sol 485 m². Pour tous
renseign. et visiter, s'adresser à
l'étude (16.26.02.02.02).

Recherches pour 1^{er} janvier 1983
à PARIS
UN LOCAL COMMERCIAL
DE 1^{er} ORDRE
D'UNE SURFACE DE 300 à 500 M²
pour la vente de meubles et électroménagers.
Beaucoup de vitrines.
Faire proposition détaillée sous la
réf. 410 M à :
PUBLISCOPE JUNIOR, rue Royale 75008 PARIS sud 11 11111

maisons **individuelles**
CLAMART
Maison neuve, 6 p. mod. 1^{er} ét.
gar., cave, coll. architecture
originales, antiques, terrasses,
champs. Livrable fin 1982.
1.350.000 F. Tél. : 639-76-88
(sam., dim. : 64-58-00).

les annonces classées

Le Monde

sont reçues par téléphone

du lundi au vendredi

de 9 heures à 12 h. 30

de 13 h. 30 à 18 heures

au 296-15-01

locations non meublées demandes

Paris
OFFICE INTERNATIONAL
rech. pour direction
après de standing à Paris
plus - 281-10-31

EMBASSY-SERVICE
8, av. de Messine 75008
PARIS rech. pour allent.
étrang. et Dispers. APPARTS.
HOTELS PARTICULIERS et
VILLAS PARIS ou en réside.
562-78-99.

PROPRIÉTAIRES
Pour louer rapidement,
SANS FRAIS et SANS
visite appartements vides
et meublés à Paris et banlieue.
Téléphone : au 282-12-50.

PROPRIÉTAIRE - LOUEZ
rapidement. Clientèle assurée.
Service gratuit. - 770-88-85.

bureaux
Achats
EMBASSY - SERVICE
rech. pour IMPLANTATIONS
à l'étranger. Tél. : 562-62-14.

VOTRE BUREAU SOCIAL
S.E.L. - S.C. - R.M.
Démarches et tous services
permanents et téléphoniques
355-17-50.
MEMBRE F.F.S.D.

VOTRE BUREAU SOCIAL
S.E.L. - S.C. - R.M.
Démarches et tous services
permanents et téléphoniques
355-17-50.
MEMBRE F.F.S.D.

Locations
Domiciliations
Tél., Tél. ext.
Création d'Entreprises
Bureaux, toutes démarches
pour constitution de sociétés.
ACTE S.A. 261-88-88 +

pavillons
37-CHASSEAU-CHENONNEAU
part. vend 1^{er} et 2^e ét. mod. 1^{er}
ét. mod. 1^{er} ét. mod. 1^{er} ét.
T. 450.000 F. Tél. 450-00-00.
Téléphone au (47) 29-83-60.

Val-de-Marne
CRÉTEL UNIVERSITÉ Récent
60 m², ch. mod. 1^{er} ét. mod. 1^{er}
ét. mod. 1^{er} ét. mod. 1^{er} ét.
T. 422.000 F. - 11 11 11.

BOULOGNE
RUE DE LA VILLE 170 m², 4-5
P. + poss. 60 m² en duplex
DORREYAT. Tél. 637-23-47.

BOULOGNE
RUE DE LA VILLE 170 m², 4-5
P. + poss. 60 m² en duplex
DORREYAT. Tél. 637-23-47.

BOULOGNE
RUE DE LA VILLE 170 m², 4-5
P. + poss. 60 m² en duplex
DORREYAT. Tél. 637-23-47.

BOULOGNE
RUE DE LA VILLE 170 m², 4-5
P. + poss. 60 m² en duplex
DORREYAT. Tél. 637-23-47.

BOULOGNE
RUE DE LA VILLE 170 m², 4-5
P. + poss. 60 m² en duplex
DORREYAT. Tél. 637-23-47.

BOULOGNE
RUE DE LA VILLE 170 m², 4-5
P. + poss. 60 m² en duplex
DORREYAT. Tél. 637-23-47.

BOULOGNE
RUE DE LA VILLE 170 m², 4-5
P. + poss. 60 m² en duplex
DORREYAT. Tél. 637-23-47.

BOULOGNE
RUE DE LA VILLE 170 m², 4-5
P. + poss. 60 m² en duplex
DORREYAT. Tél. 637-23-47.

BOULOGNE
RUE DE LA VILLE 170 m², 4-5
P. + poss. 60 m² en duplex
DORREYAT. Tél. 637-23-47.

BOULOGNE
RUE DE LA VILLE 170 m², 4-5
P. + poss. 60 m² en duplex
DORREYAT. Tél. 637-23-47.

BOULOGNE
RUE DE LA VILLE 170 m², 4-5
P. + poss. 60 m² en duplex
DORREYAT. Tél. 637-23-47.

BOULOGNE
RUE DE LA VILLE 170 m², 4-5
P. + poss. 60 m² en duplex
DORREYAT. Tél. 637-23-47.

BOULOGNE
RUE DE LA VILLE 170 m², 4-5
P. + poss. 60 m² en duplex
DORREYAT. Tél. 637-23-47.

BOULOGNE
RUE DE LA VILLE 170 m², 4-5
P. + poss. 60 m² en duplex
DORREYAT. Tél. 637-23-47.

BOULOGNE
RUE DE LA VILLE 170 m², 4-5
P. + poss. 60 m² en duplex
DORREYAT. Tél. 637-23-47.

BOULOGNE
RUE DE LA VILLE 170 m², 4-5
P. + poss. 60 m² en duplex
DORREYAT. Tél. 637-23-47.

BOULOGNE
RUE DE LA VILLE 170 m²,

Le Monde

régions

DANS LE CENTRE ET LE MIDI

Les agriculteurs sont sévèrement touchés par la sécheresse

Le beau temps et l'ardeur du soleil font l'affaire des estivants et l'industrie du tourisme. Mais ce bel été a son revers : les agriculteurs ne peuvent plus nourrir leurs bêtes, les responsables de la distribution de l'eau voient leurs réserves tarir, les pêcheurs constatent la mort des cours d'eau et les pom-

piers sont sur les dents. La sécheresse qui sévit sur les régions méridionales est en passe de tourner à la catastrophe.

La Lozère et la Haute-Loire ont été déclarées zones sinistrées le 11 juillet. L'Aveyron vient de bénéficier de la même mesure. Celle-ci ouvre droit pour les agricul-

teurs à des indemnités, mais il faudra attendre la fin de l'année ou, à tout le moins, la rentrée définitive des crédits pour les faire verser. Aussi les organisations agricoles grognent-elles. Elles demandent partout des mesures d'urgence pour éviter que les éleveurs ne soient obligés de vendre leurs troupeaux.

Dans certains départements du centre, aussi bien que dans le Var, nombre de communes ont pris des mesures de restriction dans la distribution de l'eau. Dans l'Aude, le maire de Villégailhenc a même fixé à 500 francs l'amende infligée à toute personne prise « à jet d'eau à la main » en train d'arroser ses pelouses.

En Haute-Loire : la grogne des éleveurs

De notre correspondant

Le Puy. — Je ne sais pas si les éleveurs arriveront à nourrir leur cheptel d'ici une quinzaine de jours. Le mois d'août sera très difficile à passer. Au cours de ces dernières années, l'élimination de la brucellose et les améliorations génétiques ont permis d'obtenir des troupeaux aux performances excellentes et voilà que tout risque d'être remis en cause. M. Jacques Volle, chef de service à la chambre d'agriculture de la Haute-Loire, ne cache pas son inquiétude. C'est pire qu'en 1976, dit-il. Claude Broc, animateur de la F.D.S.E.A., estime que la production fourragère est en baisse de 70 % et, dans certains secteurs, notamment à Montbrison, à 80 %. La première coupe a permis de ramasser le tiers de la récolte habituelle, la deuxième coupe fut inexistante.

Les organisations professionnelles, F.D.S.E.A. et C.D.J.A., demandent que les remboursements d'emprunts soient différés et que tous les agriculteurs reçoivent une aide de l'État pour couvrir les pertes. L'animateur de la F.D.S.E.A. lance une mise en garde : « Nous sommes au stade des négociations. Si les solutions proposées ne sont pas trouvées, je puis vous assurer que les agriculteurs réagiront vigoureusement. »

A situation exceptionnelle, dispositif exceptionnel. Tandis qu'une cellule de crise a été mise en place à la préfecture, les organisations professionnelles constituent un « comité sécheresse » chargé notamment

de l'approvisionnement du bétail. Le département de la Haute-Loire a été déclaré sinistré le 13 juillet. Le conseil régional et le conseil départemental ont voté une subvention de 450 000 F. Le conseil départemental a voté une subvention de 300 000 F. Le conseil régional a voté une subvention de 300 000 F. L'Agence de l'eau Loire-Bretagne a voté une subvention de 300 000 F. L'Agence de l'eau Loire-Bretagne a voté une subvention de 300 000 F.

A l'heure actuelle, l'alimentation en eau s'effectue de façon satisfaisante.

Mais les cours d'eau sont à leur niveau le plus bas. Le commissaire de la République a mis en garde les consommateurs, en diffusant la communication suivante : « La parfaite possibilité de l'eau ne peut être entièrement garantie, compte tenu des manipulations dans des citernes souvent exposées au soleil. Il est recommandé aux usagers de procéder à des stérilisations. Les baigneurs sont invités à se renseigner sur les risques de pollution et à éviter les eaux stagnantes. » Ajouter des feux en plein air ou expressément défendus. L'usage de cigarettes ou tout réglementé par décret préfectoral : « Il est interdit de fumer à l'intérieur et jusqu'à une distance de 200 mètres des constructions de maçonnerie. » (Interim).

Dans le Var : seize communes demandent à être déclarées sinistrées

De notre correspondant régional

Marseille. — La canicule qui sévit sur la Côte d'Azur ajoutée à une sécheresse qui dure depuis des mois a provoqué dans le Var des dégâts encore à évaluer. La baisse du rendement des céréales atteindrait 30 à 40 %. Même diminution attendue pour les fourrages. Dans la plaine d'Hyères les cultures maraîchères et florales ont souffert d'un coup de chaleur dans les premiers jours de juillet. Le thermomètre est monté jusqu'à 42 degrés.

Le Syndicat des vignerons du département a souhaité qu'on lève l'interdiction d'arroser les vignes. La réponse tardant à venir, certains vignerons ont récemment passé outre. Quinze communes ont d'ores et déjà demandé à être déclarées sinistrées au titre de la loi sur les calamités agricoles.

Un peu partout, les rivières sont quasiment à sec. A son embouchure, près d'Hyères, le Gapeau ne roule plus que 100 litres par seconde, soit deux fois moins qu'en période normale. Dans l'Argens il ne passe plus que 1 500 litres d'eau à la seconde, soit beaucoup moins que lors de la précédente grande sécheresse en 1967. On n'avait pas vu cela depuis des décennies. La vie piscicole est en grand péril. « Tous nos efforts de peuplement sont anéantis en une saison », constate M. Henri Bételle, président de la Fédération des pêcheurs du Var.

Pour sauver les transports avec des engins, on les transporte sur des camions de Quinson et de la Verdon. Mais on ne peut pas transporter plus de vingt mille, car les déversements sont interdits.

Le niveau des mers s'abaisse, danger de coupures de sources se tarissant. On coupe l'eau certains jours, on diminue la pression pendant la nuit. Dans le centre et le nord du département, les pompiers sont obligés, depuis le début du mois, d'assurer une quarantaine de livraisons par jour pour dépanner des fermes isolées. Une dizaine de communes ont entre-

pris des forages de secours grâce à une aide de 1 million de francs débouquée par le conseil général. Chez les responsables de la lutte contre les incendies, l'inquiétude règne : « Jamais à cette époque, depuis le début de la saison, n'avait atteint de telles proportions. Nous sommes à la merci du mistral. » Pourtant, le conseil général a plus limité qu'on ne le redoutait. Bien que l'on ait enregistré jusqu'à cinquante-six feux de forêt ou 1 800 hectares détruits depuis le début de l'année, on estime que les pertes inférieures à celles de 1979, l'année terrible au cours de laquelle, pendant la même période, 10 500 hectares étaient partis en fumée.

Il est vrai que l'été du Var n'a jamais été aussi paisible. Tous les guets et patrouilles ont été multipliés. Dans les communes du Var, les forces de police et de gendarmerie ont été renforcées pour la surveillance. Dans le Var, le nombre de véhicules immatriculés a passé de cent quatre-vingt-quatre à deux cent soixante. A l'échelle des quatre départements du Midi, les moyens aériens ont été considérablement renforcés.

Un incendie comptait déjà deux cadavres et trois DC 6. On leur a reproché d'être trop lents. Les avions ont été renforcés. On leur a reproché d'être trop lents. Les avions ont été renforcés. On leur a reproché d'être trop lents. Les avions ont été renforcés.

En Lozère : la mort des truites au pays des sources

De notre correspondant

Mende. — Ma vie, je l'ai passée au pays des sources, dit un octogénaire habitant de Mende. Le Lozère, pays de sources et de châteaux d'eau, connaît cette année une situation exceptionnelle. A la Fédération de pêche, on parle de « catastrophe pour la vie aquatique ». Dans la plupart des communes, les sources ont été interrompues la nuit dernière à l'eau entre 21 heures et 7 heures afin de préserver les réserves et de mettre un terme à des arrosages excessifs pendant la nuit. La municipalité de Mende a, par exemple, l'eau coupée aux fontaines, les W.C. publics sont alimentés par des installations de secours. Les employés communaux n'ont plus le droit de la ville pour arroser les espaces verts, ils vont jusqu'au Lot avec des camions-citernes.

Immédiatement, les agriculteurs qui ont subi le préjudice le plus sérieux. Déjà, en 1981, le manque de fourrage a entraîné la mort de nombreux animaux. Cette année, les mesures d'urgence sont prises pour éviter la catastrophe.

Le département, 65 % de la production fourragère est détruite. Les pertes sont évaluées à 170 millions de francs. Pour les céréales, la perte estimée s'élève à 25 millions de francs.

Aussi la Lozère a-t-elle été déclarée département sinistré le 11 juillet. Pour la F.D.S.E.A., la procédure de calamité agricole ne peut venir en aide aux agriculteurs qui ont partiellement et trop tardivement acheté des fourrages. La plupart des exploitants ont dû acheter des fourrages à l'étranger pour nourrir leur cheptel. Ils n'ont pas les moyens financiers de le faire. Certains éleveurs sont contraints de vendre leur cheptel. Il nous faut des mesures exceptionnelles en urgence.

En attendant, les paysans lozériens se sont groupés pour passer la nuit à faire du fourrage et s'occuper eux-mêmes de faire venir par camion la paille du Calvados. On n'est jamais mieux servi que par soi-même.

JEAN-MARC GILLY.

DANS LE SUD DE LA FRANCE

Mille hectares incendiés durant le week-end

Onze pompiers blessés

De violents incendies ont éclaté par un vent de 70 à 80 km/h ont ravagé plus d'un millier d'hectares de pinède et de broussaille dans le sud de la France. Onze pompiers ont été blessés.

Le Ciroc (centre inter-régional de la sécurité civile) l'alerte a été déclenchée une vingtaine d'heures après la seule journée de juillet. Mais, c'est tout entre Cassis et le Ciotat (Bouches-du-Rhône) que le feu s'est le plus vite étendu. Prenant dans une pinède, il a dévasté un millier d'hectares avant d'être finalement circonscrit. Environ 600 hommes, une centaine de véhicules, les 7 escadriers et 4 DC6 disponibles n'ont pas eu trop pour en venir à bout. Les secours ont dû évacuer deux campings ainsi qu'une école de H.L.M. proche des chantiers navals.

Il a fallu beaucoup moins de temps aux pompiers pour circonscrire trois importants feux qui se sont déclarés à Sainte-Anne-du-Castellet, à Saint-Cyr et à la Cadière d'Azur, dans le Var.

Et la circulation a pu reprendre avant 22 heures sur les trois casernes de pompiers et deux avions « treuils-commander » (les Canadair étant occupés par les incendies des Bouches-du-Rhône).

Ce lundi 7 heures, tous les incendies dans le sud-est de la France sont circonscrits. Les équipes de secours n'en restent pas moins sur le pied de guerre et resteront tout l'été. Le vent qui continuera de souffler dans les jours à venir ne facilite pas leur travail. Jusqu'au 21 septembre, l'armée de l'air et l'armée de terre - avec dix régiments au moins et des hélicoptères - resteront en alerte pour prêter main forte si nécessaire au Ciroc.

Le Monde RÉALISE CHAQUE SEMAINE UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE spécialement destinée à ses lecteurs résidents à l'étranger. Exemplez spécimen sur demande.

TAGORA
305-505



Prix choc sur le stock disponible

NEUBAUER

téléphonez vous serez étonnés

M. GÉRARD 821.60.21

Édité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérant : André Laurens, directeur de la publication.
Anciens directeurs : Robert Beauvillier (1944-1980) Jacques Fauvet (1980-1982)

Imprimerie du Monde, 5, rue de la Harpe, PARIS-20.

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437. ISSN : 0395 - 2037.

ODOUL AGENT
meubles
208-10-30
16, rue de l'Atlas 75019 Paris

Profitez d'un avant-goût du Paradis en vous rendant à Colombo.

avec nous sur notre île paradisiaque de Sri Lanka excellent confort d'un Tristar. Nos avions partent de Paris pour Colombo chaque vendredi et dimanche. Vous apprécierez au cours de votre voyage ce service aérien et chaleureux propre aux habitants de paradis. **AIRLANKA**
Un avant-goût du Paradis
Consultez votre agence de voyages Air Lanka à Paris.
Tél. 297 43 44, 9, rue du 4 Septembre, Paris 75002.

RÉGIONS

Ile-de-France

A Villiers-sur-Marne

Heur et malheur d'une maison de retraite

Depuis 1976, la résidence de personnes âgées construite à Villiers-sur-Marne (Val-de-Marne), une des plus belles de France, n'a pas trouvé d'occupants. Alors que le chantier arrivait à son terme et que 20 millions de francs avaient été engagés, les travaux furent arrêtés brutalement, à la suite de difficultés financières de l'organisme constructeur. L'association, pourtant, se dessine.

Tout a commencé en 1967. La création d'une maison de retraite à Villiers-sur-Marne (Val-de-Marne) provoqua la constitution, en 1968, d'un syndicat intercommunal pour la création et la gestion provisoire de la résidence.

Les communes intercommunales dans l'ancien canton de Boissy-Saint-Leger, regroupant quatorze communes.

Fort de ce premier succès, le syndicat a poursuivi la construction d'un bâtiment de quatre-vingt lits dans une commune. Un terrain de 13 000 m² fut déniché à Villiers et acquis à la suite d'une déclaration d'utilité publique (DUP) en mai 1969.

Ne disposant pas de ressources financières suffisantes, le syndicat fut alégué par la commune de la santé de l'association régie par la loi de 1901. Eurostat, son vrai nom, association européenne de l'habitat, a pour ambition la promotion d'une organisation de services de séjour et de loisirs en faveur des personnes en activité, de rentiers et de retraités dans le cadre européen. Créée le 1^{er} août 1965, elle offre apparemment toutes les garanties de sérieux et de solidité. Le syndicat décide, le 15 juin 1972, de lui confier la construction et la gestion d'un foyer-logements et de lui verser au préalable, par un emprunt, quatre-vingt-dix-neuf millions de francs. En contrepartie, le syndicat doit pouvoir compter sur quatre-vingt logements.

Le chantier débuta en novembre 1974 et se poursuivit intensément jusqu'en juillet 1976. Les travaux furent alors terminés ; il ne restait plus qu'à aménager l'intérieur et exécuter. Les travaux coûtèrent 20 millions de francs. Il ne faudrait encore 8 millions pour achever l'ensemble. Mais l'association Eurostat est à bout de souffle. Les ré-

novelliers et le Voisin enregistrèrent des découvertes importantes.

Le bilan de l'association laisse apparaître une perte de gestion de 6,7 millions en 31 décembre 1976.

Le 5 décembre 1978, le tribunal de grande instance de Paris rendit un jugement déclarant en préjudice Eurostat, qui voudrait donc la somme des créanciers ; le Syndicat intercommunal, qui veut ses quatre-vingt lits.

La convention signée entre Eurostat et le syndicat prévoit que le syndicat peut récupérer le terrain, mais en échange la participation du Syndicat intercommunal. Aussi celui-ci vient-il d'adresser au secrétaire d'Etat une lettre lui demandant, dans l'hypothèse où les projets de loi de décentralisation ne seraient pas votés, de revenir à la situation antérieure mise au point avec la S.C.I.C. en 1981 et d'honorer les engagements qui ont été pris par les pouvoirs publics.

Le syndicat affirme n'avoir eu été mis de propositions concrètes. « On sait que l'opération de décentralisation est toujours envisagée, mais on ignore le montage financier et les modalités », déclare-t-on au secrétariat de M. Polier, où l'on se veut chagriné de voir l'opération « repartir de zéro ».

et les engagements financiers de la commune ne furent pas repris.

En octobre 1981, M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat aux personnes âgées, visitant Villiers, s'installa à son tour à la résidence. Celle-ci, transformée en établissement public départemental pourrait être la première des vingt unités qui recevront dans une partie de leurs locaux les pensionnaires de la Maison de Nanterre, qui héberge des vieillards nécessiteux.

La décentralisation de Nanterre

Les réunions de travail avec la ville de Villiers, le département et la province ont eu lieu, mais sans la participation du Syndicat intercommunal. Aussi celui-ci vient-il d'adresser au secrétaire d'Etat une lettre lui demandant, dans l'hypothèse où les projets de loi de décentralisation ne seraient pas votés, de revenir à la situation antérieure mise au point avec la S.C.I.C. en 1981 et d'honorer les engagements qui ont été pris par les pouvoirs publics.

(1) M. M. (U.D.F.) fut, de février 1980 à mai 1981, porte-parole de l'Elysée.

FRANCIS GOUGE.

GRANDS ENSEMBLES

Un été de plus à La Courneuve...

La tour se dresse, phare écarlate de vingt-six étages, au centre de la « Cité des 4 000 logements ». Ici, à La Courneuve, « les 4000 », on en parle beaucoup, surtout pour l'envie de l'agressivité des commerçants. Les 14 000 personnes qui habitent cet ensemble, classé parmi les « lots sensibles » de la commune, ont été évacués par la police.

Depuis, au Yuro, l'atmosphère est au désenchantement : on sait que les travaux de la tour se poursuivent et que l'on ne peut pas aller à la messe, une situation difficile à supporter. C'est aussi l'opinion qu'exprime M. Jacques Lemaire (P.C.) de La Courneuve, qui se défend d'être opposé à l'opération lancée par quelques militants du groupe. Si pour l'instant, après l'abandon de la municipalité n'a pas été accordée, la question peut être revue, il considère que les activités de la tour se poursuivent et que l'on ne peut pas aller à la messe, une situation difficile à supporter.

La tour se dresse, phare écarlate de vingt-six étages, au centre de la « Cité des 4 000 logements ». Ici, à La Courneuve, « les 4000 », on en parle beaucoup, surtout pour l'envie de l'agressivité des commerçants. Les 14 000 personnes qui habitent cet ensemble, classé parmi les « lots sensibles » de la commune, ont été évacués par la police.

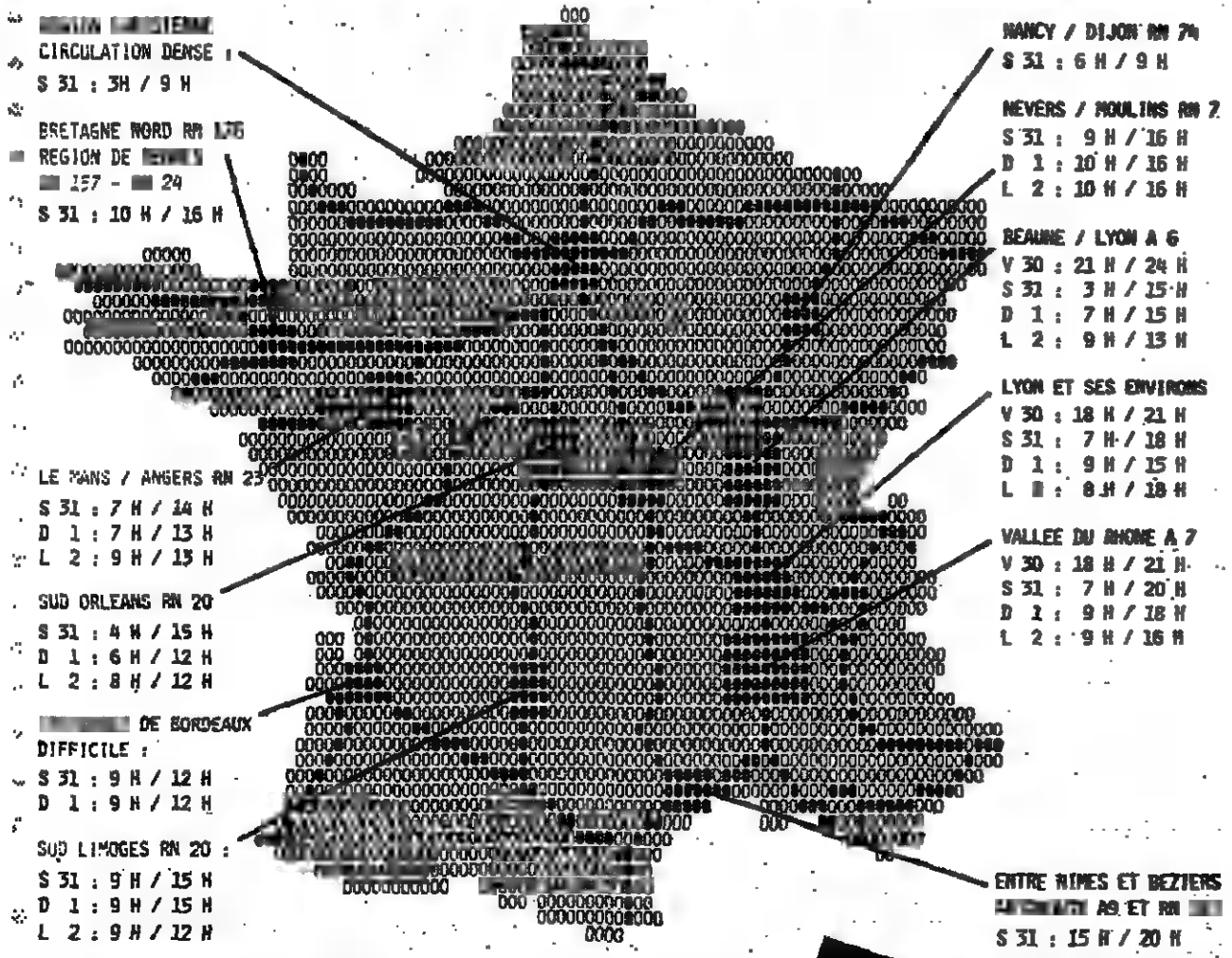
Approches différentes, ou contradictions profondes ? Quelques années après la fin de la guerre, la tour se dresse, phare écarlate de vingt-six étages, au centre de la « Cité des 4 000 logements ». Ici, à La Courneuve, « les 4000 », on en parle beaucoup, surtout pour l'envie de l'agressivité des commerçants. Les 14 000 personnes qui habitent cet ensemble, classé parmi les « lots sensibles » de la commune, ont été évacués par la police.

C'est en fait
TAPIS
PERSON
40%
moins cher
maison de
Piran

65, 67, Champs-Élysées (8), 225-62-50
25, promenade des Anglais - Nice

OPÉRATION BISON FUTÉ 82.

30, 31 JUILLET ET 1 ET 2 AOÛT.
POUR BIEN PARTIR
VOICI LA CARTE DES BOUCHONS.



LA CARTE DES BOUCHONS, 40 000 ENQUÊTES, DES ORDINATEURS, UNE SOLIDE EXPÉRIENCE POUR AMENER À CETTE PRÉCISION. TOUS LES BOUCHONS INDICÉS, JOUR PAR JOUR, HEURE PAR HEURE, BIEN CALCULÉS HEURE DE DÉPART POUR NE PAS SE RETROUVER DEDANS. TOUTES INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES, CONSEILS ADAPTÉS AUX RÉGIONS DANS « GOURNEX », « INFO », « TÉLÉVISION ». SI IMPOSSIBLE DÉCALER DÉPART, SOLUTION ITINÉRAIRES-BIS. 1982, 8 000 KILOMÈTRES BIEN ÉTUDIÉS, BIEN FLECHES, BIEN ÉBUTÉS. CARTE DES BOUCHONS + CARTE ITINÉRAIRES-BIS = VOYAGE DANS DE BONNES CONDITIONS. BONNE ROUTE, BONNE ROUTE.

NOUS ANNONÇONS
LES COULEURS DE LA ROUTE.
CHOISISSEZ LA VÔTRE.

CORRESPONDANCE

Polytechnique et Normale supérieure

M. Pierre Escoubé, de Paris, nous écrit : « J'ai relevé, avec un peu de surprise, dans l'article de M. Jean-Pierre Pénin, paru dans le monde (20 juillet), la phrase suivante : « L'École polytechnique a été créée en 1795 par la Convention, est installée depuis plus de cinquante ans au 43, rue d'Ulm, où elle continue, aujourd'hui encore, ses activités sur cette montagne Sainte-Geneviève où »

voilà, journaliste ne voit plus, après le départ de Polytechnique, aucune « grande école ».

BONNES VACANCES !
PENSEZ-VOUS
ABONNEMENT
LOTO

5 tirages consécutifs
bulletin SIMPLE bulletin MULTIPLE

Halte au Vol

serrure à 5 points
IZIS - LAPERCHÉ
ou **PICARD**
GARANTI 5 ANS
+
1 blindage acier
15/10
+
renforcement
du bâti bois par
1 cornière en acier
+
1 cornière anti-pince
à l'extérieur sur le
pourtour de la porte
+
NOUVEAU
(Sécurité renforcée)
1 cornière
de pivotement
paumelles soudées
Offre
exceptionnelle
au lieu de 4.200 F
4.000 F TTC
Pose et dépi. compris
PARIS-BANLIEUE
Société
PARIS PROTECTION
11 rue de la
Motte Picquet
75015 Paris
566.65.20
CREDIT GRATUIT
4 VERS

LAID CONSCIENCE PAR LE JAPON À L'ASSISTANCE AU TIERS-MONDE A DIMINUÉ EN 1981

La production industrielle de l'U.R.S.S. grand du retard les objectifs du plan

En 1981, le Japon a diminué son aide à l'assistance au tiers-monde. La production industrielle de l'U.R.S.S. grand du retard les objectifs du plan.

Le Monde

économie

ÉTRANGER

LA CRISE DE L'ACIER

Les Dix se résolvent à engager une négociation globale avec les États-Unis

Après avoir exploré les possibilités d'obtenir un report du délai pour l'application de droits compensateurs sur leurs exportations d'acier, les Dix se sont résolus, *in extremis*, à engager une négociation globale avec les États-Unis.

Ces derniers, par la voix du ministre du commerce, se sont félicités, samedi 24 juillet, de cette décision, qu'ils accueillent « *très favorablement* », exprimant l'espoir que cette négociation globale permettra d'aboutir, dans la « *bonne volonté* » réciprocité, à un accord « *députable* ».

De notre correspondant

Communautés européennes (Bruxelles). — Les ministres de la C.E.E. chargés du contentieux européen, réunis sur l'acier, ont donné un « mandat exécutif » à la Commission européenne afin qu'elle négocie avec les États-Unis un « accord d'ensemble » sur les exportations européennes de produits sidérurgiques. La Commission devait élaborer, lundi 26 et mardi 27 juillet, avec les représentants des Dix à Bruxelles, l'offre de la Communauté qui sera présentée le 28 juillet à Washington. L'objectif visé est d'aboutir, dans la première semaine du mois d'août, avec les autorités fédérales, à un accord d'autolimitation valable jusqu'à la fin de 1985.

Il aura fallu sept heures à M. Rees, ministre britannique du commerce, pour accepter que le conseil confie un « mandat exclusif » de négociation à la Commission. C'est que, pendant que les Dix s'alignent à Bruxelles, une délégation de Londres poursuivait « ses conversations » avec les autorités fédérales sur la suspension des droits compensateurs qui frappent les ventes d'acier du Royaume-Uni sur le marché américain. Les représentants de Mme Thatcher ont-ils fait une offre insuffisante à leurs interlocuteurs de Washington ou les Américains ont-ils préféré rester sur leur position de départ, à savoir négocier un accord global portant sur une réduction substantielle des exporta-

tions européennes ? Toujours est-il que la Grande-Bretagne a fini par se rallier à la position des ses partenaires. Cette longue attente, qui, visiblement, a irrité nombre de ministres dont M. Chevenement, le ministre français de la recherche et de l'industrie, a laissé des traces. La Commission a dû faire une déclaration selon laquelle elle s'engageait formellement à s'opposer à tout arrangement bilatéral entre un pays membre et les États-Unis. Le président du conseil, M. Olsen, ministre danois des affaires étrangères, a déclaré, à l'issue des travaux, que le mandat confié à la Commission était « *parfaitement clair et totalement communautaire* ».

Contraints et forcés

Adressé toutefois aux seuls Britanniques, le reproche d'avoir voulu faire cavalier seul est un peu facile. Autrement, comment expliquer les sinuosités de la politique suivie jusqu'ici par les Dix ? Après l'échec des conversations exploratoires de la Commission pour conclure un accord d'autolimitation, les États-membres ont proposé, *in extremis*, une réduction de 10 % des exportations touchées par les taxes américaines.

MALGRÉ PROMESSES ET ENGAGEMENTS

L'aide consacrée par le Japon à l'assistance au tiers-monde a diminué en 1981

De notre correspondant.

Tokyo. — Le Japon, deuxième puissance économique du camp occidental, demeure en dépit de ses promesses et engagements, l'un des pays de l'O.C.D.E. dont la contribution est la plus faible en matière d'aide au développement.

Lancé à grand renfort de publicité, et après moult injonctions des pays occidentaux, le programme japonais qui prévoit un doublement en cinq ans de l'assistance au tiers-monde a pris, dès la première année, un mauvais départ. Au lieu de progresser, comme cela avait été le cas

entre 1979 et 1980, l'aide a diminué l'an dernier de 4,1 %. En conséquence, la part du produit national nippon allant à l'assistance, qui était passée en 1980 à 0,32 %, est retombée en 1981 à 0,28 %. Elle est de 0,46 % pour la C.E.E. et de 0,27 % pour les États-Unis. Après ce dernier pays, première puissance économique mondiale, le Japon est l'un des plus bas des pays membres du Comité d'aide au développement de l'O.C.D.E. La baisse enregistrée l'an dernier serait due à la réduction de 32 % des crédits multilatéraux accordés aux organisations mondiales de financement.

En revanche, l'aide bilatérale a augmenté de 15 %. Au total l'aide s'est élevée à 3,16 milliards de dollars, soit sensiblement moins qu'en 1980.

Quoi qu'on en dise ici, cette tendance reflète la passivité des États-Unis dans le domaine de l'aide depuis l'arrivée au pouvoir de M. Reagan.

Cette attitude avait pourtant fait l'objet il n'y a pas si longtemps de critiques japonaises. Tokyo semblait alors avoir une vue plus « européenne » du financement de l'assistance. Stimulé par ses partenaires, qui faisaient valoir non seulement la relative faiblesse de ses contributions au développement mais également ses surplus commerciaux et la modicité de son effort de défense (moins de 1 % du P.N.B.), le gouvernement japonais s'était laissé convaincre.

Depuis plus d'un an l'accent a été mis à chaque occasion (Cancun, Versailles, la conférence de l'ONU sur le désarmement) sur la volonté nouvelle du Japon de compenser de tels déséquilibres par un effort accru de responsabilité et d'aide au développement. Le cabinet de M. Suzuki avait même placé l'aide au rang de priorité nationale. D'innombrables déclarations et articles ont loué cet effort. Prématurément, semble-t-il.

Dans l'état actuel des choses on estime que le gouvernement, s'il entend tenir ses promesses de doublement de l'aide du Japon d'ici à 1985, devra augmenter ses crédits de 15 % par an environ. On fait cependant valoir que l'importance du déficit budgétaire et un environnement économique défavorable rendent cette perspective incertaine. Si la tendance actuelle à la baisse persistait, il est probable que les Japonais se verraient une fois de plus accusés d'égoïsme.

R.-P. PARINGAUX.

ÉNERGIE

Le blocage des prix n'empêchera pas la hausse des produits pétroliers

(Suite de la première page.)

Moins de deux mois après s'être vantés à juste titre d'avoir réussi à fixer — là où les gouvernements précédents avaient échoués — une règle du jeu pour l'évolution du prix des produits pétroliers « *claire, complète et publique* », les pouvoirs publics pouvaient-ils se renier et mettre la formule entre parenthèse ?

Désormais les priorités ont changé. Le ministre de l'économie et des finances sait que la sortie du blocage ne sera pas possible si les indices sont mauvais au cours des quatre mois de l'été. Or la pleine application de la formule de prix pétroliers — prévue à partir du 12 août — et un relèvement substantiel des tarifs du gaz et de l'électricité auraient mené les indices d'août et de septembre plus près de 1 % que de 0,6 %. Ce n'était pas possible.

Il était toutefois tout aussi risqué d'attendre le mois de novembre pour répercuter toutes les hausses. Un indice du coût de la vie de 2 % au mois de novembre peut tout autant faire échouer la politique gouvernementale que de mauvais indices au cours du blocage. Et, comme l'état des finances d'E.D.F., de G.D.F. et des entreprises de raffinage rendait impossible une attente prolongée, le comité interministériel réuni à Matignon vendredi 23 juillet a choisi une inévitable cote mal taillée qui risque de mécontenter tout le monde et qui n'en aura pas moins un effet de 1,5 dixième sur l'indice des prix (s'il devait être de 0,6 %, celui-ci serait du fait des hausses des produits pétroliers de 0,75 %).

Éviter de charger l'indice des prix

Pour réduire le mécontentement des routiers et des agriculteurs — gros utilisateurs de gazole — et des ménages qui remplissent leurs cuves de fuel pour l'hiver, les prix de ces deux produits sont moins augmentés que ceux de l'essence et du super. Ces prix sont entendus toutes taxes comprises « *jusqu'à application pleine et entière de la formule* ». Implicitement on affirme que celle-ci entrera en vigueur au mois de novembre. La décision n'a pas encore été arrêtée du montant de la hausse de septembre, non plus que du relèvement des tarifs du gaz et de l'électricité, qui vont faire l'objet d'une nouvelle réunion, cette semaine, à Matignon. Mais il semble de plus en plus délicat de charger encore l'indice des prix.

Les mécontentements vont donc être nombreux. Passons sur celui des sociétés qui jugent insuffisantes les mesures prises et qui se plaindront amèrement de l'impossibilité d'avoir en France une règle du jeu. Un souci pour le gouvernement : les pertes économiques des entreprises de raffinage se sont élevées à 6,5 milliards de francs au premier semestre (après 13 milliards de pertes en 1981), et leur endettement

approche 70 milliards de francs. Même situation pour E.D.F. et G.D.F., dont le déficit cumulé pourrait dépasser 10 milliards de francs, l'endettement d'Electricité de France atteignant 140 milliards à la fin de l'année, et celui de Gaz de France le chiffre beaucoup plus modeste de 16 milliards environ.

Mais le mécontentement sera surtout vif à la C.G.T., qui mène campagne depuis un mois pour que soient « *bloqués les tarifs de l'énergie* », et au P.C., dont un membre du comité central, M. Halbeher, écrivait récemment dans l'« *Humanité* » : « *Il faut bloquer les prix des produits pétroliers pendant tout l'été* », car « *laisser les compagnies pétrolières relever les prix pèserait lourdement sur les budgets des vacances et aurait des répercussions en chaîne sur l'ensemble des prix (industrie, transports, électricité)* ».

M. Vianet, secrétaire confédéral de la C.G.T., souligne bien dans un entretien publié par le quotidien *Sud-Ouest* : « *les prix qui échappent au blocage représentent 37 % de l'indice INSEE* ». « *C'est trop* », ajoute-t-il, en suggérant que le gouvernement agisse « *plus fermement sur les prix* » et même contre la vie chère une action « *véritablement efficace* ». Et M. Vianet d'affirmer que sa centrale « *refusera d'accepter une baisse du pouvoir d'achat pour les salariés couverte par une grille statutaire ou conventionnelle* ».

Seule satisfaction pour les pouvoirs publics face à ces arbitrages impossibles : la hausse des prix pétroliers va rapporter un peu d'argent dans les caisses de l'État par le jeu

de la T.V.A. et de la taxe intérieure : de plus, la légère baisse du dollar et le tassement des prix du pétrole devraient amener les cours français au niveau des prix internationaux plus rapidement que prévu : à peine quatre mois pour l'essence et le super, et de l'ordre de deux mois et demi (si une augmentation analogue à celle d'août est pratiquée les mois suivants) pour le fuel et le gazole.

BRUNO DETHOMAS.

TOTAL FAIT UNE DÉCOUVERTE PÉTROLIÈRE EN CHINE

Total Chine, filiale de la Compagnie française des pétroles - C.F.P. - et la succursale offshore du sud de la compagnie pétrolière chinoise ont effectué un forage fructueux au nord-est du golfe de Beibu, au large des côtes chinoises.

Dans un communiqué publié samedi 24 juillet à Paris, la C.F.P. précise que 850 barils par jour de pétrole brut léger ont été produits à partir d'un niveau situé à environ 1 400 mètres de profondeur. Aux termes du contrat de risques signé entre la compagnie pétrolière chinoise et la C.F.P., associée à Elf-Aquitaine, la compagnie chinoise effectue 51 % des investissements et la partie française 49 %.

La C.F.P. détient des intérêts sur les deux permis de Beibu et de Bohai. Mais jusqu'à présent seuls les forages effectués dans le golfe de Beibu se sont révélés fructueux. (A.F.P.)

SOCIAL

DANS UNE LETTRE AU « MATIN »

M. Bérézgovoy estime que son plan d'économies n'obère pas le niveau de la protection sociale.

Dans une lettre publiée par le *Matin* du lundi 26 juillet, M. Pierre Bérézgovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, répond à différents articles de ce journal concernant son plan d'économies pour la Sécurité sociale.

Affirmant qu'il est « *plus facile de proclamer la nécessité de faire des économies que d'accepter d'en voir réalisées* », il écrit notamment : « *Je comprends que la revalorisation des prestations familiales (6,2 %) puisse apparaître insuffisante, mais je souligne, d'une part, qu'il s'agit d'une exception du blocage de l'ensemble des revenus, d'autre part, que le gouvernement a tenu à ce que le complément familial, versé sans condition de ressources aux 1,5 million de familles nombreuses et aux 1,3 million de familles ayant un enfant en bas âge, soit revalorisé de 14,1 %, ce qui est la manifestation concrète de son souci de réduire les inégalités* ».

Rappelant d'autres mesures d'exception — progression du pouvoir d'achat des pensions de vieillesse et

d'invalidité, du minimum vieillesse, de l'allocation aux adultes handicapés (plus de 15 %). — M. Bérézgovoy conclut : « *En total, ce plan d'économies ne remet pas en question le niveau actuel de la protection sociale. Loin d'aggraver les inégalités, il s'est efforcé de maintenir le cap des décisions déjà prises et qui restent acquises. Il exprime enfin la volonté d'une meilleure gestion dans l'intérêt même des assurés sociaux* ».

Deux séries de manifestations d'agriculteurs ont marqué le jour du samedi 24 juillet. Dans le Finistère, cinq cents agriculteurs et industriels producteurs de légumes de conserve ont barré les routes dans les environs de Quimper pour protester contre le prix d'achat de leurs produits qu'ils jugent trop bas.

Dans les Pyrénées-Orientales, deux groupes d'une trentaine de manifestants ont distribué des tracts au péage de l'autoroute et à l'aéroport du Boulou, invitant les vacanciers à ne pas se rendre en Espagne.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

UNIVERSITÉ DE CONSTANTINE

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL

Un avis d'appel d'offres national et international est lancé par l'université de Constantine pour la fourniture et la pose de portes, panneaux de revêtement et cloisons dans l'université de Constantine.

Conformément à la loi n° 78-02 du 11 février 1978, le présent avis d'appel d'offres s'adresse aux seuls fabricants ou producteurs.

Les soumissionnaires peuvent retirer le cahier des charges auprès du vice-recteur chargé de la planification de l'orientation et des équipements contre remise d'une demande officielle avec entête et raison sociale de l'entreprise.

Les offres sous double enveloppe cachetée anonyme et portant bien évidente la mention : « *Ne pas ouvrir* », « *Appel d'offres n° 82/2/EQP* », doivent parvenir à l'adresse sus-indiquée avant le 30 septembre 1982, terme de clôture du présent appel d'offres.

Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant 120 jours après la date de clôture.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL

Un avis d'appel d'offres national et international est lancé par l'université de Constantine pour la fourniture d'équipements scientifiques divers destinés aux instituts de :

- Architecture d'urbanisme et de la construction ;
- Sciences de la terre ;
- Sciences médicales ;
- Sciences dentaires ;
- Sciences vétérinaires ;
- Sciences exactes ;
- Sciences biologiques ;
- Audiovisuel ;

et autres équipements d'impression.

Conformément à la loi n° 78-02 du 11 février 1978, le présent avis d'appel d'offres s'adresse aux seuls fabricants ou producteurs.

Les soumissionnaires peuvent retirer le cahier des charges auprès du vice-recteur chargé de la planification de l'orientation et des équipements contre remise d'une demande officielle avec entête et raison sociale de l'entreprise.

Les offres sous double enveloppe cachetée anonyme et portant bien évidente la mention : « *Ne pas ouvrir* », « *Appel d'offres n° 82/2/EQP* », doivent parvenir à l'adresse sus-indiquée avant le 30 septembre 1982, terme de clôture du présent appel d'offres.

Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant cent 120 jours après la date de clôture.

AFFAIRES

General Motors va vendre des petits camions japonais en Europe

Pour attaquer le marché européen du petit véhicule utilitaire, General Motors a décidé de jouer la « carte japonaise ». Le numéro un mondial de l'automobile a l'intention de créer en Grande-Bretagne une filiale commune avec son partenaire japonais Isuzu pour vendre des véhicules « légers » de ce dernier.

Voulu plus de dix ans que G.M. a pris une participation dans Isuzu, le fabricant japonais d'automobiles japonaises, réputé pour ses camions. En mai dernier, cette participation a été portée de 34,2 % à 42 %, et un accord technique prévoit que Isuzu va accroître ses capacités de production de petites voitures.

Le projet européen de G.M. vise à utiliser le réseau commercial européen de sa filiale britannique Bedford, qui, dans neuf pays, comprend sept cents revendeurs. La filiale commune Isuzu-G.M. n'attaquerait pas directement les marchés français, anglais et italiens. Le réseau continuerait de vendre les véhicules de plus fort tonnage de Bedford.

Cet accord devrait encore renforcer la position du Japon sur le marché européen des petits véhicules utilitaires, où il approche ou dépasse déjà les 50 % dans plusieurs pays (Belgique, Finlande, Irlande, Norvège, Portugal, Suisse).

Un autre constructeur automobile japonais, Nissan, semble hésiter pour sa part, à s'implanter en

Grande-Bretagne. Le projet, évalué à plus de 400 millions de livres pour une production de deux cent mille Datsun par an, aurait été le plus important investissement jamais effectué par les Japonais en Europe.

Le vice-président de Nissan, M. Masataka Okuma, a indiqué samedi 24 juillet à la presse que l'incertitude croissante de l'économie mondiale et la baisse constante de la demande automobile ne lui permettaient pas de prendre une décision maintenant. M. Okuma a ajouté que le projet était cependant toujours à l'étude, que Nissan était parvenu à un accord avec le gouvernement britannique sur « certains points importants » et que la société n'envisageait pas de construire, pour l'instant, une telle usine dans un autre pays européen.

A ROUBAIX

La liquidation de la société Motte-Bossut entraîne le licenciement de cinq cents personnes

De notre correspondant.

Lille. - Le tribunal de commerce de Roubaix a ordonné, vendredi 23 juillet, la liquidation de biens de la société Motte-Bossut. Les cinq cents salariés du groupe devraient recevoir cette semaine leur lettre de licenciement.

L'annonce de cette décision résonne comme un coup de tonnerre dans la vieille cité textile, déjà atteinte par la crise de cette industrie. Motte-Bossut, née en 1843, était un bastion du textile roubaisien. Pendant plus d'un siècle, le « château-fort », implanté au cœur de la ville, surmonté de cheminées et de tours crénelées, avait affirmé la puissance de la société.

Paribas réorganise son état-major

M. Jean-Yves Haberer, administrateur général de la banque nationaliste Paribas, a décidé de réorganiser les structures de son établissement, à partir du 1^{er} septembre 1982. Il a constitué un « comité exécutif » qu'il présidera, avec pour vice-président, M. François Morin, actuellement numéro deux de la banque.

Ce comité réunira les responsables des grands départements, avec quelques novations. Ainsi, celui des opérations de marché, confié à M. François Morin, regroupera la direction financière, la direction des opérations financières internationales, la direction de la trésorerie et la direction de la gestion privée. La délégation à l'action commerciale extérieure, nouvellement créée et dirigée par M. Patrick Dèveaud, servira de supports aux exportations et à l'action des entreprises à l'étranger. Le département des affaires financières industrielles, auparavant rattaché à M. Morin, aura pour chef M. Alain de Wulf, directeur général adjoint, qui s'est fait à Paribas en janvier dernier.

Le département international, gestion du réseau international et des relations étrangères, est confié à M. Hubert de Saint-Amand, tandis que M. Jean-Louis Masurel est en charge du département bancaire intérieur et que M. Jean-Pierre Fontaine dirige les affaires générales.

● Réorganisation de la direction d'Air France. - Après la nomination au secrétariat général de M. Marc Mangara, jusqu'ici directeur général adjoint chargé des affaires juridiques et financières, l'ensemble des services financiers de la compagnie Air France sont regroupés sous l'autorité de M. Paul Bruyat, directeur financier de la société depuis 1975. A ce titre, M. Bruyat devient membre du comité de direction générale de la compagnie.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	+ base	+ base	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
S.E.-U.	6,6990	6,6910	+ 120	+ 210
S. can.	6,3054	6,3091	- 110	- 75
Yen (100) ..	2,6725	2,6748	+ 194	+ 205
D.M.	2,7826	2,7859	+ 134	+ 150
Florin	2,5176	2,5194	+ 132	+ 140
F.B. (100) ..	14,5819	14,5932	- 25	+ 140
F.S.	3,2095	3,2054	+ 377	+ 340
L. (1 000) ...	4,9594	4,9541	- 225	- 184
E.	11,7043	11,7029	+ 289	+ 278

TAUX DES EURO-MONNAIES

	8 9/16	8 15/16	8 1/2	9	8 9/16	8 15/16	8 1/2	9	1/8
S.E.-U.	10 7/8	11 3/8	11 3/8	11 3/4	12 5/8	13	13 3/4	14 1/8	14 1/8
Florin	8 1/2	8 7/8	8 1/2	9	8 1/2	9	9 1/8	9 3/8	9 3/8
F.B. (100) ..	14	15 1/2	15 3/4	14 3/8	14 1/8	14 9/16	14 5/8	15 1/8	15 1/8
F.S.	1/8	1 1/8	3 1/4	3 3/8	3 1/2	4 3/4	5 1/8	5 1/8	5 1/8
L. (1 000) ...	18	25 1/2	18 7/16	19 3/16	19 1/16	19 3/4	20 1/2	21 1/2	21 1/2
E.	12 1/8	12 7/8	12	12 7/8	11 3/4	12 1/2	11 3/4	12 3/8	12 3/8
F. canadien ..	14 7/8	15 5/8	14 7/16	14 11/16	14 9/16	14 13/16	15 5/8	16 7/8	16 7/8

Ces courants pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

LEROY-SOMER CÉDERAIT SA FILIALE ADAM (PERCEUSES) AU HOLDING I.L.L.

Les moteurs Leroy-Somer céderaient au holding I.L.L. leur filiale Adam, qui fabrique des perceuses moyennes à Saint-Avertin (Indre-et-Loire), employait 104 personnes et réalisait 25 millions de chiffre d'affaires.

Durement touchée par la concurrence du Sud-Est asiatique et par la stagnation de l'investissement industriel, Adam a perdu 3 millions de francs au premier semestre 1982. Sa reprise en location-gérance par I.L.L., dont la filiale Someloir fabrique également des perceuses, permettrait de consolider 65 emplois et de mieux lutter contre la concurrence, après mise en règlement judiciaire et garantie de l'ensemble du passif par Leroy-Somer.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Schlumberger

Le bénéfice net de Schlumberger pour le deuxième trimestre est de 536 millions de dollars, soit une augmentation de 20 % par rapport à la même période de l'an dernier. Le bénéfice net par action est de 1,21 dollar comparé à 1,03 dollar. Le chiffre d'affaires pour le deuxième trimestre, en progression de 11 %, est de 1,61 milliard de dollars.

Pour le premier trimestre, le bénéfice net est de 711 millions de dollars, en augmentation de 25 % ; le chiffre d'affaires a atteint 3,25 milliards de dollars, soit une progression de 12 %.

Jean Riboud, président-directeur général, a indiqué que les résultats du deuxième trimestre étaient dus à l'expansion continue des Services pétroliers, et cela, malgré un fléchissement brutal du forage aux États-Unis.

Le chiffre d'affaires du Secteur pétrolier, pour le deuxième trimestre est de 1,05 milliard de dollars, en augmentation de 16 %.

En Amérique du Nord, le nombre des appareils de forage en activité n'a cessé de baisser pendant le premier semestre. Au 30 juin, le nombre d'appareils en activité avait diminué de 37 % par rapport au chiffre de décembre 1981. Le chiffre d'affaires des Services de mesure dans les sondages, ou Services de logging, en Amérique du Nord, pendant le deuxième trimestre était de 3 % inférieur à celui du trimestre correspondant de l'an dernier. En dehors de l'Amérique du Nord l'activité des Services de logging a continué sa forte progression ; le chiffre d'affaires a augmenté de 29 % pendant ce trimestre.

Pétrole, Forêt Neptune et Dowell Schlumberger (filiale à 50 %) ont également enregistré des progressions sensibles.

Le chiffre d'affaires du Secteur mesure, Régulation et Composants pour le deuxième trimestre est de 546 millions de dollars, chiffre voisin de celui de l'an dernier pour la même période.

Ces résultats reflètent les mêmes tendances qui ont caractérisé le dernier trimestre de 1981 et le premier trimestre de l'année en cours : le renforcement du dollar aigre le résultat des unités européennes ; la crise économique et les taux d'intérêt élevés affectent l'activité du Groupe Syndromes Associés par Ordinateur ainsi que celle de Fairchild.

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

C.N.T.
Obligations 10,50 % - 1975

Les intérêts courus du 1^{er} août 1981 au 31 juillet 1982 seront payables à partir du 1^{er} août 1982 à raison de 94,50 francs par titre de 1 000 francs nominal contre détachement du coupon numéro 7 après une retenue à la source d'impôt forfaitaire de 10,50 francs.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 15,74 francs, soit un net de 78,76 francs.

Le paiement des coupons sera effectué sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (trésorerie générale, recettes des finances et perceptions) auprès des bureaux de poste, au siège de la Caisse nationale des télécommunications, 3, rue de l'Arrivée, Paris 15^e, aux guichets de la Banque de France et des établissements désignés ci-après : Crédit lyonnais, Banque nationale de Paris, Société générale, Banque de Paris et des Pays-Bas, Banque de l'Indochine et de Suez, Crédit commercial de France, Crédit industriel et commercial, Caisse centrale des banques populaires, Crédit du Nord, l'Européenne de Banque, Lazard frères et C^{ie}, Banque Neufilize, Schlumberger, Malet, Société marseillaise de crédit, Société centrale de banque, Société générale alsacienne de banque, Caisse des dépôts et consignations.

Il est rappelé que les intérêts concernant les titres nominatifs seront réglés directement aux titulaires par la Caisse nationale des télécommunications.

Moulinex

VENTES DU 1^{er} SEMESTRE 1982 (en millions de francs)

Les ventes provisoires consolidées du groupe ont atteint, sur la base de chiffres provisoires, 279,5 millions de francs, contre 1 089,4 millions de francs, en 1981, soit une progression de 17,4 %.

En ce qui concerne la société mère, les ventes se sont élevées à 1 070,6 millions de francs, contre 911,5 millions de francs en 1981, soit une progression de 17,5 %. Elles se répartissent comme suit :

	1982	%	1981	%
France ...	430,2	40	387,1	42
Export ...	640,4	60	524,4	58
Total ...	1 070,6	100	911,5	100

CRÉDIT LYONNAIS



EMPRUNTS JUILLET 1982

taux fixe
F 300 millions

taux variable
F 1,2 milliard

taux fixe	taux variable
obligations de F 5 000	obligations de F 5 000
PRIX D'ÉMISSION : le pair, soit F 5 000 par titre.	PRIX D'ÉMISSION : le pair, soit F 5 000 par titre.
INTERET ANNUEL : Taux nominal : 16,80 % Taux de rendement actuariel brut à l'émission : 16,59 %	INTERET ANNUEL : - moyenne arithmétique diminuée de 0,30 % des taux moyens mensuels de rendement à l'émission des emprunts garantis par l'Etat et assimilés ; - minimum garanti : 11 %.
JOUISSANCE : 16 août 1982.	JOUISSANCE : 28 août 1982.
DURÉE : 8 ans.	DURÉE : 8 ans.
AMORTISSEMENT : en totalité le 16 août 1990.	AMORTISSEMENT : en totalité le 28 août 1990.
COTATION : Bourse de Lyon.	COTATION : Bourse de Lyon.

Toutes les agences du Crédit Lyonnais peuvent recueillir les souscriptions. Une note d'information portant le visa C.O.B. n° 82-108 en date du 29 juin 1982 est tenue à la disposition du public. B.A.L.U., 26 juillet 1982.

CREDIT LYONNAIS votre partenaire

IN INTERTECHNIQUE

Le chiffre d'affaires, hors taxes, réalisé pendant le premier semestre de 1982 s'élève à 298,7 millions de francs contre 252,2 millions de francs au 30 juin 1981, soit un accroissement de 18 %.

Pendant la même période, le montant, hors taxes, des commandes reçues s'est élevé à 482 millions de francs contre 389,1 millions de francs, soit un accroissement de 24 %.

Au 30 juin 1982, le carnet de commandes s'élevait à 758,3 millions de francs.

Consolidé pour la société mère et ses filiales, le chiffre d'affaires, hors taxes, s'est élevé à 326,7 millions de francs contre 276,9 millions de francs, soit un accroissement de 18 %.

BANQUE STEINDECKER S.A.

Fondée en 1881

Le conseil d'administration de la banque Steindecker S.A. s'est réuni le 23 juillet 1982 sous la présidence de M. Henri Derman.

Le conseil a nommé M. Pierre Heumiquet vice-président et directeur général. Il a décidé également de proposer sa nomination comme administrateur à la prochaine assemblée de la banque qui statuera sur les comptes de l'exercice de 1982.

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

C.N.T.
Obligations 14 % - 1980

Les intérêts courus du 3 août 1981 au 2 août 1982 seront payables à partir du 3 août 1982 à raison de 252 F par titre de 2 000 F nominal contre détachement du coupon n° 2 après une retenue à la source d'impôt forfaitaire de 28 F.

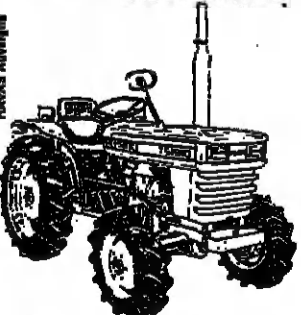
En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 41,98 F, soit un net de 210,02 F.

A compter de la même date, les obligations comprises dans les séries de numéros 293 074 à 300 000 et 307 001 à 325 073 sortis au tirage au sort du 14 juillet 1982 cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 2 000 F, coupon n° 3 au 3 août 1982 attaché.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres seront effectués sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (trésorerie générale, recettes des finances et perceptions) auprès des bureaux de poste, au siège de la C.N.T., 3, rue de l'Arrivée - 75749 PARIS CEDEX 15, aux guichets de la Banque de France et des établissements désignés ci-après : Crédit lyonnais, Banque nationale de Paris, Société générale, Banque de Paris et des Pays-Bas, Banque de l'Indochine et de Suez, Crédit commercial de France, Crédit industriel et commercial, Caisse centrale des Banques Populaires, Caisse des Dépôts et Consignations, Crédit du Nord, l'Européenne de Banque, Banque de l'Union Européenne, Banque Vornes et Commerciale de France, M.M. Lazard frères et C^{ie}, Banque de Neufilize Schlumberger Malet, Société marseillaise de crédit, Société Générale Alsacienne de Banque.

Il est rappelé :
- D'une part, que les intérêts concernant les titres nominatifs seront réglés directement aux titulaires par la C.N.T. ;
- D'autre part, que le remboursement des obligations désignées ci-dessus et comprises dans les certificats nominatifs sera effectué également par la C.N.T. dès réception, sous bordereau, des certificats nominatifs concernés ;
- Enfin, que les titres compris dans les séries numéros 143 766 à 170 765 sont remboursables depuis le 3 août 1981.

Iseki : la motoculture c'est sérieux.



ISEKI est un vrai spécialiste de la motoculture, toujours près de chez vous. Pour chaque appareil ISEKI, il y a une gamme complète d'accessoires. Tracteurs ISEKI : de 13 à 31 ch.

ISEKI
UN VRAI SPECIALISTE

Documentation gratuite tracteurs ISEKI :
NOM :
ADRESSE :

Yvan Béal
21, Avenue de l'Agriculture
63014 CLERMONT-FERRAND CEDEX
Tél. (03) 51.93.51 Téléc. 392744

مكتبة العدل

MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE		LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS	
Principales postes sujetes à variation (en millions de francs)		INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES	
		Indices généraux de base 100 en 1949	
		16 juillet 23 juillet	
ACTIF		Au 15-7-1962	
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	273 183	Valeurs francs à revenu variable	788,5 789,4
dont :		Valeurs étrangères	1947,5 2036
Or	170 554	Base 100 : 29 décembre 1972	
Disponibilités à vue à l'étranger	33 905	Valeurs francs à revenu variable	110,9 112,3
ECU	54 586	Valeurs étrangères	263,5 275,2
Admission au Fonds de stabilisation des changes	14 146	Base 100 : 31 décembre 1961	
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	5 480	Indices des valeurs françaises	
dont :		à rev. var. (base 100 au 31-12-1961)	98,4 100,5
Créances sur Trésor public	0	Pénalités-échanges	76,5 77,5
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	187 483	Mitigeance	62,5 64,5
dont :		Cible	102 102
Efficace occupée	78 890	Bilan, act. contr., trans. public	92,4 94,8
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE À RECEVOIR DU PÉCUNI	45 277	Conservations réglementées	69,8 100,0
dont :		Métallif diversifié	106,2 106,9
5) DIVERS	6 288	Automatique et forfait	85,6 88,1
Total	521 723	Indice de cotation, non aff.	117,4 117,4
		Agro-alimentaire	111,4 114
		Distribution	105,3 105,1
		Transport	102,2 105
		Services	104,6 107,6
		Assurances	101,9 100,0
		Banques	106,2 107,2
		Immobilier et financier	99,2
		Investissement et portefeuille	101,7 102,3
		Base 100 : 29 décembre 1980	
PASSIF		Valeurs françaises à revenu fixe	95,6 95,6
1) BILLETS EN CIRCULATION	174 056	Emprunts d'État	97 98,9
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	10 623	Emprunts garantis et assimilés	95,6 96,7
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	7 798	Base 100 : 31 décembre 1972	
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	71 025	Emprunts garantis et assimilés	85,1 85,3
dont :		Mitigeance	91,5 91,5
Comptes courants des établissements financiers à la constitution de réserves	39 131	Base 100 : 29 décembre 1961	
5) COTAIRES AU FÉCUN	50 049	Indices généraux	95,4 95,7
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	188 334	Produits de base	82,4 82,6
7) CAPITAL ET FOND DE RÉSERVE	2 286	Construction	91,5 93,5
dont :		Métallif diversifié	104
8) DIVERS	12 686	Métallif de cotation, durables	97 97,8
Total	521 723	Métallif de cotation, non durables	110,9 110,9
		Métallif de cotation, non durables	102,2 102,2
		Services	99,4 101,4
		Sociétés financières	104 104,9
		principalement à l'étranger	96,6 96,6
		Valeurs industrielles	96,7 96,5
		BOURSES RÉGIONALES	
		Base 100 : 29 décembre 1972	
		Indices généraux	95,4 95,7

LA VIE DES SOCIÉTÉS

INCO. — Au cours du deuxième trimestre 1982, la société a enregistré une perte nette de 36,9 millions de dollars (53 cents par action), contre un bénéfice de 42,1 millions de dollars (46 cents par action) pour le deuxième trimestre 1981. Le chiffre d'affaires est revenu de 588 millions de dollars à 357 millions de dollars. A l'origine de ces mauvais résultats, on trouve une forte baisse des livraisons de nickel (36 900 tonnes de nickel, contre 65 000 tonnes), la diminution des prix du métal, et une grève partielle.

ALCAN ALUMINIUM. — Le dividende trimestriel, payable le 7 septembre, est ramené de 45 cents canadiens à 22,65 cents.

SPEG. — Le bénéfice net revient de 30,4 millions de francs en 1980-1981, dont 8,5 millions de francs de plus-values à long terme, à 9,94 millions de francs en 1981-1982, dont 2,53 millions de plus-values à long terme. Cette diminution est due au fait que la principale filiale, la Préserveatrice Foncière Tiard, n'a pas distribué de dividendes au titre de l'exercice 1981. Le dividende global est ramené de 18 francs à 6 francs.

ALSTHOM-ATLANTIQUE - La société, chef de file d'un groupe comprenant Jeumont-Schneider et la Compagnie des signaux et entreprises électriques (C.S.E.E.), a été retenue pour équiper un matériel de signalisation la ligne n° 3 du métro de Hongkong. Cette commande, d'un montant de 150 millions de francs, est jugée très importante, stratégiquement, par la firme française, car c'est son premier contact à Hongkong, jusqu'à présent domaine privilégié des Britanniques dans ce secteur.

INDICES QUOTIDIENS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1981)		
	21 juillet	23 juillet
Valeurs françaises	102,6	102,6
Valeurs étrangères	114,1	118
C^o DES AGENTS DE CHANGE		
(base 100 : 31 déc. 1981)		
	21 juillet	23 juillet
Indice général	99,6	99,7
TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE		
Effets prévus du 23 juillet		15 %
COURS DU DOLLAR A TOKYO		
	23 juillet	24 juillet
1 dollar (en francs)	251,18	250

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous
dans nos dernières éditions, nous pourrions être
derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient

BOURSE DE PARIS Comptant 23 JUILLET

VALEURS		% du cours	% du change	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
3 %	2 433			Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310
5 %	2 270			Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310
10 %	2 254			Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310
11/4 % 1983	3 852			Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310
Emp. N. 6 % 67	0 871			Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310
Emp. 7 % 1973	0 690			Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310
Emp. 8,80 % 77	95 06			Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310
Emp. 10 % 1977	80			Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310
Emp. 10 % 78/79	95 06			Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310
Emp. 10 % 79/80	95 06			Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310
Emp. 10 % 80/81	95 06			Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310
Emp. 10 % 81/82	95 06			Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310
Emp. 10 % 82/83	95 06			Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310
Emp. 10 % 83/84	95 06			Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310
Emp. 10 % 84/85	95 06			Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310
Emp. 10 % 85/86	95 06			Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310
Emp. 10 % 86/87	95 06			Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310
Emp. 10 % 87/88	95 06			Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310
Emp. 10 % 88/89	95 06			Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310
Emp. 10 % 89/90	95 06			Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310
Emp. 10 % 90/91	95 06			Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310
Emp. 10 % 91/92	95 06			Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310
Emp. 10 % 92/93	95 06			Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310
Emp. 10 % 93/94	95 06			Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310	Orléans Vitrif.	305	310

Marché à terme

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier le cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, le cotage des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Comparison	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Comp. Premier cours	Comp. Dernier cours	Comparison	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Comp. Premier cours	Comp. Dernier cours	Comparison	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Comp. Premier cours	Comp. Dernier cours	Comparison	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Comp. Premier cours	Comp. Dernier cours	Comparison	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Comp. Premier cours	Comp. Dernier cours
1748	A.S. 1673	1780	1774	1790	1795	580	Pacem	582	589	582	580	280	Pain-Himnap	259	268	275	264	106	Valacum	106	107	110	105	10	47	Imp. Chemical	47	47	47	47	47	47		
3250	C.N.E. 32	3248	3220	3230	3228	189	Riche-Baudou	189	190	189	189	345	Pachet	90	92	98	94	1120	V. Clignac	1120	1120	1120	1100	80	47	Imco. Limited	79	79	80	80	80	80		
1310	Agencia Hesa	312	313	313	313	189	Richer	359	359	359	359	345	Pachet	90	92	98	94	1120	V. Clignac	1120	1120	1120	1100	80	47	Imco. Limited	79	79	80	80	80	80		
365	Al. Suprem	365	360	360	360	50	Federale (Edis)	50	50	51	52	20	100	Pachet	90	92	98	94	1120	V. Clignac	1120	1120	1120	1100	80	47	Imco. Limited	79	79	80	80	80	80	
70	A.L.S.P.	70	70	70	71	40	Federale	40	40	40	40	175	175	175	177	177	175	476	Am. Telegraph	476	476	477	484	472	38	Manhattan	38	38	37	37	37	37		
130	Amoco-Mid	130	129	134	130	50	Federale	50	50	50	50	175	175	175	177	177	175	476	Am. Telegraph	476	476	477	484	472	38	Manhattan	38	38	37	37	37	37		
167	Aglic. gas	167	168	166	163	276	G.M. d'Entrep.	277	277	277	277	138	Pacem	582	589	582	580	280	Pain-Himnap	259	268	275	264	106	47	Imp. Chemical	47	47	47	47	47	47		
100	Aglyon. Pans	99	106	108	106	70	G.M. d'Entrep.	277	277	277	277	138	Pacem	582	589	582	580	280	Pain-Himnap	259	268	275	264	106	47	Imp. Chemical	47	47	47	47	47	47		
510	Am. Des. B.	510	510	510	510	231	G.M. d'Entrep.	277	277	277	277	138	Pacem	582	589	582	580	280	Pain-Himnap	259	268	275	264	106	47	Imp. Chemical	47	47	47	47	47	47		
146	Bail-Engels	146	147	147	146	476	Hechtel	476	494	494	476	10	Pachet	90	92	98	94	1120	V. Clignac	1120	1120	1120	1100	80	47	Imco. Limited	79	79	80	80	80	80		
170	Be-Banque	170	176	182	174	50	Indefat	47	47	47	47	47	47	47	47	47	47	476	Am. Telegraph	476	476	477	484	472	38	Manhattan	38	38	37	37	37	37		
11	Bazar N.H.	114	120	117	117	20	Imco. Pans-Mid	20	20	20	20	670	Pacem	582	589	582	580	280	Pain-Himnap	259	268	275	264	106	47	Imp. Chemical	47	47	47	47	47	47		
87	C.I.T. Indefat	87	87	87	87	20	Indefat	47	47	47	47	47	47	47	47	47	47	476	Am. Telegraph	476	476	477	484	472	38	Manhattan	38	38	37	37	37	37		
10	High-Des. B.	111	111	111	111	210	Indefat	47	47	47	47	47	47	47	47	47	47	476	Am. Telegraph	476	476	477	484	472	38	Manhattan	38	38	37	37	37	37		
440	B.L.	440	448	444	444	458	Indefat	47	47	47	47	47	47	47	47	47	47	476	Am. Telegraph	476	476	477	484	472	38	Manhattan	38	38	37	37	37	37		
1	B.L.	440	448	444	444	458	Indefat	47	47	47	47	47	47	47	47	47	47	476	Am. Telegraph	476	476	477	484	472	38	Manhattan	38	38	37	37	37	37		
130	Amoco-Mid	130	129	134	130	50	Federale	50	50	50	50	175	175	175	177	177	175	476	Am. Telegraph	476	476	477	484	472	38	Manhattan	38	38	37	37	37	37		
167	Aglic. gas	167	168	166	163	276	G.M. d'Entrep.	277	277	277	277	138	Pacem	582	589	582	580	280	Pain-Himnap	259	268	275	264	106	47	Imp. Chemical	47	47	47	47	47	47		
100	Aglyon. Pans	99	106	108	106	70	G.M. d'Entrep.	277	277	277	277	138	Pacem	582	589	582	580	280	Pain-Himnap	259	268	275	264	106	47	Imp. Chemical	47	47	47	47	47	47		
510	Am. Des. B.	510	510	510	510	231	G.M. d'Entrep.	277	277	277	277	138	Pacem	582	589	582	580	280	Pain-Himnap	259	268	275	264	106	47	Imp. Chemical	47	47	47	47	47	47		
146	Bail-Engels	146	147	147	146	476	Hechtel	476	494	494	476	10	Pachet	90	92	98	94	1120	V. Clignac	1120	1120	1120	1100	80	47	Imco. Limited	79	79	80	80	80	80		
170	Be-Banque	170	176	182	174	50	Indefat	47	47	47	47	47	47	47	47	47	47	476	Am. Telegraph	476	476	477	484	472	38	Manhattan	38	38	37	37	37	37		
11	Bazar N.H.	114	120	117	117	20	Imco. Pans-Mid	20	20	20	20	670	Pacem	582	589	582	580	280	Pain-Himnap	259	268	275	264	106	47	Imp. Chemical	47	47	47	47	47	47		
87	C.I.T. Indefat	87	87	87	87	20	Indefat	47	47	47	47	47	47	47	47	47	47	476	Am. Telegraph	476	476	477	484	472	38	Manhattan	38	38	37	37	37	37		
10	High-Des. B.	111	111	111	111	210	Indefat	47	47	47	47	47	47	47	47	47	47	476	Am. Telegraph	476	476	477	484	472	38	Manhattan	38	38	37	37	37	37		
440	B.L.	440	448	444	444	458	Indefat	47	47	47	47	47	47	47	47	47	47	476	Am. Telegraph	476	476	477	484	472	38	Manhattan	38	38	37	37	37	37		
1	B.L.	440	448	444	444	458	Indefat	47	47	47	47	47	47	47	47	47	47	476	Am. Telegraph	476	476	477	484	472	38	Manhattan	38	38	37	37	37	37		
130	Amoco-Mid	130	129	134	130	50	Federale	50	50	50	50	175	175	175	177	177	175	476	Am. Telegraph	476	476	477	484	472	38	Manhattan	38	38	37	37	37	37		
167	Aglic. gas	167	168	166	163	276	G.M. d'Entrep.	277	277	277	277	138	Pacem	582	589	582	580	280	Pain-Himnap	259	268	275	264	106	47	Imp. Chemical	47	47	47	47	47	47		
100	Aglyon. Pans	99	106	108	106	70	G.M. d'Entrep.	277	277	277	277	138	Pacem	582	589	582	580	280	Pain-Himnap	259	268	275	264	106	47	Imp. Chemical	47	47	47	47	47	47		
510	Am. Des. B.	510	510	510	510	231	G.M. d'Entrep.	277	277	277	277	138	Pacem	582	589	582	580	280	Pain-Himnap	259	268	275	264	106	47	Imp. Chemical	47	47	47	47	47	47		
146	Bail-Engels	146	147	147	146	476	Hechtel	476	494	494	476	10	Pachet	90	92	98	94	1120	V. Clignac	1120	1120	1120	1100	80	47	Imco. Limited	79	79	80	80	80	80		
170	Be-Banque	170	176	182	174	50	Indefat	47	47	47	47	47	47	47	47	47	47	476	Am. Telegraph	476	476	477	484	472	38	Manhattan	38	38	37	37	37	37		
11	Bazar N.H.	114	120	117	117	20	Imco. Pans-Mid	20	20	20	20	670	Pacem	582	589	582	580	280	Pain-Himnap	259	268	275	264	106	47	Imp. Chemical	47	47	47	47	47	47		
87	C.I.T. Indefat	87	87	87	87	20	Indefat	47	47	47	47	47	47	47	47	47	47	476	Am. Telegraph	476	476	477	484	472	38	Manhattan	38	38	37	37	37	37		
10	High-Des. B.	111	111	111	111	210	Indefat	47	47	47	47	47	47	47	47	47	47	476	Am. Telegraph	476	476	477	484	472	38	Manhattan	38	38	37	37	37	37		
440	B.L.	440	448	444	444	458	Indefat	47	47	47	47	47	47	47	47	47	47	476	Am. Telegraph	476	476	477	484	472	38	Manhattan	38	38	37	37	37	37		
1	B.L.	440	448	444	444	458	Indefat	47	47	47	47	47	47	47	47	47	47	476	Am. Telegraph	476	476	477	484	472	38	Manhattan	38	38	37	37	37	37		
130	Amoco-Mid	130	129	134	130	50	Federale	50	50	50	50	175	175	175	177	177	175	476	Am. Telegraph	476	476	477	484	472	38	Manhattan	38	38	37	37	37	37		
167	Aglic. gas	167	168	166	163	276	G.M. d'Entrep.	277	277	277	277	138	Pacem	582	589	582	580	280	Pain-Himnap	259	268	275	264	106	47	Imp. Chemical	47	47	47	47	47	47		
100	Aglyon. Pans	99	106	108	106	70	G.M. d'Entrep.	277	277	277	277	138	Pacem	582	589	582	580	280	Pain-Himnap	259	268	275	264	106	47	Imp. Chemical	47	47	47	47	47	47		
510	Am. Des. B.	510	510	510	510	231	G.M. d'Entrep.	277	277	277	277	138	Pacem	582	589	582	580	280	Pain-Himnap	259	268	275	264	106	47	Imp. Chemical	47	47	47	47	47	47		
146	Bail-Engels	146	147	147	146	476	Hechtel	476	494	494	476	10	Pachet	90	92	98	94	1120	V. Clignac	1120	1120	1120	1100	80	47	Imco. Limited	79	79	80	80	80	80		
170	Be-Banque	170	176	182	174	50	Indefat	47	47	47	47	47	47	47	47	47	47	476	Am. Telegraph	476	476	477	484	472	38	Manhattan	38	38	37	37	37	37		
11	Bazar N.H.	114	120	117	117	20	Imco. Pans-Mid	20	20	20	20	670	Pacem	582	589	582	580	280	Pain-Himnap	259	268	275	264	106	47	Imp. Chemical	47	47	47	47	47	47		
87	C.I.T. Indefat	87	87	87	87	20	Indefat	47	47	47	47	47	47	47	47	47	47	476	Am. Telegraph	476	476	477	484	472	38	Manhattan	38	38	37	37	37	37		
10	High-Des. B.	111	111	111	111	210	Indefat	47	47	47	47	47	47	47	47	47	47	476	Am. Telegraph	476														

[illegible]